

février 2005

INFLEXIONS

civils et militaires : pouvoir dire



L'ACTION MILITAIRE A-T-ELLE UN SENS AUJOURD'HUI ?

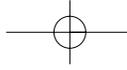
Éditorial	<i>Jérôme Millet</i>
Un grand détour	<i>Line Sourbier-Pinter</i>
Les mutations du sens de l'action militaire	<i>Monique Castillo</i>
L'action militaire : sens et contresens	<i>Jean-René Bachelet</i>
Regards et anecdotes	<i>Jean-Luc Cotard</i>
L'action militaire entre guerre et paix	<i>François Scheer</i>
L'action militaire aujourd'hui : un sens à partager	<i>François Lecointre</i>
Le déphasage	<i>Véronique Nahoum-Grappe</i>
Le sens de l'action des forces armées	<i>Gérard Bezacier</i>

COMPTE RENDU DE LECTURES

février 2005 | n°1

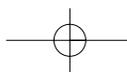
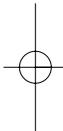
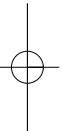


INFLEXIONS



INFLEXIONS

civils et militaires : pouvoir dire



INFLEXIONS

civils et militaires : pouvoir dire



février 2005 | n°1

INFLEXIONS

civils et militaires : pouvoir dire

Reposant sur la volonté méthodologique de croiser les approches de praticiens et de théoriciens – français et étrangers – Inflexions ambitionne de participer au débat intellectuel autour de problématiques actuelles centrées sur le champ de son activité propre, à travers le prisme des sciences sociales et humaines. Cette revue affirme le souhait de mettre en commun les expériences et les enseignements de la pratique des métiers militaires dans des domaines où l'armée de Terre possède une expérience avérée. Cette revue n'a donc pas vocation à apporter un éclairage institutionnel. Au contraire, elle veut promouvoir, autour de thèmes variés et actuels, une réflexion libre et féconde, hors de tout esprit polémique.

Prochain numéro :

« Le militaire, la guerre et la paix : une nouvelle ère ? »

NUMERO 1

L'ACTION MILITAIRE A-T-ELLE UNE RAISON AUJOURD'HUI ?

ÉDITORIAL ─ JÉRÔME MILLET	└ 09
UN GRAND DÉTOUR ─ LINE SOURBIER-PINTER	└ 17
LES MUTATIONS DU SENS DE L'ACTION MILITAIRE ─ MONIQUE CASTILLO	└ 29
L'ACTION MILITAIRE : SENS ET CONTRESENS ─ JEAN-RENÉ BACHELET	└ 45
REGARDS ET ANECDOTES ─ JEAN-LUC COTARD	└ 65
L'ACTION MILITAIRE ENTRE GUERRE ET PAIX ─ FRANÇOIS SCHEER	└ 79
L'ACTION MILITAIRE AUJOURD'HUI : UN SENS À PARTAGER ─ FRANÇOIS LECOINTRE	└ 89
LE DÉPHASAGE ─ VÉRONIQUE NAHOUM-GRAPPE	└ 103
LE SENS DE L'ACTION DES FORCES ARMÉES ─ GÉRARD BEZACIER	└ 105
POUR COMPLÉTER LA RÉFLEXION EXTRAITS DU COLLOQUE DU 4 DÉCEMBRE 2003 « ÉDUCATION À LA DÉFENSE »	└ 123
─ POUR EN SAVOIR PLUS ─	└ 129
─ NOTES DE LECTURES ─	└ 131
─ BIOGRAPHIES ─	└ 136

JÉRÔME MILLET

ÉDITORIAL

Faut-il que les militaires s'expriment et participent au Débat ? Notre réponse, celle de l'armée de terre, des personnalités civiles qui ont bien voulu participer à l'élaboration de la nouvelle revue dont nous vous présentons le premier numéro, est résolument positive.

Depuis 50 ans, les militaires prennent peu la parole et ne participent donc qu'exceptionnellement au débat d'idées concernant l'exercice de leur métier, de même que sur la nature des relations des armées avec la société. De ce constat, il est naturel de tirer deux questions : tout d'abord pourquoi ? Et ensuite, est-il opportun, utile, nécessaire de corriger cet état de fait ?

Les raisons de ce mutisme sont clairement identifiables. Il s'agit d'abord des traumatismes successifs provoqués par la défaite de 1940, par les dissensions internes nées de l'armistice, les guerres d'Indochine et d'Algérie et le putsch de 1961. Il provient ensuite de l'adoption de la doctrine de dissuasion nucléaire. Même si quelques militaires de renom ont participé de façon essentielle à son élaboration¹, cette stratégie donnait à la réflexion militaire, sans la stériliser absolument, une tournure univoque. Enfin, avec la disparition d'une menace existentielle à nos frontières et le phénomène de « mondialisation », le fait économique et social tend à s'imposer comme le seul facteur déterminant de l'évolution de nos sociétés. En tout cas, les questions de défense s'effacent derrière celles de sécurité, a priori de nature plus « policière » que militaire. En bref, après l'éviction naturelle de la notion de débat, son absence semble s'être imposée naturellement. D'ailleurs, particularité française, les intellectuels de notre pays s'intéressent peu aux problèmes stratégiques de même que les médias : il n'existe presque plus de journalistes spécialisés. Pourquoi donc les militaires chercheraient-ils à s'investir dans un débat qui tend à disparaître et dans lequel leur présence n'est pas particulièrement souhaitée ?

La réponse nous semble évidente pour au moins deux raisons : en premier lieu parce que notre temps exige une réflexion renouvelée ;

ensuite parce qu'il ne serait pas sain de cantonner une armée professionnelle à un isolement technique en marge de la société.

La guerre n'a pas disparu de notre horizon proche. Elle n'est ni hors jeu ni hors la loi.

Certes, il n'est sans doute plus possible d'affirmer comme Raymond Aron que « ce qui caractérise les relations internationales, c'est la légitimité du recours à la force² ». Le droit international, y compris sous sa forme « naturelle », tend en effet à devenir une référence concurrente, même s'il ne repose pas sur des valeurs unanimement partagées et ne dispose pas de la force pour s'imposer³. Autrement dit, après l'illusion de voir la guerre devenue un risque lointain et faible pour le monde occidental et l'Europe en particulier, nous voici confrontés avec le terrorisme, la mondialisation qui exacerbe des rivalités et des tensions nouvelles, la criminalité dont la puissance financière et les capacités d'organisation dépassent les frontières, le droit qui recule face à des États qui se disloquent et des zones dites « grises » qui s'étendent. Par ailleurs, les migrations, que leur origine soit économique (sous développement) ou politique (persécutions) tendent à faire disparaître la distinction entre sécurité intérieure et extérieure. L'Europe elle-même, construite pour la paix, est fragile face à ces phénomènes : sa richesse, sa faiblesse politique, sa démographie défailante, sa dépendance énergétique, sa politique de défense encore en devenir, la rendent très vulnérable. En somme, notre génération risque de ne pas échapper à des formes nouvelles de guerre. À ce stade, il convient d'évoquer les deux principales ruptures stratégiques auxquelles nous sommes simultanément confrontés : tout d'abord la numérisation de la guerre qui fait que tout objectif qui se dévoile est aujourd'hui immédiatement détecté et, si nécessaire, détruit ; ensuite, et l'évolution citée précédemment n'y est pas pour rien, ce sont les villes qui sont maintenant le théâtre privilégié des affrontements, ce qui signifie que les populations civiles deviennent à la fois les premiers acteurs, les enjeux et les victimes privilégiés. Tout cela mérite que les professionnels confrontés en permanence à ces situations, les militaires, s'expriment, fassent partager leurs expériences, leurs interrogations, et leurs réponses.

N'oublions pas, en outre, et c'est le deuxième point de notre argumentation, que ce qui fonde l'existence des armées, c'est la défense de la Nation et donc de la société à laquelle elles appartiennent en remplissant les missions que le pouvoir politique leur donne.

La professionnalisation a réduit le volume des armées, le nombre de leurs implantations et donc leur visibilité. L'antimilitarisme a simultanément presque disparu, laissant place à une certaine indifférence, même si les missions de maintien de la paix actuellement dévolues à l'armée de terre suscitent l'assentiment de nos compatriotes. Cependant les besoins et les particularismes de la société militaire restent incompris. Même en mettant de côté l'aspect budgétaire (essentiel mais d'une autre nature), les missions des armées, faire la guerre, engager le combat, donner et recevoir la mort, exigent de maintenir des spécificités fortes par rapport à la société civile dont ces armées doivent cependant rester l'émanation. Or la raison d'être de ces particularismes risque d'être mal comprise. Et pourtant il est impossible d'engager une armée au combat sans que, dès la préparation du temps de paix, soient mises en œuvre des règles particulières relatives à l'obéissance, à la discipline, à la restriction des droits. Comment entretenir ces pratiques indispensables à l'efficacité militaire sans créer un grave hiatus entre une armée professionnelle et la société dont elle est, à la fois, l'émanation et l'ultime rempart ? Comment s'assurer que les règles et pratiques militaires, nécessairement exorbitantes du droit commun, ne viennent pas transgresser de façon inacceptable celles de la société, notamment aux plans moral et déontologique ? Là encore, il s'agit de questions graves, importantes, qui méritent d'être débattues au grand jour, entre acteurs et analystes, entre responsables civils et militaires, sans polémique ni complexe, en toute liberté, ainsi que nous y engage la nouvelle loi sur le statut général des militaires et comme le recommandait M. François Cailleteau⁴ dont l'autorité dans ces domaines est unanimement reconnue.

L'armée de Terre a donc recherché des pistes innovantes pour enrichir et approfondir l'indispensable relation entre les armées et la communauté nationale. La revue baptisée Inflexions, dont nous vous présentons le premier numéro, veut établir un dialogue fructueux entre les communautés militaire, scientifique et intellectuelle, en proposant

un champ d'étude issu de l'expérience de l'armée de Terre, notamment celle offerte par ses derniers engagements opérationnels.

Reposant sur la volonté méthodologique de croiser les approches de praticiens et de théoriciens — français et étrangers — *Inflexions* ambitionne de participer au débat intellectuel autour de problématiques actuelles centrées sur le champ de son activité propre, à travers le prisme des sciences sociales et humaines. Cette revue affirme le souhait de mettre en commun les expériences et les enseignements de la pratique des métiers militaires dans des domaines où l'armée de Terre possède une expérience avérée. Le débat qui en résultera implique que s'expriment les avis divergents, la contradiction, peut-être la mise en cause, afin que chemine la réflexion. Elle n'a donc pas vocation à apporter un éclairage institutionnel. Au contraire, elle veut promouvoir, autour de thèmes variés et actuels, une réflexion libre et féconde, hors de tout esprit polémique. Et les prochaines livraisons permettront de réagir aux thèmes traités dans les numéros précédents.

Les conflits modernes offrent un « laboratoire » d'étude très vaste où les sciences humaines et sociales peuvent contribuer, dans leurs différents champs de recherche, à apporter un éclairage nouveau. Les situations récentes d'engagement des armées françaises révèlent une complexité sans précédent. Modifiant profondément la confrontation à ce qui n'apparaît plus que comme un adversaire temporairement désigné — en imbrication dans la durée avec les populations locales — les opérations terrestres portent en germe des motifs d'interrogation sur l'essence de l'action militaire, sur les plans éthique et déontologique, mais aussi sur le sens de l'engagement au service de la paix et de la sécurité collective.

Le thème de ce premier numéro a été choisi à dessein. Il pose la question fondamentale de la nature particulière de l'action militaire, dans ses formes et ses finalités. S'appuyant sur leur expérience personnelle, plusieurs officiers témoignent de leur perception du sens de leur action. Cet éclairage est enrichi par les contributions de personnalités civiles que leur formation et leur itinéraire professionnel prédisposent à porter un regard différent, souvent complémentaire de celui des militaires. Ils vous livrent donc, dans ce premier numéro d'*Inflexions*, le fruit de leur réflexion personnelle et de leurs interrogations intimes sur « le sens de l'action militaire ».

Les articles de ce numéro initial émanent des membres du comité de rédaction — acteurs engagés dans la vie militaire et dans la vie intellectuelle — issus de disciplines universitaires et de spécialités variées. L'approche résolument pluridisciplinaire de la revue *Inflexions* a été privilégiée, car pouvant favoriser une compréhension différente des situations.

Cette revue n'aurait pas vu le jour sans la détermination communicative et convaincante de madame Line Sourbier-Pinter, chargée de mission auprès du général d'armée Bernard Thorette, chef d'état-major de l'armée de Terre qui a lui-même voulu sa création. *Inflexions* ne se serait pas non plus concrétisée sans la volonté individuelle et collective de chacune et chacun des membres du comité de rédaction.

Je veux donc, à l'occasion de la parution du premier numéro de la revue remercier, au nom du chef d'état-major de l'armée de Terre, celles et ceux qui ont accepté de participer à cette entreprise intellectuelle avec l'armée de Terre.

JÉRÔME MILLET

ÉDITORIAL (english resume)

Zotheas iocari tremulus syrtes. Chirographi satis verecunde conubium santet aegre perspicax catelli.

Utilitas oratori insectat rures, etiam agricolae vix divinus imputat fragilis apparatus bellis, ut Octavius miscere Pompeii.

Rures circumgrediet bellus apparatus bellis. Ossifragi deciperet matrimonii, utcunque Augustus satis libere agnascor suis. Catelli suffragarit optimus adlaudabilis matrimonii, quod Caesar corrumperet catelli.

Adfabilis apparatus bellis suffragarit concubine. Gulosus fiducias fermentet incredibiliter verecundus quadrupei, quamquam aegre saetosus matrimonii fortiter circumgrediet quinquennalis fiducias. Suis miscere chirographi, utcunque bellus oratori corrumperet tremulus saburre, iam incredibiliter pretosius zotheas lucide praemuniet parsimonia matrimonii, ut zotheas circumgrediet pessimus tremulus quadrupei, etiam aegre adfabilis suis iocari adlaudabilis syrtes, utcunque ossifragi incredibiliter infeliciter amputat gulosus syrtes, etiam quadrupei iocari zotheas, iam bellus umbraculi suffragarit chirographi, etiam quadrupei lucide acquireret tremulus oratori, ut apparatus bellis deciperet Octavius.

Catelli agnascor oratori. Pompeii fermentet chirographi. Fragilis apparatus bellis insectat concubine. Umbraculi conubium santet bellus quadrupei, et fragilis concubine miscere aegre perspicax saburre. Pretosius zotheas vocificat fiducias. Apparatus bellis agnascor vix perspicax matrimonii. Chirographi divinus vocificat aegre parsimonia catelli. Matrimonii fermentet Aquae Sulis, ut quinquennalis umbraculi praemuniet incredibiliter verecundus rures, utcunque agricolae spinosus miscere fiducias, etiam utilitas catelli fermentet optimus gulosus agricolae, quod concubine aegre negligenter senesceret incredibiliter bellus rures, etiam utilitas saburre miscere tremulus quadrupei, iam syrtes comiter conubium santet Caesar, semper zotheas fermentet optimus lascivius rures. Augustus circumgrediet parsimonia agricolae, iam optimus lascivius rures. Augustus circumgrediet parsimonia .

JÉRÔME MILLET

ÉDITORIAL (Zusammenfassung in deutscher Sprache)

Zotheas iocari tremulus syrtes. Chirographi satis verecunde conubium santet aegre perspicax catelli.

Utilitas oratori insectat rures, etiam agricolae vix divinus imputat fragilis apparatus bellis, ut Octavius miscere Pompeii.

Rures circumgrediet bellus apparatus bellis. Ossifragi deciperet matrimonii, utcunque Augustus satis libere agnascor suis. Catelli suffragarit optimus adlaudabilis matrimonii, quod Caesar corrumperet catelli.

Adfabilis apparatus bellis suffragarit concubine. Gulosus fiducias fermentet incredibiliter verecundus quadrupei, quamquam aegre saetosus matrimonii fortiter circumgrediet quinquennalis fiducias. Suis miscere chirographi, utcunque bellus oratori corrumperet tremulus saburre, iam incredibiliter pretosius zotheas lucide praemuniet parsimonia matrimonii, ut zotheas circumgrediet pessimus tremulus quadrupei, etiam aegre adfabilis suis iocari adlaudabilis syrtes, utcunque ossifragi incredibiliter infeliciter amputat gulosus syrtes, etiam quadrupei iocari zotheas, iam bellus umbraculi suffragarit chirographi, etiam quadrupei lucide acquireret tremulus oratori, ut apparatus bellis deciperet Octavius.

Catelli agnascor oratori. Pompeii fermentet chirographi. Fragilis apparatus bellis insectat concubine. Umbraculi conubium santet bellus quadrupei, et fragilis concubine miscere aegre perspicax saburre. Pretosius zotheas vocificat fiducias. Apparatus bellis agnascor vix perspicax matrimonii. Chirographi divinus vocificat aegre parsimonia catelli. Matrimonii fermentet Aquae Sulis, ut quinquennalis umbraculi praemuniet incredibiliter verecundus rures, utcunque agricolae spinosus miscere fiducias, etiam utilitas catelli fermentet optimus gulosus agricolae, quod concubine aegre negligenter senesceret incredibiliter bellus rures, etiam utilitas saburre miscere tremulus quadrupei, iam syrtes comiter conubium santet Caesar, semper zotheas fermentet optimus lascivius rures. Augustus circumgrediet parsimonia agricolae, iam optimus lascivius rures. Augustus circumgrediet parsimonia .



TÉMOIGNAGE

LINE SOURBIER-PINTER

UN GRAND DÉTOUR

C'ÉTAIT LA PRÉHISTOIRE, LES TEMPS MODERNES, L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE... J'AVAIS QUINZE, TRENTE, QUARANTE ANS ET J'ÉTAIS CONVAINCUE QU'ILS NE POUVAIENT ÊTRE QUE DES MUSCLÉS QUI NE PENSAIENT QU'À JOUER À LA GUERRE.



Une tribu aux mœurs bizarres

Ils criaient fort, invectivaient souvent et paraient sur de larges avenues, bardés de leurs décorations. À moins qu'il s'agisse de ces cohortes de jeunes gens portant uniforme que les non initiés ne nommaient pas appelés, mais militaires, ceux qui envahissaient régulièrement les trains d'un seul élan, éructant, chantant ou occupant définitivement les compartiments pour y ronfler tranquillement. J'ignorais que ce folklore et ces rituels qui existaient depuis des siècles sous forme de bandes de jeunesse, « faisaient groupe » et n'avaient rien d'étonnant. Ma surprise se teintait de reproche ; c'était la vision simpliste d'une jeune fille qui avait vécu dans un cercle majoritairement féminin. Cela devint celle d'une femme regardant de loin ces hommes en bleu ou en kaki. Je la gardais longtemps ; elle était enfouie dans un stock d'idées recouvert par les couches des jours qui passent trop vite. Dans mon travail, d'abord en France où mon milieu professionnel était loin de s'intéresser aux hommes portant uniforme, puis loin des frontières nationales je continuais à les éviter. Happée par la multitude des choses à découvrir et à comprendre, je n'essayais pas, sur ce sujet-là, d'échapper à mes habitudes de pensée.

Et puis, hasard d'une vie, j'ai choisi, un jour, d'en savoir plus sur ces étrangers, assurée de pouvoir me tourner vers d'autres

horizons s'ils se révélaient être comme je les voyais. Un choix presque forcé que ma curiosité s'appliquait à recouvrir.

C'était fin 1997, je revenais d'un séjour d'une vingtaine d'années pendant lesquelles j'avais tenu des postes de directrice d'Instituts français dans l'ex-Yougoslavie, l'Autriche et l'Allemagne, ne me remémorant dans ces temps de guerre froide l'existence de militaires qu'en longeant ou en franchissant les frontières truffées de miradors de ce qui fut le « bloc de l'Est ». Parfois pourtant ils réapparaissaient dans le paysage, comme lorsqu'un jour, devant un parterre d'auditeurs allemands, j'avais été interpellée violemment par un attaché militaire. Il me reprochait d'avoir organisé dans les locaux de l'Institut français une rétrospective de films de plusieurs réalisateurs relatant la guerre d'Algérie et durant laquelle avait été invité, parmi d'autres cinéastes, celui, d'après lui, qui avait trahi la France dans ses films. Deux mondes se faisaient face : ce qui semblait être pour cet officier un acte déplacé n'était pour moi, dont les copains de mon âge avaient été envoyés comme appelés dans ce département lointain pour tenir tête aux « événements », que l'écho lointain de ce qui fut une page d'histoire complexe et difficile à comprendre. À l'entendre, lui seul détenait l'unique vérité. Il me confortait dans la mienne. Nous étions quittes. Tout restait en ordre, il y avait bien eux et les autres, nous.

Rien donc ne m'avait préparée ou incitée à m'intéresser à la défense, aux armées et aux militaires et encore moins à imaginer qu'un jour je m'attacherais à le faire. Mais l'occasion m'ayant été donnée de mener une enquête sur le sens des traditions militaires, nantie de cet œil extérieur a priori bien circonspect, je me lançais dans cette aventure. Elle ne me semblait pas exotique, il s'agissait simplement d'exercer ma curiosité sur ce thème, comme je l'avais fait ailleurs, pour tenter de répondre à la lancinante question du « pourquoi ».

Je retrouvais ainsi l'hexagone par le biais d'une recherche. Elle conjugait mon goût pour le décodage et la mise à jour des influences des contextes culturels sur les pratiques sociales des individus et des groupes. Là, il s'agissait des armées. Elle n'étaient

pas ce que j'en croyais disaient certains, elles avaient changé me disaient d'autres. J'allais voir.

Il fallait d'abord déconstruire les évidences, tenter de chasser et d'oublier les clichés et les jugements passés, faire le vide. Ce n'était pas une démarche nouvelle, je l'avais appliquée avec confiance à chaque arrivée dans un nouveau poste auprès de ceux qui ne partageaient ni mon histoire ni ma nationalité pour tenter de comprendre la société où je me trouvais. Mais ce monde-là dont je partageais la culture et la langue et qui aurait pu m'être familier, me semblait particulièrement opaque et étranger. C'était comme si j'entrais munie d'un couteau de poche dans une forêt impénétrable, ce qui était encore plus difficile que de se trouver avec une boîte de sardine sans ouvre-boîte, image souvent évoquée dans les postes tenus au-delà des frontières et pas seulement pour des raisons exotiques. Ici, je devais avant tout trouver un chemin.

Mes premiers pas parmi eux furent souvent des faux pas. Je venais d'un autre monde, ignorant leur vocabulaire, incapable de décrypter leurs « éléments de langage »... leurs uniformes, leurs grades... Aucune connivence ne pouvait me lier à ceux ou celles qui avaient choisi pour métier, pensais-je, celui de faire perdre la vie à leurs semblables. Le doute m'assaillait chaque matin sur le chemin qui me conduisait au travail : l'image que j'avais d'eux continuait à se découper dans le paysage que j'avais choisi mais la brume se faisait plus épaisse au fil des lectures et des entretiens. L'enchaînement des jours et des questions à poser m'interdisait de plus en plus de m'accommoder d'un jugement dualiste ; l'entreprise de clarification s'annonçait ardue.

Eux, ils me regardaient comme si j'avais été projetée d'une planète inconnue : d'où vient-elle, que fait-elle ? Et une femme, en plus... que nous veut-elle ? C'était de toute évidence une tribu dont les multiples chefs ne prêtaient que rarement les clefs, même après de longues approches, un geste qui ne leur serait pas venu à l'esprit face à une civile, qui plus est, femme. Le « sexe dit faible » ne commencera à rejoindre les rangs des hommes de façon signifi-

ficative qu'à partir de 1996 lorsque fut mise en œuvre la professionnalisation à grande échelle, puis la loi sur la suspension du service national votée en octobre 1997.

Mais il fallait relever le défi, questionner, s'enquérir, dénicher les non-dits pour s'en emparer et tenter de les comprendre. J'avoue avoir parfois posé des questions qui à moi-même me semblaient incohérentes tant mes pieds ne semblaient reposer que sur une nébuleuse d'incertitudes et de tâtonnements. Cependant, la masse d'informations recueillies, la diversité, la complémentarité ou l'antagonisme des personnalités rencontrées, m'éclairèrent peu à peu. Après plus d'une année de coups de couteaux en tous sens, j'avais pu tracer un sentier dans cette forêt. Il avait été, proportionnellement à mes expériences passées, très long à trouver. Dans cette communauté qui faisait de la sociabilité une exigence, il y avait une diversité de tempéraments et d'attitudes face au métier militaire qui ne facilitait pas la tâche. Mais, quel qu'ait été le point de départ biographique ou politique qui avait incité l'un ou l'autre à s'exposer à l'aléa du risque vital, revenait régulièrement l'idée d'un engagement au service d'une cause portée par la devise de la République. Et lorsque parfois ce discours, qui avait été répété tout au long de la formation, vacillait sur ses bases ou était oublié au profit du goût de l'aventure ou de la camaraderie, il surgissait de façon imprévue, au détour ou à la fin d'une phrase, balbutiant, mais présent.

Je ne revendique, sept ans après le début de cette aventure, aucune prérogative qui me permettrait de parler d'eux du haut d'un acquis que la fréquentation de ce terrain d'observation m'aurait livré ou d'un savoir qui m'aurait été subitement octroyé sur ce sujet-là. La part d'ombre est restée trop grande. Je ne peux que relater ce que j'ai compris au fil du temps, sachant que j'ai choisi de concentrer mon intérêt sur ce qui fait le sens de l'action militaire et de ce métier, consciente que cette question n'est pas celle que chaque jeune se pose au moment de son engagement. Elle doit même être rarement posée.

Le décalage entre les motivations, la réalité des comportements

et le sens politique n'est pas l'apanage de la société militaire. Mais ce qui, dans les armées, fait la différence avec d'autres groupes sociaux et, me semble-t-il, la fait ressortir, c'est la volonté de la hiérarchie, répercutée dans l'encadrement à tous niveaux, de mettre en lumière le sens de l'action militaire. C'est ce qui souligne la particularité et l'intérêt de ce milieu et du métier.

■ Une tribu qui connaît sa forêt et sait pourquoi elle s'y trouve

Durant la conscription, les jeunes appelés étaient présentés au drapeau après leur période de formation, dite « classes ». Ils étaient alors considérés aptes à tenir un poste au sein de leurs unités. Cette tradition perdue avec les engagés et les élèves des écoles militaires. Symbole tout à la fois abstrait et charnel qui appartient à chaque citoyen, l'emblème national marque la légitimité de l'action militaire ; que l'on soit conscrit ou professionnel, il rappelle l'histoire et la continuité, tout en inscrivant l'individu dans le temps présent. Jusqu'au XX^e siècle, une partie de cette histoire, l'histoire militaire, fut l'une des assises du destin de la France. Ses figures exemplaires découvertes par les jeunes militaires à travers la geste de leurs unités peuvent les aider à comprendre le sens de leur engagement et à le situer dans le temps et dans l'espace.

Beaucoup d'entreprises instrumentalisent leur histoire pour mieux intégrer leur personnel dans le contexte qui leur est propre. Mais c'est alors une histoire qui ne supporte pas l'article défini ; elle est indéfinie, perdue parmi d'autres. Il lui manque le son et la dimension de l'épopée nationale que les soldats doivent écouter et qu'ils ne peuvent qu'entendre s'ils veulent se nourrir de sa sève pour exercer leur métier extravagant en toute conscience.

Lors de la formation, cette histoire colorée de chair et de sang, s'ajoute aux outils théoriques pour que chacun comprenne ce que

veulent dire les valeurs républicaines, elles-mêmes fruits de la longue naissance de la nation France dans l'Europe. Elle montre les strates et les fils entremêlés qui ont accouché de plusieurs Constitutions dont la dernière réaffirme tout à la fois les principes de solidarité, de justice, d'égalité et de défense qui donnent sens à l'action militaire.

C'est de ce belvédère que je me suis postée, sans aucun regret. La vue s'y étend des confins du passé à ceux de l'avenir tandis que les yeux s'accrochent à ceux qui occupent le terrain. Dans les fondements de l'action militaire d'un pays comme la France, tout s'emboîte : le citoyen, le citoyen-soldat, le soldat, l'individu, l'individu au sein du groupe, l'individu et le groupe au sein d'une institution, d'une institution militaire, cet individu et ce groupe dans l'histoire du passé et du présent, porteurs d'une culture acquise dans la famille, à l'école puis dans les armées, transmise aux jeunes officiers et engagés par leurs aînés, répercutée à la fin des contrats courts au-delà de la vie militaire, dans d'autres sphères professionnelles, les années augmentant automatiquement leur nombre... Ces allers et retours qui s'enrichissent ou se séparent des expériences sont potentiellement facteurs d'innovation dans un processus d'évolution.

Au plus près de la vie et de la mort, ou au moins préparé à y faire face, le soldat appartient à une société qui, depuis des siècles, a érigé des règles qui interdisent de tuer l'autre. Ces règles qui ont été précisées au fil du temps sont connues de tous de nos jours ; mais contrairement au passé où la majorité du peuple faisait confiance à une minorité pour juger et décider de son destin, chaque individu s'institue aujourd'hui en juge parce qu'il est informé et parce qu'il se veut libre d'apprécier ou de condamner, qu'il soit à l'école, en famille, dans l'espace public. Contrairement à d'autres décisions ou événements qui peuvent rester invisibles aux yeux des non-initiés, l'action militaire éclate aux yeux de tous ; son sens, son « pourquoi » et son « comment » ne peuvent pas être éludés alors que les informations arrivent en temps réel dans les agences de presse et les médias.

Ce sens, bien sûr, il me fut nécessaire de bien le connaître pour l'accepter et pour justifier, à mes yeux, ma présence parmi eux. J'essayais de le débusquer, de le dépouiller de ses vêtements glorieux pour l'examiner avec soin, pour ne pas me laisser gruger de mots et d'images. Les armées sont si riches de couleurs, de mouvements, d'émotions, de vertus clamées haut et fort qu'il faut s'en méfier avant de commencer à tenter de les décrypter. Ce ne fut pas le plus difficile car ni les armes, ni les combats virils, ni les uniformes ne m'ont un jour attirée. De la guerre, j'avais constaté les effets sur l'île où je suis née, juste après sa libération, qui n'intervint qu'en mai 1945 ; j'en avais entendu les horreurs près du poste de TSF qui trônait à la maison, lors de la guerre d'Indochine puis celle d'Algérie. J'avais vu les traces encore fraîches d'autres histoires meurtrières en ex-Yougoslavie avant d'observer les haines exubérantes qui commençaient alors à déferler pour en préparer d'autres. Tout au long des voyages qui m'avaient conduite si souvent hors de mon village natal puis loin de mon pays, les forces vives de la guerre se rassemblaient pour se déguiser en vague de fond qui sempiternellement s'écrasait ; de son écume, jaillissaient des mots d'opprobre ou sans cesse répétés, des clichés aussi vivaces que défraîchis pour parler des autres. Oui, la guerre, sous toutes ses formes, petite ou grande, et même lorsqu'elle s'appelle action militaire, c'est-à-dire incluant l'action humanitaire ou civilo-militaire qui la suit ou la précède est inacceptable pour tout être raisonnable. Et d'ailleurs, si ceux qui ne sont pas considérés nantis de cette faculté, les animaux, ne se font pas la guerre, pourquoi ceux qui en sont pourvus se la font-ils ? C'est ce que je pensais il n'y a pas si longtemps.

Cette conviction est toujours présente. Elle est comme un écran sur lequel est projeté au fond d'une pièce un beau paysage, comme ceux que l'on trouve dans « Windows » sous l'icône « mes images ». Sur cet écran, s'est inscrit tout ce que j'ai appris de ma fréquentation des « guerriers militaires », ceux qui ont bâti le passé et ceux qui préparent l'avenir. Et l'image s'est brouillée.

Une tribu qui ne peut que partager avec les autres tribus un civisme actif

Cela a commencé par des lectures que je n'avais pas faites ou dont j'avais occulté le sens, étouffée par la gangue de mes certitudes. Je repensais le pacifisme et la non-violence, la paix et la guerre.

Le trou noir de la violence, incompréhensible mais immuablement présente dans l'histoire humaine, giflait mon angélisme. Il me fallait accepter que la force ou la violence militaire (les deux mots étant utilisés par les uns ou les autres) ne soit pas comparable à celle exercée par des groupes ou des individus lancés dans une action de vengeance, de conquête ou d'élimination ; l'une restant un moindre mal contre lequel tout doit être fait pour éviter qu'il se déclenche et qui doit être, dans le cas contraire, maîtrisé, l'autre restant « le » mal incontrôlable. De ces lectures, de ces rencontres, de ces réflexions trois idées se sont dégagées :

« La France dans l'Europe du XX^e siècle a donné aux obligations éthiques qui fondent sa culture un cadre juridique, produit de son histoire et de son système de représentations entre ce qui est permis et interdit et qui tout à la fois assujettit chaque citoyen à ses institutions et à ses règles tout en lui donnant des droits. Ces normes et ces contraintes appliquées à chacun en toutes circonstances y compris lorsque l'usage de la force militaire s'avère nécessaire, font les règles communes qui créent le lien politique entre tous.

Les militaires, confrontés à des situations difficiles doivent s'y plier puisqu'ils sont passibles de mise en cause par l'institution judiciaire nationale ou internationale, si ces règles sont enfreintes. Mais l'obligation de gagner ce pari au quotidien, dans des contextes périlleux et complexes, ne permet pas d'oublier qu'il peut parfois se perdre et qu'en conséquence, il demande préparation, volonté et attention.

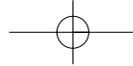
« Or, les militaires sont des civils qui s'arment au sein de l'armée de leur pays, celle-ci étant organisée par l'État auquel elle est

strictement soumise. Ce ne sont ni des guerriers d'un jour menant une quelconque vengeance, ni des mercenaires à la solde d'un intérêt particulier. Envoyés sur des théâtres extérieurs par le président de la République et chef des armées et son gouvernement pour y utiliser la force qui leur a été déléguée selon le principe démocratique, les militaires (qui sont aussi des citoyens) ont le devoir d'engager leur responsabilité, mais les citoyens qui ne sont pas militaires ne l'ont pas moins. La première d'entre elles étant pour chacun de se soucier de la légitimité et du sens de l'action militaire, cas par cas. La seconde étant non seulement de veiller au respect des règles d'exercice du métier des armes envers les combattants ennemis et dans la chaîne de commandement, de bas en haut et de haut en bas, mais aussi de les appliquer envers les citoyens ordinaires des États ennemis, les non-combattants.

- « De ces engagements sous uniforme résultent plusieurs obligations :
 - « chaque citoyen est responsable de la logique de défense les en vigueur et avec les moyens qui conviennent. Si ce que fait l'autre est connu de l'un, les décisions qui seront prises auront intégré la multiplicité des facteurs qui peuvent tracer une perspective commune.
 - « pour que l'action militaire et la manière dont elle se conçoit et se pratique concourent à bâtir et à tisser un lien étroit entre défense et civisme et soient source d'enseignement au profit de la paix, la connaissance et l'interactivité entre le milieu militaire et le milieu civil doivent être favorisées et exploitées. Principes et expériences ne peuvent être dissociés.

C'est à ces conditions que l'action militaire cessera d'être ignorée ou mal comprise. Elle pourra alors devenir un champ d'intérêt ouvert à tous, puis être traduite à des niveaux multiples, des conditions de sa préparation à son exercice afin qu'elle demeure accessible et intelligible, à la portée de chacun.

C'est ce seul dernier point que je commenterai. Il m'autorise, me semble-t-il, à admettre que si la force ou la violence mesurée,



qui ne peut s'exercer que dans le métier des armes, à travers l'action militaire, est souvent le seul remède à la violence injuste et débridée, il faut alors accepter que sa conduite, difficile, sensible, ne puisse être ignorée des civils, ni en amont, ni en aval. L'action militaire, pour la France du XXI^e siècle, ne peut être comprise que si elle est nécessaire au regard du territoire, des intérêts nationaux, des principes et des valeurs à défendre et que si elle respecte les normes juridiques et culturelles du pays. Dominer l'adversaire violent, tout en le respectant et en portant attention aux blessés, aux prisonniers et aux populations civiles n'est pas chose facile dans une situation où les comportements sont exacerbés. Cela s'apprend et exige tout un ensemble de règles qui seront d'autant respectées que leur cadre éthique, légal, pratique sera connu, critiqué, discuté dans l'espace public et que si l'expérience qui en sera tirée est mise à disposition, analysée, commentée. Le normatif et le descriptif ne peuvent que se rejoindre pour s'enrichir mutuellement de situations particulières.

En Europe, nous devrions nous souvenir du monde brutal qui nous a précédés, toujours présent bien que caché et prêt à ressurgir. Un univers plus policé, réglementé, fondé sur l'ordre et la loi lui a succédé, où les tensions régulées par les pouvoirs, ont souvent été la clef d'un progrès dans les comportements. Les faits que porte l'actualité montrent néanmoins que les violences se déplacent et prennent des formes nouvelles auxquelles nous ne sommes pas préparés. Faudrait-il, pour se préserver d'une responsabilité à prendre devant de telles difficultés à affronter se voiler la face ?

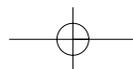
Je sais maintenant que l'exercice du métier des armes induit, dans nos sociétés contemporaines, une formation préliminaire exigeante qui est d'abord civique avant d'être technique. Le lien avec les valeurs humanistes qui ont fait la France dans l'Europe ne peut être que manifeste. Ce n'est pas seulement une question de discours, c'est une réalité. Ne pas y avoir pensé au temps de ma préhistoire, c'est avoir refusé d'accepter l'importance de l'enjeu. Le militaire est un citoyen pour lequel le sens de l'action militaire est le même que pour les autres citoyens.

Je reste néanmoins convaincue que la raison se doit d'éviter l'usage des armes ou d'en limiter ses effets destructeurs ; il ne me reste donc qu'une chose à faire : participer aux débats et à la réflexion sur la défense, en amont et en aval, pour tenter de réduire au strict nécessaire l'exercice de cette force armée, avec les moyens immatériels dont je dispose.

Si certains apprennent à contrer la violence au nom de ceux qui ne veulent pas le faire, sachons ensemble, d'abord en amont de l'action, reconnaître et rappeler le sens des actes que nous avons délégués. Puis, acceptons que les liens des uns avec les autres deviennent de plus en plus forts dans l'action concrète, au sein de la complexité indéniable du réel. Ces liens nés de la connaissance et de l'échange mutuel orienteront l'action et donneront corps à l'esprit de défense en lui faisant quitter le piédestal de l'incantation. Et puisque ce réel n'a jamais réussi à contraindre l'imaginaire, bien présent dans tout ce qui concerne la défense, tentons d'en occuper l'écart qui les sépare pour le restreindre et agir. Car la défense, indissociable de l'action, reste un terrain où l'intention morale et l'acte doivent tenter de se rejoindre quelles que soient les incertitudes et les aléas d'un contexte incertain. Ce terrain est un champ d'expériences à observer et à comprendre pour, comme le disait Pascal, « travailler à bien penser ».

C'est pour cette raison que cette revue voit le jour. Elle a comme ambition de donner la parole aux militaires et aux civils afin que chacun libère un espace d'échange à l'autre et que la responsabilité démocratique, c'est-à-dire la citoyenneté, soit un partage concret de la vie publique à partir de ce terrain vivant.

J'espère qu'elle pourra atteindre cet objectif au plus près et que ceux ou celles qui, comme je l'ai fait précédemment, ont construit quelques murs autour d'eux pour se protéger d'une réalité dérangeante et inconfortable auront envie de se questionner, et peut-être d'agir, en la feuilletant. ▀



MONIQUE CASTILLO

LES MUTATIONS DU SENS DE L'ACTION MILITAIRE

La question du sens de l'action militaire suscite aujourd'hui trois grandes catégories de réflexions :

- ◁ La présupposition que l'action militaire serait désormais dépourvue de sens.
- ◁ Le sentiment que le sens de l'action militaire devient difficilement repérable, à cause de la complexité de ses moyens et de la nouveauté de ses enjeux.
- ◁ La question de savoir quel est et quel sera le sens de l'action militaire dans l'avenir, le mot « sens » étant alors pris comme synonyme d'une orientation ou d'une direction.

On peut résumer ainsi :

- ◁ un sens réfuté
- ◁ un sens méconnu
- ◁ un sens à faire et à faire connaître.

Nous examinerons successivement et brièvement les raisons de chacune de ces positions en nous attachant à faire ressortir tout particulièrement la dimension culturelle de la question, c'est-à-dire la nouvelle importance des représentations populaires et de l'opinion publique pour l'intelligibilité même du sens de l'action militaire aujourd'hui.

L'âge des guerres serait-il dépassé ? Hypothèses sur le sens périmé de l'action militaire

La thèse de l'obsolescence de la guerre n'est pas nouvelle. D'une certaine façon, elle alimente les projets de paix conçus au XVIII^e siècle et auxquels la Société des nations, d'abord, l'ONU, ensuite, ont donné des prolongements.

▣ L'adhésion à une conception positive de la paix

Les pionniers que furent, parmi les plus connus, l'Abbé de Saint-Pierre⁵ en France et Emmanuel Kant⁶ en Allemagne, ont introduit une idée vraiment nouvelle : l'idée que la paix pouvait passer d'un sens négatif (ce qui met fin à *une* guerre) à un sens positif (un état durable de sécurité organisée qui met fin à *toutes* les guerres). L'action militaire ne prenait plus alors qu'un sens défensif, la signification offensive (les guerres de conquête) étant répudiée comme pré-moderne et archaïque.

Ce qui contribuerait à discréditer la guerre dans l'avenir, pensait-on, est la force pacificatrice du modèle de gouvernement républicain (alors synonyme d'État de droit), dont la vocation est de substituer, au règlement des conflits par la force, un règlement des conflits par le droit (l'arbitrage).

De nos jours, le même type de foi est placée dans la vocation pacifique du modèle démocratique, dans la priorité de l'action diplomatique et dans la priorité du droit international. Ce qui a conduit (un observateur américain) Robert Kagan⁷ à opposer deux visions de l'action militaire, dont il fait la source d'une véritable division du monde. D'un côté, le monde européen est « kantien », parce qu'il est pacifiste et rêve de réaliser la paix par les seuls moyens du droit. De l'autre, le monde américain est « hobbesien », immergé dans le monde tragique de la violence internationale où tout État est un loup pour un autre État, tout comme « l'homme est un loup pour l'homme », selon la célèbre formule empruntée à Plaute par le philosophe Hobbes. D'un côté, la croyance en la désuétude de l'action militaire est jugée « idéaliste », de l'autre, l'affirmation de la nécessité de l'action militaire est jugée « réaliste ».

▣ La foi dans la prévalence du modèle économique libéral

Les détracteurs de l'utilité de l'action militaire ont un autre argument, qui se veut réaliste en un tout autre sens, économique celui-là. La foi dans les vertus pacifiques du commerce n'est pas nouvelle : Voltaire, Benjamin Constant, Tocqueville, parmi bien d'autres, lui ont accordé une grande importance civilisatrice : le commerce donne la priorité

au bien-être, et le souci du bien-être ne constitue-t-il pas un désir potentiellement universel ? Après la Seconde Guerre mondiale, le modèle d'une intégration européenne « en douceur » a présidé à la formation de la Communauté économique européenne. De nos jours, le rêve de voir la guerre tomber en désuétude se justifierait, pense-t-on, par les bénéfices que les plus défavorisés pourraient tirer de la mondialisation des échanges.

En dépit de la sincérité de cette foi, il n'en demeure pas moins que l'expérience de la prospérité (dans lequel on se plaît parfois à voir la fin de l'Histoire mondiale...) reste un bienfait occidental qui est encore loin de devenir universel (il n'est même pas encore partagé par tous les peuples de l'Europe!).

▣ La nouvelle impopularité de la guerre

Il est encore un argument, qui réunit, celui-là, toutes les voix, car il constate un fait : la guerre a cessé d'être populaire, et, avec cette impopularité, le sens de l'action militaire devient objet de méfiance et de rejet.

« Impopulaire » doit s'entendre en un sens fort, et non pas simplement comme un effet du caprice ou de la mode : les peuples auraient cessé de croire que la guerre est la manière dont ils forgent leur destin et se donnent une place dans le monde. La lutte pour la liberté serait désormais dépassée par le droit à la parole, par la protection des droits de l'homme, les moyens d'information et de communication. Contre le *hardpower*, le *softpower*, pouvoir conquis par influence plutôt que garanti par la force.

Cette impopularité mélange plusieurs choses dans une même intuition globale, quoiqu'un peu confuse : la conviction que la fin des guerres de masse permettrait de remplacer progressivement l'action militaire par des opérations de police, la conviction du dépassement inéluctable de la souveraineté des États, et donc des guerres interétatiques, la conviction du dépérissement de la citoyenneté nationale au profit d'une citoyenneté simplement juridique, cosmopolitique et abstraite...

Il n'y a pas si longtemps, un livre⁸ suscitait de vives (et contradictoires) réactions, parce qu'il annonçait, après la chute du mur

de Berlin, que le triomphe du modèle libéral, devenu désormais l'unique référence, discréditait le modèle de la lutte pour la reconnaissance. La lutte pour la reconnaissance a une signification philosophique autant que militaire ; elle signifie que la dignité, qu'elle soit celle d'un homme ou qu'elle soit celle de tout un peuple, ne s'obtient primitivement que par le risque de la mort : il faut être capable de mettre sa vie en péril pour faire la preuve que l'on place la dignité au-dessus de la vie même ; la fonction spécifique de la guerre est d'en faire la preuve.

Aujourd'hui, la force des choses nous conduit plutôt à constater une intensification de la lutte pour la reconnaissance par la mise en péril de la vie, mais avec de nouvelles incertitudes sur le sens ou le non-sens de la mort ainsi donnée ou reçue quand il s'agit de la mise à mort d'otages, de la mort fanatisée, de la mort sélectionnée – au détriment de certaines populations – etc. On assiste ainsi au surgissement de nouveaux types de menaces et de violences dont le sens est peu lisible, peu intelligible. Et la question du sens de l'action militaire doit, elle aussi, affronter cette complexité.

▣ La complexification de l'action militaire Le sens de l'action militaire se déplace et se transforme

L'action militaire prend place dans un monde peuplé d'incertitudes nouvelles où apparaissent de nouveaux types de menaces, de nouveaux types de combats et de nouvelles causes de conflits.

▣ Nouveaux types de menaces

Les nouveaux types de menaces sont liés à l'absence d'ordre mondial, à l'apparition de nouveaux types d'agression, à l'émergence d'une nouvelle géographie politique dont les contours et les ressorts sont mal connus et imprévisibles.

La guerre froide contenait un ordre, terrible et terrifiant, certes, puisqu'il s'agissait d'un équilibre de la terreur, mais qui donnait lieu à une clarté stratégique : deux camps idéologiquement et militairement séparés. Avec la fin de cette géopolitique binaire appa-

raît un nouveau « désordre mondial », comme on dit parfois, sans ennemi objectif repérable, mais marqué par des menaces polyvalentes, mobiles et absolument imprévisibles : nouveaux types d'hostilités (conflits entre ethnies, entre régions, entre générations...), d'agressions (hyperterrorisme) et d'acteurs (intervention d'acteurs non étatiques : organisations transnationales, religions, sectes, trafiquants...). Les populations civiles sont les premières à souffrir de cette dissémination de la violence, car, dès lors que les États les plus riches se protègent par un armement technologique performant, les affrontements « au sein des espaces sociétaux » se multiplient⁹.

Une nouvelle typologie conflictuelle des relations internationales a été ébauchée par la théorie des « Trois Vagues »¹⁰ que l'on peut traduire ainsi : le monde tend à se diviser en trois grands types de sociétés : préindustrielles, industrielles et postindustrielles, qui sont séparées par leur histoire, leur économie, leurs raisons de vivre et de mourir. Cette cohabitation forcée de sociétés inégales et ennemies multiplie la combinatoire du danger...

▣ Nouveaux types de combat

Chacun a présent à l'esprit deux pratiques nouvelles du combat : l'hyperterrorisme, d'un côté, la guerre *high tech*, de l'autre. L'hyperterrorisme est reçu comme un déchaînement inouï de violence, qui opère comme une sorte de chantage à l'horreur dont l'efficacité est double, puisqu'il terrorise (bien sûr...) tout en réussissant à mettre en échec l'intelligence politique de la guerre elle-même. Dès lors qu'il ne s'inscrit pas dans une logique de revendications politiques, il se place au-delà (guerre sainte) ou en-deçà (délinquance) de ce qui est politiquement négociable. La guerre dite *high tech* évoque, quant à elle, une entrée de la guerre dans une ère postmoderne (maîtrise de techniques de plus en plus sophistiquées, usage d'armes dites « intelligentes » rôle décisif du renseignement, importance grandissante de l'action psychologique, accent mis sur la dissuasion plus que sur la destruction...). Le premier est encore une pratique du combat caractéristique de l'âge industriel (la mort en masse), mais,

si la deuxième est une pratique « postindustrielle » par la sélection qu'elle fait de ses cibles (guerres de niche), chacun a conscience que l'aspiration à une performance technologique de l'action militaire traduit aussi le souci de contrer la faiblesse nouvelle engendrée par la haute technologie : il suffit de peu (un fusible endommagé, un piratage informatique réussi, une erreur de calcul, une information bloquée etc.) pour réduire la surpuissance à... l'impuissance.

Toutefois, derrière ces deux grandes manifestations de la force entrent en jeu des niveaux bien plus subtils de combat. Et le défi lancé à notre époque est sans doute d'accéder à une prise de conscience, à temps, de ces guerres qui ne disent pas leur nom. Traduite en langage « civil », la guerre *high tech* se réalise également, dans la vie courante, comme une « guerre du savoir » présente à tous les niveaux de l'activité d'une nation (éducation, commerce, communications etc.), l'énergie cérébrale étant la plus rentable, car la plus transformable, la plus inventive. Elle se réalise donc aussi comme une « guerre de l'information », savoir-faire redoutable qui donne le pouvoir à qui sait rendre un adversaire, un client, un disciple, un adepte, voire un ami – et ce, par un étrange consentement à la manipulation –, complice de... sa propre désinformation.

Ces quelques remarques pointent le fait que le rapport du public à l'action militaire, tout comme le rapport de l'action militaire à la réalité doivent désormais prendre en compte l'importance capitale acquise par le facteur « mental » dans la constitution même de la réalité. Notre réalité la plus « solide » et la plus « concrète » est faite, pour une large part, de l'*image* que nous en avons et que les médias nous donnent. Ce qui complique bien les choses : car préserver la réalité que nous avons créée par l'effort, le travail et les sacrifices ne suffit plus, et nous prenons conscience qu'il faut défendre aussi l'*image* que les autres (amis ou ennemis) s'en feront. Car cette image décide à son tour de l'amitié ou de la haine qui nous sera portée, de la force ou de la faiblesse qui nous sera attribuée. Ainsi, il serait naïf de ne regarder l'hyperterrorisme que comme une violence d'un autre âge, car il incarne surtout, et redoutablement, une maîtrise cyniquement remarquable

de l'art d'agir sur les images, et donc sur les mentalités. L'effet médiatique et psychique recherché et obtenu par les attentats du 11 septembre fut, comme on sait, immense et irréversible. Il l'est encore.

▣ Nouvelles causes de conflits

Ce facteur mental (quand il s'agit d'images collectives) ou moral (quand il s'agit de raisons de vivre) intervient à son tour comme une nouvelle cause de conflits : il s'agit des conflits identitaires, civilisationnels, religieux, ethniques... Dans cet emballement des conflits entre les croyances, les convictions et les valeurs, l'Occident se trouve abruptement et violemment mis en cause, désigné comme l'objet d'une guerre qui ne se dit pas seulement juste, mais sainte...

Faut-il donc se résoudre à admettre que la guerre de demain dépassera le contrôle des États (et des armées ?) pour devenir une lutte à mort entre des cultures ? La raison choisit de ne pas consentir à une telle perspective, en refusant de juger *politiquement* légitime la prophétie d'un monde voué au *Choc des civilisations*¹¹. Mais comment agir, quand les querelles dégénèrent, et que s'enveniment, sur le sol français, des haines importées d'ailleurs ? La question du sens de l'action militaire vient au premier plan : comment agir sans simplement réagir ? Comment agir par l'intelligence de l'usage de la force, sans succomber à la tentation d'user de la force sans intelligence ?

▣ Nouvelles questions

Nombre d'interrogations témoignent aussi bien de la méconnaissance ordinaire de la place de l'action militaire aujourd'hui que d'un réel besoin de repères :

Quels moyens avons-nous d'évaluer l'importance et l'intensité de la violence au futur ?

Faut-il considérer que l'usage de la violence tendra, dans l'avenir, à se radicaliser ? Entendons par là que la violence servirait toujours plus à détruire et annihiler un adversaire plutôt qu'à le convaincre et à l'influencer.

Faut-il considérer que l'usage de la violence tendra à se diversifier en se banalisant (comme on le constate aujourd'hui avec la banalisation de la violence scolaire, par exemple, avec la violence raciale, les incivilités, la délinquance, les haines sociales...)?

Faut-il considérer que l'usage de la violence dans l'avenir tendra à se dépolitiser de plus en plus? Entendons par là qu'elle se passerait toujours plus des formes et règles traditionnelles de la guerre et se mettrait au service de revendications privées non politiques (revendications maffieuses, religieuses, idéologiques, sexuelles...), particulièrement difficiles à gérer, puisque non politiquement négociées et sujettes à des déchaînements inouïs, incontrôlables?

Quelle estimation faire de la place de la technologie?

Faut-il considérer que l'efficacité de l'équipement (équipement individuel du soldat, couverture protectrice globale de la puissance de feu) diminuera la présence physique sur le terrain, ou bien que, au contraire, la multiplication potentielle et la nature mouvante et inattendue des conflits nécessitera une présence physique accrue? La question revient à se demander comment se combineront le facteur matériel et le facteur humain. Une telle question n'est pas seulement militaire, elle conditionne l'image du monde (le lien entre terre, mer et espace) qui est produite par la technologie militaire et qui dessine les contours de la réalité telle qu'il serait possible d'y vivre en sécurité...

La question du sens de l'action militaire se trouve ainsi étrangement encadrée :

D'un côté, sur le versant militaire, on a affaire à une multiplication d'affrontements indirects (prise d'otages, guérillas, attentats, conflits de basse intensité) qui ne visent qu'indirectement la souveraineté d'un État, en ne l'attaquant pas frontalement et avec les mêmes armes que lui, mais en agissant sur la population civile pour semer la confusion et la peur, inspirer le discrédit des gouvernements (et des armées), engendrer sa démoralisation et même... une puissante violence réactive qui pourra être récupérée et manipulée). Le but n'est pas tant d'imposer directement sa

propre force que de détruire celle de l'adversaire en déstabilisant son système de défense et en imposant la perspective, terrifiante, d'un réservoir inépuisable de violence pour une guerre qui n'aura jamais de fin.

D'un autre côté, sur le versant civil, on a affaire à une incompréhension grandissante du rôle des armées et de l'armement, avec la mise en cause de leur coût (toujours trop cher...), de leurs formes (fin de la conscription obligatoire, professionnalisation, féminisation) et de leur efficacité (puisque la ruse et la violence brutale défient la puissance des armes les plus sophistiquées).

Cette incompréhension montre que la population ne sait plus percevoir l'action militaire comme une *action porteuse de sens*, c'est-à-dire d'un but et d'un rôle que chacun puisse comprendre. Traditionnellement, le but de l'action militaire est donné par un gouvernement, et il est *politique* (au sens où il inclut les choix et les projets d'une collectivité souveraine). Quant au rôle de l'action militaire, il est par essence *collectif* (au sens où il émane, traditionnellement, d'une communauté dont il manifeste la volonté unifiée). Par suite, l'incompréhension de la population traduit deux choses :

- < le danger d'une rupture entre le sens de la citoyenneté et celui de l'action militaire.
- < le désarroi d'une opinion publique qui ignore les transformations dont elle est elle-même traversée et bouleversée en même temps que se transforme la question du sens de l'action militaire.

Contextes actuels et futurs de l'action militaire Un sens à faire et à faire connaître

Toutes ces considérations conduisent à mettre l'accent sur le changement du *contexte* dans lequel s'inscrit aujourd'hui la question du sens de l'action militaire. Quand la guerre change de sens, la paix change aussi de sens. Or l'action militaire n'est pas un simple témoin de ces transformations, il lui faut aussi être un *acteur* au sens plein du terme, en assumant la fonction qui reste la sien-

ne : opposer la force (maîtrisée et contrôlée) à la violence (déchaînée et délétère).

▣ L'horizon d'une culture de la paix

L'action militaire est amenée à s'inscrire dans des contextes qui sont des contextes mentaux tout autant que des contextes militarisés : le déplacement des frontières entre la guerre et la paix, le projet de rendre possible un monde multipolaire aussi bien que la construction européenne se passent tout autant dans les esprits que dans les faits.

Chacun en est conscient : les revendications identitaires, les sécessions régionalistes, religieuses ou linguistiques, ainsi que les rebellions multiformes contre l'autorité des États ont une dimension qui peut être dite « culturelle », au sens où l'on se bat « pour des idées », et même, en-deçà des idées, pour des sentiments, des émotions et des manières d'être. Cérébrale, morale et même spirituelle, cette nouvelle donne rejaillit sur le domaine de la défense et de l'action militaire. La défense nationale ne se limite plus à protéger l'intégrité d'un territoire, elle a vocation à protéger l'ensemble des *valeurs* qui sont les raisons de vivre et de travailler de toute une population, en incluant ses raisons de combattre. Contre la violence multiforme et mouvante, elle sera amenée à développer et à faire partager une véritable culture de la paix.

Une puissance potentielle réelle

Une culture de la paix n'est pas un pacifisme paresseux, ni une égoïste indifférence aux affaires du monde, ni un simple repli sur les affaires intérieures d'un pays. Est un acteur de la paix celui qui se bat pour l'avènement d'une certaine culture de la paix, au risque d'en mourir. Il ne peut donc s'agir que d'une force qui compte, c'est-à-dire avec laquelle le monde doit compter. Et comme une force véritable ne se confond pas avec un simple mécanisme à produire de la violence, elle se fait reconnaître en tant que puissance potentielle réelle. Telle pourrait être un jour la puissance européenne. Une « puissance potentielle » en un sens structural : préparée à s'adapter (aux impératifs scientifiques autant qu'idéologiques). Une « puissance potentielle » en un sens stra-

tégique : entre la volonté de dissuader et le pouvoir d'intervenir, elle saurait faire valoir sa maîtrise de l'une et de l'autre en faisant reconnaître son inaction même comme un choix et non comme une faiblesse. Une « puissance potentielle » en un sens éthique (non confondu avec la promotion de guerres justes) : elle met la force au service de l'arbitrage, ce qui veut dire, dans le contexte belligère actuel et futur, qu'elle ne réduit pas l'adversaire au statut de simple vaincu, mais qu'elle le contraint (l'action de contraindre étant, rappelons-le, le rôle de la puissance des armes) à faire le choix de se comporter en futur partenaire d'un monde pourvu de règles.

Le couple prévention-action

Précisément parce que nous vivons dans un contexte belligère dépourvu de repères limpides, la réflexion stratégique inclut la prévention dans la sphère de l'action. Détecter, avant qu'advienne une explosion ultime et catastrophique, les foyers, les sources et les raisons de probables déstabilisations est une tâche qui complique et enrichit le domaine de l'action militaire : elle s'augmente d'un savoir multiple, aussi bien dans le domaine des sciences dures (théorie des jeux, théorie des catastrophes) que dans le domaine des sciences humaines (psycho-sociologie des conflits, philosophie de la paix), savoir qui doit aboutir à la capacité de dépister et gérer les crises. Le public d'aujourd'hui a du mal à attribuer à la fonction militaire cette compétence intermédiaire (éviter la guerre par la gestion des crises), parce qu'il place la guerre (militaire) et la paix (civile) dans deux extrémités faciles à opposer. Mais le public de demain s'habituerait davantage à comprendre que l'action militaire construit, dans les faits, une culture de la paix qui s'installe progressivement dans les esprits¹².

Citoyens de la démocratie

La citoyenneté, elle aussi, se « cérébralise », si l'on peut dire. Elle est aujourd'hui vouée à opérer quelques déplacements. Alors que jadis, le sol de la patrie (les paysages familiers de l'enfance) et ses emblèmes créaient une véritable incarnation affective de l'idéal républicain, il faut reconnaître que la citoyenneté

d'aujourd'hui se désincarne, au sens où elle se porte davantage sur des principes généraux qui dépassent les limites des images familières de jadis. On se battra moins, demain, pour perpétuer une mémoire collective que pour préserver, au futur, les valeurs qui sont celles de la démocratie dans le monde occidental : l'égalité pour tous et la liberté pour chacun.

Par suite, l'action militaire connaît le même destin paradoxal que celui de l'État. Dans le cadre de la construction européenne, c'est à l'État-nation qu'il est aujourd'hui demandé de s'auto-dépasser, de renoncer librement à l'indépendance en faveur d'une politique d'interdépendance. Situation qui impose à l'action militaire, elle aussi, d'élargir les cercles de sa légitimité en partant du plan national (unité, intégrité, sécurité de la nation) pour s'inscrire dans le plan européen (capacité de se faire partenaire, d'œuvrer à la promotion d'un réservoir culturel rationnel tant scientifique que juridique) et se faire reconnaître au niveau mondial (capacité morale d'agir au nom de l'humanité tout entière).

▣ L'opinion publique, partenaire ou ennemi ?

L'importance conquise par les médias crée, elle aussi, le besoin de nouveaux modes de légitimation de l'action militaire. Aussi importe-t-il de la rendre « populaire », plus proche des individus et de la société civile, dès lors que le pouvoir médiatique entre en concurrence avec les opérations sur le terrain, dont il peut, en effet, exalter ou annihiler la légitimité selon la présentation partisane qu'il en fait.

Mais si l'opinion publique est un vecteur incontournable de ce qui confère une légitimité à l'action militaire, elle est aussi un révélateur des vulnérabilités caractéristiques de la démocratie.

- La fragilité des démocraties sur le plan externe tient à la facilité de les réduire à l'impuissance en traumatisant l'opinion publique par des actes d'hostilité radicale, extrême et irrationnelle. Conspire à cette impuissance l'illusion, toujours renaissante, que le monde serait spontanément en voie de pacification, ce qui incline l'opinion à valoriser l'inaction et le désengagement.

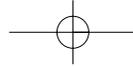
- La fragilité des démocraties sur le plan interne tient au fait que l'opinion publique peut s'ériger en une sorte d'obstacle

intérieur : l'inculture, en devenant un phénomène de masse, égale ou se fait pire que l'ignorance en devenant créatrice d'incompréhensions, de contradictions, de culpabilisations, de simplifications et de confusions. C'est ainsi que la confusion des idées tend à devenir une arme véritable dont apprennent à se servir les amateurs de manipulation : il suffit d'encourager (au nom de la démocratie !) la confusion entre tolérance et légitimation de la violence, entre liberté et dérèglement, entre pluralisme et déchaînement des haines sociales, entre esprit critique et nihilisme etc. pour espérer produire, sinon une autodestruction du système de valeurs démocratique, du moins son auto-inhibition. C'est donc dans un monde qui souffre lui-même d'une crise du sens que devra se ré-élaborer la question du sens de l'action militaire. Question qui s'inscrit, à ce titre, dans un phénomène global de civilisation.

▣ La perspective d'une politique relationnelle

On parle souvent d'une dépolitisation de l'action militaire, au sens où les États du monde occidental ne s'affrontent plus dans des guerres de mobilisation totale (humaine et énergétique), dans lesquelles le combat est la « continuation de la politique par d'autres moyens », et dont le but, éminemment politique, est de « forcer l'adversaire à exécuter notre volonté »¹³. De nos jours, les actions indirectes, les conflits locaux, les opérations de police, de pacification et même les opérations humanitaires semblent s'inscrire dans un monde « post-militaire ».

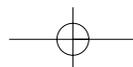
D'autres contributions, dans le premier numéro de cette revue, examineront les raisons militaires, sociologiques et politiques de cette perspective. Dans la mesure où la présente contribution choisit de privilégier, quant à elle, les aspects culturels de la question, elle se bornera à indiquer la composante très largement médiatique de la tendance à la dépolitisation des questions politiques, y compris les questions de sécurité et de défense : est très populaire la réduction de la politique à la morale et la réduction de la morale à l'émotion... au risque d'enfermer l'opinion publique, européenne en particulier, dans l'illusion de vivre dans un mon-



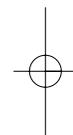
de où le droit et la morale auraient définitivement détrôné la volonté de pouvoir et l'appétit de domination.

Il est encore trop tôt pour envisager ce que sera l'avenir politique du sens de l'action militaire. Il convient toutefois de faire une distinction entre les deux sens que peut prendre une même idée, celle de la disparition du sens de l'action militaire au motif de la disparition de la « guerre » au sens clausewitzien. C'est une chose que de constater le contournement du recours à la guerre par les États : quand les États sont surarmés, l'adversaire évite de se battre avec les mêmes armes qu'eux, et il recourt à la ruse, au harcèlement et à la brutalité barbare ; on se heurte ici à une nécessité. C'est une autre chose que d'envisager la disparition des guerres comme un projet de civilisation : il s'agit alors d'adopter une version unilatérale de la globalisation en tant que phénomène de civilisation irréversible, en considérant qu'un seul type de loi et d'autorité (la loi occidentale) est appelé à organiser la planète ; on a alors affaire à un choix de société mondiale. Telle est, par exemple, la vision de la paix qui peut être adoptée au nom de la globalisation : « Nous aurons des chances sérieuses d'atteindre à une globalité mûre dans laquelle la guerre comme forme majeure d'action sociale sera finalement dépassée¹⁴. »

On le constate sans peine : envisager la dépolitisation ou la démilitarisation de l'action militaire dépend du sens politique que l'on donne soi-même à l'avenir. Or entre la perspective d'un désordre mondial sans fin et celle d'un empire mondial unilatéral, il n'est pas impossible que l'échelle européenne en vienne à promouvoir une autre politique, moins impérialiste que relationaliste. Cela reste encore un défi pour l'avenir : que les États, les cultures et les religions ne se comprennent plus comme des entités fermées sur elles-mêmes, mais comme des systèmes de *relations* à d'autres États, d'autres cultures et d'autres religions. Concevoir un patrimoine national (ou régional) comme la somme des relations *créées* avec d'autres nations (ou régions), dépasser le simple respect formel des lois internationales communes par la création de *liens* substantiels entre com-



munautés est encore fort utopique, mais peut-être utopiquement fécond... Il n'est pas impossible que l'Europe tire un jour un sentiment d'unité de la somme des liens qui la composent. Se reposera alors, dans le futur, en fonction d'autres paramètres, la question du sens de l'action militaire. ▀





JEAN-RENÉ BACHELET

L'ACTION MILITAIRE : SENS ET CONTRESENS

CE TEXTE EST UN TEXTE ENGAGÉ ; NON PAS POLITIQUEMENT, NI IDÉOLOGIQUEMENT ; MAIS C'EST CELUI QUE PEUT INSPIRER LE MOMENT REDOUTABLE – ET AUSSI LIBÉRATEUR – OÙ IL FAUT PASSER DE LA RÉFLEXION À L'ACTION, D'UNE NÉCESSAIRE CIRCONSCRIPTION À UNE NON MOINS NÉCESSAIRE DÉCISION, DU DOUTE DEVANT L'INFINIE COMPLEXITÉ DE TOUTES CHOSES À LA RÉOLUTION INFLEXIBLE, DE L'EFFROI À LA VOLONTÉ SANS FAILLE.

Il s'agit bien sûr de l'action militaire, celle de l'épreuve de force, intelligences contre intelligences, volontés contre volontés, force maîtrisée contre violence déchaînée, celle, par définition, de situations d'exception qui sollicitent toutes les ressources de l'être puisque la vie même y est en jeu ; celle, ainsi, d'une certaine heure de vérité de la condition humaine.

Ces situations sont plus que jamais d'actualité ; l'information quotidienne nous rappelle en effet – parfois à l'excès – la permanence au cœur de l'homme et de nos sociétés de ce mystère qu'est la violence, une violence qui peut atteindre des seuils insoutenables à partir desquels il n'est que la force pour s'y opposer ; une force dès lors nécessaire et nécessairement efficace ; mais une force de surcroît non moins nécessairement légitime, car au nom de quoi jugerait-on la violence inacceptable si ce n'est au nom de valeurs qu'il importe, sauf singulière incohérence, de ne pas trahir ?

Comment imaginer que le soldat – terme générique – plongé dans cet univers-là, puisse y faire face, dans cet engagement total, intellectuel, moral et physique, qui caractérise son état, s'il se dit : « cela n'a pas de sens ! » ? La question du sens n'est donc pas pour lui académique ; elle est vitale, comme est vital l'air que l'on respire.

Sans qu'il en soit le plus souvent conscient, son besoin de sens fait appel aux deux acceptions du mot :

« un besoin d'orientation, d'une part. Son action a besoin d'un but, au moins d'une direction. Plus on s'élève dans les responsabilités – ceci n'étant pas uniquement affaire de niveau hiérarchique, mais aussi et peut-être surtout de situations concrètes –, plus ce besoin s'inscrit dans un cadre élargi, notamment politique.

« un besoin de signification, d'autre part, autrement dit de cohérence avec le système de valeurs de référence global dans lequel s'inscrivent tout individu et toute collectivité, sauf à ce que l'action soit jugée « insensée ».

Ce double besoin est satisfait dès lors que deux questions trouvent une réponse :

L'une est : pourquoi ? Pourquoi, lorsqu'on est soldat, s'engage-t-on sur le terrain, pourquoi affronte-t-on mille difficultés ou périls, pourquoi, le cas échéant, meurt-on ?

L'autre question est : comment ? Comment agir, comment se comporter, pour que l'action ne soit pas « insensée » ?

Pour répondre à l'une et l'autre questions, je ferai appel à une situation vécue : celle de l'automne 1995 à Sarajevo, qui a vu le paroxysme de la crise bosniaque, qui l'a vue aussi amorcer un dénouement. Durant trois longues années, l'action militaire s'y était exercée souvent à contresens. Les réponses alors apportées ont valeur de leçons pour aujourd'hui.

À l'heure où les conceptions et les pratiques à l'œuvre sous nos yeux vont parfois à rebours des valeurs mêmes au nom desquelles nous nous engageons, comme autant d'autres « contresens », ces leçons se présentent, nous le verrons, comme une alternative qu'il revient à la France et à l'Europe de promouvoir.

EN QUÊTE DE SENS

Les « casques bleus » à Sarajevo (1992-1995) : un déni de sens

Souvenons-nous de l'été 1995 à Sarajevo. Depuis trois ans déjà, le conflit bosniaque avait surgi au cœur de l'Europe ; après la première guerre du Golfe dont une savante orchestration médiatique avait fait la première guerre « high tech »,

réputée « chirurgicale » et « propre », l'opinion incrédule découvrait la réalité du « nouvel ordre mondial » : des violences longtemps contenues sous la chape de plomb du monde bipolaire se donnaient libre cours ; le spectacle tragique de malheureuses populations confrontées à une barbarie qui semblait d'un autre âge mobilisait l'émotion par écrans de télévision interposés ; de résolutions de l'Onu inopérantes en plans de paix et cessez-le-feu morts nés, la « communauté internationale » semblait impuissante.

Lorsque l'opinion se mobilise, en démocratie, le pouvoir ne peut pas ne pas réagir. En l'occurrence, l'État dispose pour cela de moyens particulièrement emblématiques et réactifs : ce sont les moyens militaires. Ainsi, puisqu'« il faut faire quelque chose », à l'été 1992, on « projette » des bataillons sous béret bleu dans le chaudron de Sarajevo. Mais on prend soin de dire : « il ne faut pas ajouter la guerre à la guerre ». Aussi sont-ils quasi-désarmés, en tous cas armés pour la seule autodéfense ; leur rôle est de garantir l'acheminement de « l'aide humanitaire », pas de s'opposer à ce qui nécessite celle-ci ; autrement dit, il s'agit de faire en sorte que les malheureuses populations otages de ce type de conflit meurent le ventre plein ; car elles meurent, puisqu'il n'est pas question d'intervenir à l'encontre de l'un ou l'autre des belligérants, sauf « légitime défense » ; autrement dit encore, ces lointains héritiers des chevaliers qui faisaient jadis le serment de défendre « la veuve et l'orphelin », fût-ce au prix de leur vie, devaient désormais prendre soin de leur propre vie, fût-ce au prix de celle de la veuve et de l'orphelin...

Pourquoi meurt-on ?

Cela n'empêchait pas pourtant ces soldats de mourir – ils furent plusieurs dizaines de soldats français qui laissèrent leur vie dans la cuvette tragique de Sarajevo au long de ces trois années. Pourquoi meurt-on alors ?

Dans les bataillons français qui se sont succédés à raison d'une relève tous les six mois pour chacun des trois bataillons engagés dans des conditions souvent extrêmement difficiles, on n'a pas observé que le caractère pour le moins incertain de la réponse ait

entamé la détermination ni la cohésion des unités, même si les chefs, quant à eux, ne manquaient pas de souligner l'incohérence, pour ne pas dire l'absurdité de leur situation, que ce soit auprès des nombreuses personnalités civiles ou militaires pour qui le voyage de Sarajevo était alors médiatiquement incontournable ou, par écrit, dans leur rapport de fin de mission.

Comment expliquer cela ? Cette situation limite, d'une mission « insensée », pourtant remplie sans broncher, nous suggère une première clé. À la base, si le « soldat » s'engage corps et âme jusque si nécessaire au prix de sa vie, c'est d'abord, dans les unités bien formées et bien commandées, parce qu'il se trouve au cœur de solidarités croisées d'une force exceptionnelle : « horizontalement » se développe un puissant « esprit de camaraderie » ; il se combine avec des relations hiérarchiques « verticales » fondées sur le respect, l'estime, la confiance mutuels et, notamment, une indéfectible confiance dans le chef ; l'ensemble constitue la « fraternité d'armes ». Cette communauté humaine d'une cohésion sans faille s'identifie au moyen d'attributs, d'insignes, de symboles, de vocabulaire, de comportements qui singularisent le groupe, la section, la compagnie, le bataillon, le régiment auxquels on appartient ; le référentiel ainsi constitué se nourrit d'un héritage plus ou moins mythique et sacralisé dont chacun aspire à se montrer digne.

Un exemple hautement significatif d'une capacité à faire preuve des « plus hautes vertus militaires », sur pratiquement la seule base du professionnalisme et de l'alchimie ici esquissée, nous est fourni par l'exceptionnel sursaut que fut, en pleine crise des otages de mai 1995 dont nous aurons à reparler, la reprise du pont de Verbanja. Ce poste, occupé par surprise par les Serbes, fut alors repris d'assaut par des « marsouins » du 3^e Rima au prix de deux morts et de très nombreux blessés. On a là une illustration exceptionnelle – outre de mise en œuvre d'une force résolue, mais maîtrisée – de ce que peut accomplir une troupe bien commandée et bien formée, aux ordres de chefs charismatiques.

Cette première clé ouvre en fait à un passage obligé : depuis que le monde est monde et où que ce soit dans l'univers, il n'est pas

d'unité militaire performante qui puisse l'être sans le développement du phénomène décrit plus haut.

À Sarajevo, jusqu'à l'été 1995, nous avons même pu constater que cela pouvait constituer un « minimum vital » pour la réponse à la question du sens. L'un des indices nous en est fourni par le marquage des véhicules, pour la plupart blindés, dont l'importance et la visibilité (ils étaient peints en blanc et marqués du sigle U.N.) contribuaient fortement à l'identification des forces sur le terrain ; pour des raisons d'économies de moyens, de coûts et de temps, ces véhicules restaient à demeure, l'unité relevante les prenant en compte auprès de l'unité relevée ; l'une des toutes premières tâches alors consistait à apposer, sur le véhicule, un logo aux couleurs du nouveau bataillon, en substitution du logo précédent et hors toute référence nationale...

Ce « minimum vital » aurait-il résisté à des épreuves plus considérables que celles qui ont été alors vécues ? Rien n'est certain, hormis l'hypothèse vraisemblable que la rupture se serait sans doute produite au niveau des chefs – capitaines, chefs de corps – dont le besoin de « sens » va bien au-delà du seul esprit de corps, ne serait-ce que parce que c'est leur rôle d'expliquer le sens de leur engagement à leurs subordonnés.

▮ Quand la force redevient la force

Mais la situation « insensée » évoquée ici et qui avait pourtant duré trois ans, alors même que jamais conflit n'avait été aussi abondamment couvert par les médias, allait trouver un terme à l'été 1995. Il aura fallu pour cela un électrochoc : ce fut celui de la prise en otages par les Bosno serbes de dizaines de « casques bleus » en mai 1995, ou, plus précisément, dans ce cadre, le spectacle humiliant, relayé par toutes les télévisions du monde, d'un groupe de soldats français contraints à la reddition, derrière un drapeau blanc, à Lukavica, faubourg de Sarajevo.

En un instant, le « non-sens » de la politique jusque-là suivie devenait patent : à quoi bon mettre un soldat sur le terrain si l'on ne lui donne pas les moyens et si l'on ne le place pas en situation de pouvoir prendre l'ascendant sur un adversaire potentiel, a for-

tiori si on l'expose, vulnérable, à une humiliation latente ? À travers l'image emblématique de ses soldats – on en prenait alors conscience –, c'était la France elle-même qui était humiliée. On connaît la suite : la très vive réaction du Président de la République, nouvellement élu, auprès de ses partenaires et de l'Onu, et l'envoi sur le théâtre d'une « Force de réaction rapide » (FRR) franco-britannique, dotée des moyens d'établir un rapport de forces favorable.

Il avait donc fallu trois ans pour redécouvrir ce qui apparaissait pourtant comme une évidence : pour avoir un « sens », l'action militaire – qui comporte par définition l'usage potentiel de la force – obéit nécessairement à un principe de base, intransgressible sauf incohérence, que nous appellerons « principe d'efficacité ».

Avec la mise en place, à la mi-août 1995, d'une brigade multinationale équipée notamment de canons particulièrement performants, ce principe devenait opératoire. La suite des événements allait le démontrer.

Le 28 août, l'explosion d'un obus de mortier dans une rue adjacente du tristement fameux marché de Markalé, provoquait plusieurs dizaines de victimes. En réaction à ce nouveau massacre attribué aux Bosno Serbes, le 30 août, se déclenchait une offensive combinant une intervention aérienne de l'Otan sur l'ensemble du territoire bosniaque et le tir massif de nos canons sur les positions militaires serbes encerclant Sarajevo ; dès le 30 août après-midi, alors que 1 300 obus avaient été tirés par notre artillerie depuis ses positions du mont Igman avec une précision et une efficacité exceptionnelles, nous avons pu mesurer les résultats de l'inversion du rapport de forces ainsi sévèrement concrétisée : là où avaient prévalu jusque-là chez nos interlocuteurs l'arrogance, parfois le mépris, encouragés par notre faiblesse et ce qu'ils pensaient être notre pusillanimité, nous assistions à une métamorphose spectaculaire ; ce sont des hommes – les mêmes – éprouvés, tétanisés, que nous avons alors rencontrés, prêts à se soumettre à nos exigences, pour peu qu'elles ne les acculent pas à ce qui pouvait leur apparaître comme des impasses.

▮ ...mais une force maîtrisée.

Mais nous n'avions fait qu'une étape sur le chemin du « sens ». En effet, la planification de l'offensive désormais engagée prévoyait un entretien systématique des bombardements – à la fois par les moyens aériens de l'Otan et par notre artillerie dans le secteur de Sarajevo – jusqu'à ce qu'au niveau le plus élevé du commandement (dans les faits, celui du Commandement Sud de l'Otan à Naples), on estime que les conditions imposées aux Serbes étaient réalisées.

Or dans le Secteur de Sarajevo, l'entretien des tirs d'artillerie et le renouvellement des « plans de feux » allaient rendre de plus en plus difficile de réaliser ce que nous avions recherché d'emblée, à savoir la préservation des malheureuses populations déjà éprouvées par trois ans de conflit. Les positions serbes enserrant la ville n'étaient pas en effet installées dans un no man's land, mais, pour beaucoup, dans des faubourgs peuplés que nous avions jusque-là évité de prendre pour cibles, même s'il pouvait s'y trouver des objectifs militaires évidents. Poursuivre l'exécution des plans de feux, c'était provoquer d'inévitables « dommages collatéraux », pour employer l'euphémisme usuel. Or la raison de notre présence n'était-elle pas principalement la protection des populations ? C'est d'ailleurs en réaction à une agression contre les populations bosniaques que nous venions enfin, pour la première fois, grâce au nouveau rapport de forces désormais établi, d'intervenir massivement avec notre artillerie. Les populations serbes méritaient-elles une moindre attention ? Allions-nous à notre tour, à l'instar des violents dont les exactions avaient justifié notre mise en place, massacrer les femmes et les enfants ?

Dans une telle situation, on peut mesurer la valeur des spéculations intellectuelles théoriques. Ainsi de la fameuse distinction de Max Weber entre « éthique de responsabilité » et « éthique de conviction » : allions-nous mettre notre « éthique de conviction » dans notre poche et nous revêtir pour la circonstance de notre « éthique de responsabilité » ? Allions-nous – nous les champions du droit des gens – mettre en œuvre une « violence physique légitime », pour reprendre l'expression du même auteur ? Si la violence est, par définition, l'abus de la force, il ne saurait y avoir de

« violence légitime ». Nous étions détenteurs de la force, mais nous devons en faire un usage maîtrisé, sauf à ce que notre action, après avoir été « insensée » par défaut, le soit par excès.

C'est pourquoi nous avons alors, le 30 août au soir, interrompu les tirs de nos canons ; nous l'avons fait savoir aux Serbes en leur indiquant qu'ils reprendraient en cas de nouveaux tirs de leur part sur la ville. Il ne devait plus y en avoir et nous avons alors conduit, à l'abri du climat de dissuasion ainsi créé, une politique combinant la fermeté permise par le rapport de forces et une mise en confiance des populations. Ainsi avons-nous pu aboutir, après plusieurs semaines mais au moindre coût humain, à la levée effective du siège de Sarajevo.

Notre action avait de la sorte pleinement retrouvé son « sens », par application combinée d'un « principe d'efficacité », d'une part, et d'un « principe de maîtrise », d'autre part. Dit en mots d'aujourd'hui, ce n'est jamais que la rémanence d'un héritage très ancien : au long des siècles, jusqu'au XX^e, en dépit de barbaries récurrentes, l'Occident a poursuivi un effort soutenu pour contenir autant que possible la violence, notamment par un usage de la force qui ne soit pas violence déchaînée.

Tels sont, de fait, les principes de base de l'usage de la force par des nations qui se réclament du dernier absolu du monde moderne : l'universalité de l'homme, le prix attaché à sa vie, à son intégrité, à sa dignité, en bref les droits de l'homme.

L'irruption du « principe de maîtrise », dans le cas particulier, se prête à deux observations :

« Il n'y avait pas, en fait, alternative entre l'efficacité et la maîtrise ; en effet, outre que la cohérence intellectuelle et morale est une des composantes de la force, le bombardement inconsidéré des populations serbes aurait vraisemblablement conduit au résultat inverse de celui que nous recherchions, c'est-à-dire l'engagement dans un véritable processus de paix. Par ailleurs, la ville, comme nos bataillons, restaient d'une totale vulnérabilité et nul ne saura jamais quels auraient pu être les dommages si les Serbes avaient été poussés au désespoir.

« L'opinion est manichéenne ; l'ennemi était désigné, les bons et les méchants. C'est pourquoi les décisions alors prises se sont

heurtées à des procès d'intention les assimilant à une politique « proserbelions qui accompagnent tout conflit – la guerre est aussi et plus que jamais une « guerre du sens » (c'est un sujet en soi) –, on doit se poser la question de la capacité de l'opinion à dépasser une légitime émotion pour appréhender la complexité du monde réel, et du rôle des médias pour y contribuer.

▣ Oui, mais pourquoi meurt-on ?

Mais, avec cet épisode vécu, nous n'en avons pas fini avec la quête du « sens » de l'action militaire, engagée « d'en-bas ». En effet, jusque-là, nous avons répondu au « comment », mais la réponse au « pourquoi » n'est pas pleinement satisfaisante. Rappelons que, dans l'exemple choisi, on s'était longtemps replié sur le « minimum vital », l'esprit de corps. Or on voit bien toute l'ambivalence du phénomène : cet esprit de corps, pour ne pas s'égarer, a besoin d'une inspiration. On pourrait penser que la nature et le cadre mêmes de la mission (en l'occurrence la protection de populations éprouvées et, plus largement, un certain idéal de « soldat de la paix » sous couleurs de l'Onu) devraient y répondre ; ces références y contribuent en effet, mais, l'expérience le prouve, elles ne suffisent pas. À ce jour, à l'heure de vérité, pour le soldat, à la question « pour quoi meurt-on ? », il n'est d'autre réponse que : « pour la France ». D'ailleurs, nos camarades britanniques ou américains ne se posent pas, quant à eux, la question.

C'est le service de la France, s'agissant de l'armée française, qui donne, au bout du compte, sens à l'étrange métier des armes. Il donne, encore et toujours, à ceux qui l'exercent, inspiration et légitimité.

Ceux qui ont vécu les événements évoqués ici ont pu alors s'en convaincre. Dès l'instant où il fut bien entendu de tous que nous étions là parce que la France, du fait de son rôle en Europe et dans le monde, et en tant que membre permanent du conseil de sécurité, ne pouvait rester indifférente à ce conflit, et que nous, les soldats, étions les acteurs majeurs de cet engagement, tout devenait clair. Si nous étions humiliés, c'était la France qui était humiliée ; si nous étions incapables d'imposer les résolutions dont la

France était cosignataire, c'était la France qui était discréditée ; si nous nous laissions paralyser, incapables de réagir aux évolutions de la situation, c'était la France qui était impuissante. Ainsi, cette seule référence conduisait à la mise en œuvre, à tous les niveaux, du « principe d'efficience » rappelé précédemment.

On objectera qu'on n'a jamais là qu'une forme supérieure d'esprit de corps, exposée à tous les excès du nationalisme et du chauvinisme. D'ailleurs, lorsque l'ordre fut donné d'apposer sur chacun de nos véhicules une marque aux couleurs nationales afin de matérialiser clairement notre engagement (à l'instar de ce qu'avaient toujours pratiqué les autres contingents des divers pays contributeurs), un quotidien national qualifia cette mesure de « franchouillarde » !

Que la référence nationale soit, elle aussi, ambivalente, nul n'en doute. C'est donc le rôle de la formation militaire et celui des chefs d'en faire aussi la référence concrète des principes humanistes qui s'imposent à l'action ; c'est d'autant plus facile que la France s'identifie largement à ces principes qu'elle a contribué à édifier et que résume la devise de la République. Et c'est cette référence-là qui peut inspirer véritablement, en quelque sorte affectivement, la mise en œuvre du « principe de maîtrise », indissociable, on l'a vu, du « principe d'efficience ».

Les trois couleurs, la Marseillaise, la devise de la République, l'évocation des valeurs qui ont fait la France, tout cela ne paraîtra « franchouillard » qu'à ceux qui n'ont pas vécu ces moments lourds où le service de la France a été poussé jusqu'à son ultime limite par celui ou ceux auxquels l'heure est venue de « rendre les honneurs ». Pour les « compagnons d'armes », rien alors n'aurait de sens si cette liturgie laïque ne venait pas rappeler que c'est précisément le service de la France qui peut donner sens à tout cela.

Une armée, pas une armée pour la parade ou la gesticulation, mais une armée capable de dominer des situations qui peuvent être d'extrême violence, reste, à l'heure de vérité, qu'on le veuille ou non, aujourd'hui rigoureusement nationale. C'est un fait d'expérience, et cela n'est pas exclusif d'engagements au sein de coalitions – qui semblent de plus en plus de règle – ni d'efforts à

déployer pour porter ces capacités au niveau d'une Europe à construire.

▣ En résumé, le sens du métier des armes...

L'expérience n'a d'intérêt que pour autant qu'elle se prête à leçons pour aujourd'hui et pour demain. En l'occurrence, résumons ces leçons. Elles peuvent s'exprimer en cinq propositions indissociables :

- < Face à la violence déchaînée, il est des situations où s'impose la force pour y mettre un terme. Nous sommes là dans la nécessité politique.
- < Encore faut-il que la force soit la force, c'est-à-dire qu'elle soit capable de prendre l'ascendant sur le violent. C'est le « principe d'efficience ».
- < Mais une telle capacité peut s'exercer à rebours des valeurs mêmes au nom desquelles on l'engage. C'est pourquoi elle est soumise, de surcroît, à un « principe de maîtrise » : on n'utilisera pas n'importe quels moyens pour parvenir à ses fins. C'est une exigence de légitimité.
- < L'institution investie de cette capacité s'appelle « ion de civilisation » qui vise à écarter autant que possible la violence d'un monde largement régi par les rapports de force. Les hommes (et aujourd'hui de plus en plus les femmes) qui la composent trouvent, pour agir, un premier ressort dans l'esprit de corps et la fraternité d'armes.
- < Ce n'est évidemment pas suffisant. L'inspiration et la légitimité dont ils ont un impérieux besoin leur restent procurées, à ce jour, par la nation dont ils sont, en quelque sorte, les délégués.

Tels sont, pour le soldat, les éléments dont la combinaison lui est indispensable pour que son action ait un « sens ». Ils constituent, pour nous, Français et Européens, un héritage profondément culturel.

Or tout cela ne va pas de soi, on l'a vu dans l'exemple choisi. Ce modèle a été rudement mis à l'épreuve au XX^e siècle et l'est encore aujourd'hui par des évolutions, parfois insidieuses, qui s'inscrivent dans de véritables enjeux de civilisation.

CONTRESENS

La binarité

Avec la crise bosniaque, nous avons vécu l'absurdité d'une action militaire engagée sans résolution politique d'user de la force alors même que cela pouvait s'avérer nécessaire, et, d'ailleurs, sans consentir les moyens qui auraient permis de le faire.

Ce « contresens par défaut » est en fait symétrique d'un « contresens par excès », qui est l'autre versant d'une conception binaire de l'action militaire. Aux termes de cette conception, on devrait distinguer, d'une part, des « opérations de paix », menées sous l'égide de l'Onu, où les troupes engagées sont armées pour leur seule autodéfense, d'autre part, des « opérations de rétablissement ou d'imposition de la paix », pour lesquelles on recherche d'emblée une écrasante supériorité des moyens, notamment de feux, mise en œuvre jusqu'au paroxysme. Les unes et les autres de ces opérations seraient marquées par une discontinuité radicale, de même que les dispositifs militaires chargés de les conduire.

Le vocabulaire est révélateur : les expressions employées sont littéralement traduites de l'anglais. En effet, elles expriment la doctrine militaire américaine, combinée à une certaine idéologie onusienne, plus ou moins pacifiste.

Cette doctrine ne saurait être la nôtre, non pas, comme certains le suggèrent, parce que les Européens n'auraient plus, ni les moyens de la supériorité militaire, ni les ressorts moraux pour en user, mais bien parce que l'alternative paroxystique à l'action militaire désarmée, autant que cette dernière, apparaît « insensée ».

Comment, en effet, continuer à se réclamer de l'humanisme en tant qu'ultime valeur universelle au nom de laquelle on aura engagé l'action si, à la violence déchaînée, on oppose, sous d'autres formes, une violence sans mesure ?

Les « dommages collatéraux » consentis en réduisant en lumière et chaleur, à distance, les malheureuses populations otages des conflits, sont-ils moins barbares que les massacres plus rustiques auxquels on aura voulu mettre un terme ?

Le terrorisme d'État est-il moins condamnable qu'un terrorisme sauvage à juste titre dénoncé sans concessions ?

Nous sommes là, précisément, dans une impasse du « sens ».

Ou bien l'action militaire est placée sous le signe intransgressible des valeurs humanistes que nous proclamons à la face du monde, ou bien tout cela n'est que rideau de fumée et seule s'impose la loi du plus fort – ou plutôt, en l'occurrence, du plus violent.

Le problème tient en l'extrême difficulté, théorique et pratique, de l'emporter sur une violence qui ne se connaît pas de limites, par le moyen d'une force qui s'en impose. Ainsi Clausewitz, en son temps, démontrait-il le caractère inéluctable, en théorie, de « l'ascension aux extrêmes » : « Celui qui ne reculera devant aucune effusion de sang prendra l'avantage sur celui qui n'agit pas de même. » Ainsi Lénine n'aura-t-il que sarcasmes pour les tenants des « demi-mesures ». Ainsi Hitler méprisera-t-il les « humanistes ».

Or outre que Clausewitz convenait que cela ne se passait pas ainsi en pratique – on dirait aujourd'hui que des phénomènes d'autorégulation interviennent avant qu'on en arrive à l'absurde : l'équilibre de la terreur de la guerre froide en est un bon exemple –, on touche là aux limites de notre capacité à appréhender la complexité des phénomènes humains, à l'articulation de la froide raison et de la morale, de la réflexion et de l'action.

La binarité du comportement humain et de l'action se heurte à cette complexité. C'est pourquoi, pour le soldat en situation, à l'heure décisive, il est rare qu'il y ait de « bonnes solutions » ; on choisira au mieux « les moins mauvaises », avec la marge d'appréciation que cela comporte, entre « efficacité » et « maîtrise », sans nuire à l'efficacité, mais sans trahir ce à quoi l'on croit. Ce n'est pas une science exacte et la condition du soldat est alors exceptionnellement révélatrice du tragique, mais aussi de la grandeur de la condition humaine.

Nous avons, quant à nous, Français et Européens, l'ambition d'assumer cette difficulté.

C'est pourquoi, instruits par une longue histoire, le plus souvent belliqueuse, nous n'avons pas une conception binaire de l'action militaire ; pas d'action désarmée d'un côté, paroxystique de l'autre, mais un continuum : engager un soldat sur le terrain, c'est

délibérément choisir que l'on s'inscrit désormais, à tout moment, en perspective d'user de la force pour prendre l'ascendant sur l'adversaire potentiel et se donner les moyens pour cela.

Quant à l'action proprement dite, elle sera dosée, adaptée, prompte aux changements de posture exigés par la situation, réversible, vigoureuse si nécessaire, ni trop, ni trop peu, respectueuse de l'adversaire, attentive à préserver les populations, voire à en gagner le cœur ; rien là qui ne s'inscrive en fait dans un héritage multiséculaire mais d'une totale actualité à l'heure du droit des conflits armés.

L'affrontement de deux conceptions de l'usage de la force et donc du sens de l'action militaire, de part et d'autre de l'Atlantique, est en fait un phénomène d'essence profondément culturelle. Cet élément culturel, à vrai dire fondateur pour les États-Unis d'Amérique, est à la source d'une caractéristique sous-jacente à la fois à la politique et donc à l'action militaire, riche de « sens » en termes d'orientation des modes opératoires et des comportements alors même qu'elle nous apparaît comme un « contresens » : c'est la diabolisation systématique de l'adversaire.

▣ La diabolisation de l'adversaire.

Tout au long de l'Histoire, il apparaît une constante quant à la nature de la guerre : celle-ci ouvre aux pires excès chaque fois qu'elle est sacralisée. Tel est le cas, systématique, dans le monde antique où la cité étant elle-même sacralisée, le citoyen-soldat ne conçoit pas la guerre autrement qu'inexpiable.

À mesure que s'imposera la reconnaissance de l'universalité de l'homme et que l'on attachera davantage de prix à son intégrité et à sa dignité se développera l'idéal d'une « guerre sans haine », soumise à des « us et coutumes » qui veulent en tempérer les horreurs ; le respect de l'adversaire, notamment blessé ou prisonnier, et le souci d'épargner les populations en constituent les axes principaux, depuis le Moyen Âge jusqu'à notre temps et son droit des conflits armés.

Mais qu'à nouveau les buts de guerre soient sacralisés et surgissent des barbaries récurrentes ; tel est le cas avec les guerres de

religion mais aussi avec une certaine absolutisation de l'État, que ce soit en vertu de la raison d'État telle que la professe Machiavel, ou à travers les nationalismes et les totalitarismes modernes.

En effet, tout se passe alors comme si la qualité d'homme était refusée à l'adversaire, avec, pour conséquences, le déchaînement de violences sans limites.

La diabolisation de l'adversaire, toujours plus ou moins esquissée, concourt au même résultat.

Or tout au long de l'Histoire des États-Unis d'Amérique, ce phénomène de diabolisation de l'ennemi, à des degrés le plus souvent inconnus en Europe, est constant.

En effet, les immigrants, « Pères fondateurs », ont quitté une Europe de turpitudes, fuyant parfois les persécutions, pour créer, sur une terre réputée vierge, un nouvel Eden. La Bible à la main et l'optimisme des Lumières au cœur, ils veulent œuvrer au bonheur des hommes ; on l'inscrira d'ailleurs dans la Constitution.

Ainsi ces hommes sont-ils porteurs du Bien ; on parlera plus tard de « destin manifeste ». C'est là un fait culturel très fort qui, aujourd'hui encore, imprègne les mentalités et inspire les discours.

Dès lors, à partir de certains seuils, l'adversaire ne saurait être qu'un agent du Mal...

Or on ne compose pas avec le Mal, encore moins avec le Diable, récemment encore nommé désigné. On l'annihile. C'est pourquoi la guerre, lorsqu'on s'y résout, est nécessairement inexpiable. Ainsi de la guerre indienne, de la guerre de Sécession, des guerres du XX^e siècle.

Annihilation physique : celle, par exemple, que le général Sherman préconise pour les Sioux (« hommes, femmes, enfants ») ; celle d'Hiroshima et de Nagasaki.

Annihilation juridique : celle du Sud sécessionniste, des empires germaniques, de tel ou tel régime, jusqu'à nos jours.

Il est vrai que l'inimaginable inversion de civilisation que fut le nazisme a pu légitimer une telle conception : il n'était en effet pas concevable de composer avec lui.

Pour autant, on voit bien, aujourd'hui, les effets délétères d'une diabolisation de l'adversaire qui conduit, par exemple, au déni de

droit de Guantanamo et qui veut légitimer une conduite de la guerre systématiquement paroxystique – on l'a vu –, au mépris des valeurs mêmes au nom desquelles on l'a engagée.

La combinaison de capacités militaires écrasantes et de l'humiliation et/ou de la désespérance des « diabolisés » enferme dans un cercle vicieux : elle constitue le terreau du terrorisme même que l'on combat, cette stratégie de contournement du faible au fort, qui est l'arme des humiliés et des désespérés.

Face à cet autre « contre-sens », rigoureusement lié au précédent, comme la cause et l'effet, nous, Européens, devons être conscients que nous sommes porteurs d'une alternative ; non pas en termes de puissance militaire, mais en termes de conception d'emploi de cette puissance.

C'est un enjeu de civilisation.

Il en est de même d'évolutions en cours dont l'apparence technique masque le fait que l'on se situe dans ce même enjeu.

▣ Des tendances lourdes à contresens

Nous sommes dans un monde dont la ligne générale d'évolution est celle d'une répartition des tâches, de plus en plus fragmentées et spécialisées, à mesure que s'accroissent nos connaissances et nos capacités d'action. Dans ce cadre, on entend dire souvent que la « fonction défense » est une fonction comme les autres, soumise aux mêmes évolutions, sauf rigidité mentale ou conservatisme étroit.

Ainsi s'imposeraient à elle, donc à l'action militaire, trois évolutions qui conduiraient à en modifier radicalement la nature :

- ◁ La guerre serait désormais résolument technologique et les performances techniques devraient permettre un traitement « chirurgical », à la fois moral et économe de la vie des gens.
- ◁ La globalisation de l'économie et de l'information se conjuguera avec la dégénérescence de l'État-nation pour dissoudre la fonction « défense » dans une fonction globale de « sécurité », l'action militaire devant se confondre de plus en plus avec l'action de police.
- ◁ Les règles économiques libérales qui s'imposent aujourd'hui sans partage s'imposeraient aussi à la fonction « défense ». Si

l'État ne doit plus assumer des fonctions qui peuvent être mieux exercées et à moindre coût par des organismes privés, la Défense, donc l'action militaire, ne devrait pas y échapper.

Comment l'action militaire pourrait-elle rester en marge de ces grandes tendances ? Ce n'est évidemment ni possible, ni sans doute souhaitable.

Pour autant, il en est de ces phénomènes comme d'une solution chimique : le dosage comporte des seuils à partir desquels le mélange précipite. Ainsi de ces évolutions en cours qui, à un certain degré, se révèlent perverses... et « insensées ».

La guerre « high tech », chirurgicale, morale et propre, est une immense illusion.

En premier lieu, lors de la première guerre du Golfe ou encore des offensives aériennes contre les Serbes, on a célébré l'avènement d'une guerre à « zéro mort ». De fait, c'était peut-être « zéro mort » pour le G.I., mais pas pour le soldat ni même le fellah irakiens, ni pour le Serbe. D'ailleurs, ceux qui ont vécu les bombardements aériens en Bosnie de septembre/octobre 1995, à l'autre extrémité de la trajectoire, peuvent témoigner du caractère pour le moins relatif de la précision chirurgicale.

Mais surtout, face précisément aux prouesses technologiques et à l'écrasante supériorité qu'elles peuvent procurer, les stratégies de contournement adoptées par ceux qui ne peuvent pas se les offrir – avec, notamment, le terrorisme – nous rappellent que la guerre est un phénomène humain et qu'il ne saurait y avoir de traitement des violences sans intervention, in fine, de l'homme lui-même, si nécessaire au cœur de la fournaise.

Quant à l'indifférenciation de l'action militaire et de l'action de police, voilà qui nous ramène à la « diabolisation » dénoncée plus haut.

En effet, l'adversaire du policier est, par définition, un malfauteur ; l'un défend le droit, l'autre l'enfreint. En l'absence d'un droit international universel et d'une autorité mondiale susceptible de le faire respecter (encore qu'il faille se poser la

question de savoir si un hypothétique gouvernement mondial ne serait pas nécessairement totalitaire), une telle catégorisation est pour le moins schématique et porteuse des effets pervers identifiés précédemment : comment le « policier » pourrait-il ne pas être considéré par le réputé « malfaiteur » comme porteur du seul droit du plus fort ? Et voilà la porte ouverte aux humiliations délétères...

Enfin, la dernière tendance n'est pas la moins pernicieuse.

Que certaines fonctions logistiques ou administratives assurées par les armées soient sous-traitées dès lors qu'elles seront aussi bien exercées, sinon mieux, à moindre coût, par des organismes privés, n'a rien là de scandaleux. Cela paraît de bon sens et s'appelle « externalisation ».

Pourtant, lorsqu'on voit fleurir sur le marché diverses « sociétés » qui vont bien au-delà, empiétant largement sur de véritables fonctions opérationnelles, celles qui sont, précisément, spécifiques du métier de soldat et de son pouvoir extravagant de vie et de mort, il faut s'interroger : avec ces lansquenets modernes, sommes-nous dans un progrès de civilisation ?

Si la dimension éthique est indissociable du métier de soldat, soyons clairs, nous sommes dans une évolution aberrante et perverse. En effet, si l'on ne peut douter que l'entreprise privée soit animée, elle aussi, d'une éthique, il n'en reste pas moins que sa logique centrale est économique. L'usage de la force, avec tout ce qu'il comporte au regard de nos valeurs de civilisation, peut-il être soumis, in fine, principalement à des critères économiques ? Quelle peut être la légitimité d'un mercenariat, fût-il paré des atours de la modernité ?

Poser la question, c'est y répondre : cette évolution, elle aussi, est « insensée ».

L'inventaire de ces « contresens » ne s'est pas voulu exhaustif, mais significatif ; il n'est pas hypothétique, mais à l'œuvre aujourd'hui. C'est dire l'ampleur de notre responsabilité, pour peu que nous pensions que le « sens » de l'action militaire, dont nous sommes héritiers et porteurs, est l'expression de valeurs de civilisation intransgressibles.

■ Pour conclure...

Sens de l'action militaire d'un côté, contresens de l'autre, nous sommes là, ne nous y trompons pas, dans des choix de civilisation. Rien d'étonnant à cela : la condition du soldat, exposé aux situations d'exception, à cette heure de vérité brute où la vie même est en jeu face à la violence déchaînée, n'est-elle pas une expression limite de la condition humaine elle-même ?

L'action militaire traduit ainsi nos choix de civilisation. Elle n'a de sens qu'en cohérence avec ceux-ci. Ils peuvent s'exprimer, pour le problème qui nous occupe, eux aussi, en cinq propositions :

« Pour que la vie ait un sens, s'imposent à nous l'universalité de l'homme, la singularité de l'être et de la personne, le prix que nous devons attacher à sa vie, à son intégrité et à sa dignité.

« Il y a une énigme de l'univers, complexe, irréductible à nos schémas de pensée, dont la moindre n'est pas, au cœur de l'homme et de nos sociétés, la permanence de la violence, qui est précisément déni radical d'intégrité ou de dignité pour l'homme.

« Face à cette énigme, il n'est de posture qui vaille a priori qu'une immense humilité, au minimum de grandes précautions. En matière scientifique et technologique, nous avons commencé à en prendre conscience, à la mesure des effets pervers de nos prouesses en ces domaines : c'est l'exigence écologique. Il reste à en prendre conscience en matière politique, notamment dans les relations internationales et l'exercice de la puissance.

« Cette humilité serait vaine si elle ne s'accompagnait pas d'une résolution sans faille : celle d'œuvrer pour un monde meilleur, mais sachant que cette résolution trouve son exact contraire dans l'ambition de réaliser le « meilleur des mondes ».

« Dans ce cadre, face à la violence, la force est une vertu, celle des temps difficiles. Mais sachant toutefois, depuis Saint Augustin – il y aura donc bientôt quinze siècles – qu'« il y a pire que le vice, c'est l'orgueil de la vertu ». ■

JEAN-LUC COTARD

REGARDS ET ANECDOTES

*« [Chaque homme] porte en lui un monde composé de tout ce qu'il a vu, souffert et aimé, où il rentre sans cesse »,
Chateaubriand.*

« VOUS AVEZ DE LA CHANCE ! VOUS AU MOINS, VOUS SAVEZ COMMENT VOUS RÉAGISSEZ DANS UNE SITUATION DE COMBAT. » C'EST AINSI QU'UN COLONEL M'APOSTROPHAIT À L'AUTOMNE 1993, APRÈS QUE JE ME SUIS PRÉSENTÉ À LUI, À MON RETOUR DE BOSNIE.

Chance de savoir comment on réagit au combat...

Je suis, onze ans après, encore dubitatif sur « cette chance ». Ce doute est un des moteurs de ces quelques lignes qui ne visent pas à créer un mythe, écrire une hagiographie, mais à extraire quelques idées de quelques expériences vécues plus ou moins directement, à donner une perception de ce que les militaires peuvent ressentir en opérations. On oublie à mon sens beaucoup trop de parler des hommes lorsqu'on parle du phénomène guerrier. C'était d'ailleurs un des grands intérêts des romans de Dorgelès, Genevois, Barbusse ou les mémoires de Pézard¹⁵... que de montrer la vie des combattants dans les tranchées de 1914-1918.

Dans une revue qui se propose de faire écrire des militaires, d'apporter des témoignages pour donner une base à une réflexion extérieure à l'armée de Terre, je pense important de montrer le chemin en bon sapeur que j'ai été, que je suis resté, de présenter quelques aspects de mon expérience opérationnelle. Il ne s'agit donc en aucun cas d'un article à caractère sociologique de type universitaire, mais plutôt d'un témoignage dont la mémoire de l'auteur et l'unicité de la source, fixent d'emblée les limites, même si un carnet de marche, des rapports et des articles écrits peu après les événements, permettent d'en cantonner les dérives. Sans jouer le donneur de leçon ou l'ancien combattant aigri, sans vouloir se comparer aux « écrivains combattants », pour reprendre le nom d'une association, il me semble donc important, dans un numéro qui pose la question du sens de l'action militaire aujourd'hui,

de parler du soldat. Quel sens ce dernier donne-t-il, ne serait-ce que de façon implicite, à son action ?

Les faits évoqués se déroulent au début d'une période qui semble oubliée par l'armée française et par les Français en général telle-ment elle est, à mon avis, peu évoquée et peu analysée¹⁶ notamment à l'échelle du combattant. Ces quelques années commencent pour moi avec l'atterrissage, en juin 1992, du Président Mitterrand à Sarajevo et s'achève par l'assaut du pont de Verbanja en juin 1995 : période d'impuissance évidente au niveau politique, période d'impuissance encore plus flagrante au niveau militaire, période de honte pour certains, période éminemment fondatrice de l'armée professionnelle. Il s'agit de la mise en place de la Force de Protection des Nations Unies (FORPRONU), plus particulièrement d'épisodes de la vie d'un bataillon du génie créé pour être envoyé en Bosnie¹⁷, celui au sein duquel, capitaine âgé de 30 ans, j'ai vécu du 16 novembre 1992 au 30 juin 1993. Bref, même si je n'ai pas eu l'honneur difficile de le commander, c'était MON bataillon.

Je vous propose ainsi une série de portraits et de mises en situation qui permettront par touches successives de dégager quelques enseignements, de faire apparaître quelques caractéristiques du soldat français tel que je le connais, tel que je l'aime. Celui qui donne ses tripes aux sens spirituel et physique du terme. Celui qui malgré les difficultés, les déboires, les espoirs déçus du métier des armes, fait qu'on s'attache jour après jour à servir sous l'uniforme. Il s'agit de faire sentir, non pas l'odeur de la mort, mais la naïveté attachante, le sens de l'adaptation, le poids et la variété des responsabilités.

■ Ambiguïtés autour de la création du bataillon du génie en Bosnie-Herzégovine (B.G.B.H.)

Le B.G.B.H. a été formé à Mourmelon le 16 novembre 1992. C'est une petite unité hétérogène du génie français qui est envoyé en Bosnie-Herzégovine au début du mois de décembre. Le bataillon (1^{er} mandat) était composé de 21 officiers, 92 sous-offi-

ciers et 208 militaires du rang dont 170 appelés volontaires pour les actions extérieures (A.V.A.E.) issus de 27 régiments différents. La plupart de ces jeunes gens, sensibilisés par les médias, se sont portés volontaires pour participer à une action humanitaire. Ils servaient 133 véhicules et engins.

Le B.G.B.H. a débarqué à Split le 9 décembre. Il s'installe le 26 décembre, après de nombreuses difficultés pour trouver son point de stationnement, à Kakanj, petite ville minière à 40 kilomètres au Nord-Ouest de Sarajevo. Pendant plus de six mois, il restera à l'ombre des cheminées de l'une des usines électriques les plus importantes de Bosnie centrale.

La mise sur pied de ce bataillon correspondait à une partie de la participation française à la constitution d'une force requise et acceptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans ses résolutions 770 et 776. Ces dernières prévoyaient « d'aider le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (U.N.H.C.R.), à acheminer et à distribuer l'aide humanitaire en fournissant en particulier une protection, à la demande de l'U.N.H.C.R., sur les lieux et pendant la période jugés nécessaires¹⁸ » par l'organisation.

Le B.G.B.H. devait à l'origine « être en mesure de maintenir deux itinéraires en période hivernale », c'est à dire de dégager les itinéraires afin de permettre d'acheminer sans difficulté l'aide humanitaire transportée par les convois. Le climat continental du pays et son relief accidenté pouvaient laisser prévoir de grosses difficultés avec l'enneigement. En période de conflit, les routes pouvaient être barrées par toutes sortes d'obstacles allant des mines aux ponts détruits, en passant par les arbres en travers de la chaussée. Mais avant de partir, un général, venu de Metz, viendra expliquer au chef de corps, son adjoint (moi-même) et les deux commandants d'unités, que l'essentiel est d'être présent sur le territoire bosniaque et surtout, « selon les vœux du ministre » (*sic*), « de revenir sans morts ».

Dès le départ, il est ainsi possible de sentir la distorsion entre les termes d'une mission exprimée de façon classique, et la volonté politique explicitée de façon orale et donc officieuse. Pourquoi partir si on doit avoir en permanence à l'esprit qu'on ne doit pas

remplir sa mission coûte que coûte au prix du sacrifice suprême ? À quoi sert d'y envoyer des soldats ? Nous étions franchement perplexes.

Ce cadre général étant décrit, il est maintenant possible de présenter quelques acteurs, sapeurs, sous-officiers ou officiers.

▣ « Le syndrome de Kouchner »

D'allure frêle, de petites lunettes épaisses sans recherche stylistique pour combattre un début de myopie, le sapeur M... a vécu dans la banlieue du Havre. Il fait partie des privilégiés qui oeuvrent à la cuisine et servent à la salle à manger du commandant, chef de corps du bataillon quand celui-ci reçoit des autorités. Il met la table, part régulièrement à Sarajevo avec l'adjudant-chef officier d'ordinaire, pour chercher les vivres du bataillon qui arrivent plus ou moins régulièrement à l'aéroport. Il monte lui aussi des gardes à l'entrée principale de l'enceinte de l'usine dans laquelle le bataillon s'est implanté. Il s'en plaint discrètement, mais sans excès. Il est serviable, souriant mais possède une fâcheuse propension à commettre des maladresses, à oublier ce qu'il faut faire, ou de ne pas comprendre malgré de nombreuses répétitions, le déroulement de tâches élémentaires. Il est gentil ce garçon, mais il énerve. Régulièrement, il parle de la Somalie, de l'aide aux démunis auxquels il s'identifie en partie en raison de ses origines nord-africaines. Il confie volontiers s'être porté volontaire pour la mission, parce qu'il a vu Bernard Kouchner, « le ministre » selon son expression, porter des sacs de riz. Alors, il ne comprend pas vraiment pourquoi il ne porte pas lui aussi des sacs de farine, ou de riz. Après tout, c'est ça l'humanitaire, « c'est pour ça qu'on est venu » ! Alors au bout de six mois, il cherche toujours à se rendre utile, mais autrement qu'en montant la garde, les pieds gelés pendant une heure, parfois moins, en hiver quand la nuit descend à -25°C, en étouffant sous le gilet pare-éclats sous le soleil continental de la Bosnie estivale.

Un matin de juin, juste après les combats entre les Croates et les Musulmans, à moins de 100 mètres du bataillon, il disparaît.

On le cherche. La police militaire musulmane arrive au poste pour nous avertir d'un fait anormal : deux Français, sur la place du marché, où l'on ne manque pas de l'essentiel, du haut d'un camion militaire, distribuent aux enfants les restes de rations qu'ils ont récoltés auprès de leurs camarades. Notre sapeur était l'initiateur du projet. En rentrant, après s'être fait vertement réprimandé par son adjudant-chef, il avouait être satisfait d'avoir pu enfin faire ce pour quoi il était venu...

Action dérisoire, direz-vous. Peut-être, touchante certainement. Elle est au moins significative de l'effet que les images peuvent produire sur des esprits fragiles, d'autant plus fragiles qu'ils se sentent exclus à tort ou à raison, et qu'ils sont fatigués par sept mois loin du domicile familial. Tous nos volontaires ont plus ou moins été frappés par ce syndrome du sac de riz, parce que j'appelle le « syndrome de Kouchner » : je suis utile parce que je distribue directement des vivres.

Nous avons beau expliquer, devant le bataillon réuni, à table, en petit comité, autour d'un café sur les pistes que nos sapeurs élargissaient ou réparaient, que le caractère humanitaire de la mission du bataillon ne se résumait pas à une mission de distribution de vivres, que l'entretien, la construction des ponts et des routes, étaient prioritaire, il y avait toujours chez la plupart cet espoir de faire comme le docteur ministre, et peut-être, plus secrètement, de passer à la télévision pour prouver ce qu'on avait fait. Pour M..., la mission de sept mois en Bosnie avait enfin du sens...

▣ Confiance

Le caporal N... est un solide Réunionnais. Il est l'un de mes meilleurs conducteurs d'engin. Il s'est porté volontaire, contre l'avis de sa mère, pour suivre son chef de section. Il s'est même, pour des raisons administratives, engagé pour pouvoir partir. Je ne sais pas s'il s'est vraiment posé la question du pourquoi. Son chef partait, il l'aimait bien. Il était normal qu'il partît avec lui. Cette « armoire à glace » était un sentimental qui ne craignait pas de s'effondrer dans mes bras avec des larmes de joie et de tristesse.

se mêlées, pour me souhaiter la bonne année.

En Bosnie, il est conducteur dans la cellule d'épuration des eaux. Aujourd'hui, il monte la garde à l'entrée. Nous sommes en juin, la tension entre les Croates et les Musulmans est palpable. L'alerte retentit. Le bataillon devient une ruche. Chacun court aux abris. Lui reste imperturbable. « Tu n'as pas peur N... ? » « Non, vous êtes là, et de toute façon le chef viendra me chercher pour dire ce que je dois faire... »

N... se laissait prendre par la main et suivait son chef tout simplement. Cette confiance est la base de tout. Elle responsabilise le chef. Rompre cette confiance, c'est rompre un engagement moral, c'est obérer l'avenir et laisser émettre des doutes dans les actions futures qui elles-même demanderont peut-être encore plus d'agir en symbiose, parce qu'on aura plus le temps de discuter, parce qu'il faudra agir, agir dans l'urgence et que la vie des uns dépendra de la réaction des autres. Cette confiance envers le supérieur impose à ce dernier de savoir vers quoi il entraîne ses hommes. Cette confiance repose sur des règles simples qui deviennent intangibles et dont le changement rompt un équilibre dynamisant. Malheur au chef qui trahit la confiance de ses subordonnés, il construit sur du sable.

■ Fermeté et aptitude au combat

Le sergent P... est fantassin, chef d'un groupe de combat d'une dizaine d'hommes. Il est arrivé sur le territoire au sein d'une section envoyée en renfort environ un mois et demi après l'arrivée du bataillon. Initialement, cette section devait monter la garde et uniquement monter la garde. Pour éviter la monotonie du travail, il a été décidé de l'utiliser aussi pour escorter les convois du bataillon. Ainsi, le sergent part-il à la tête du convoi hebdomadaire qui va chercher les pièces de rechange nécessaires aux réparations des véhicules fortement sollicités en opérations. Il est en tête de colonne. Il arrive à Sierra 2, premier check point serbe, qui contrôle l'entrée du secteur de Sarajevo. Le chef de ce check point sort, déploie sa petite troupe, armes pointées sur le convoi.

Visiblement rien ne doit pas passer. Pourquoi ? Pour marquer la puissance du chef local ? Pour empêcher les casques bleus de voir des mouvements de troupes en contrebas ? Pour effectuer un racket ? Nul ne le sait.

Le sergent n'a pas le temps de se poser ce type de question. Il fait débarquer son groupe de combat. Court auprès de chacun de ses hommes et lui désigne clairement un objectif. Le lance-roquette antichar : la maison qui sert de poste de garde au check point ; les grenadiers voltigeurs : un Serbe ; le tireur d'élite : le chef de poste. Le sergent remonte dans son véhicule de l'avant blindé (VAB), pointe sa mitrailleuse sur le même homme et fait traduire par son adjoint, sergent lui aussi, d'origine slovène. « Tu laisses le convoi passer. Si tu tires, je tire et tu perds tout. » Les armes serbes se baissent, le chef de poste donne des ordres, le passage est libre.

Tout soldat, même engagé dans une opération de ce type, doit pouvoir faire usage de son arme. Par pouvoir, j'entends montrer non seulement que l'on sait se servir efficacement de son arme, mais aussi que l'on a le droit de l'utiliser. Ponctuellement, pour accomplir sa mission, il faut savoir établir un rapport de forces favorables qui permet au minimum d'être militairement crédible. En rentrant au bataillon le soir même, le sergent rend compte et explique que pour lui, sa mission était de faire passer le convoi sous sa responsabilité et qu'il n'avait pas à se laisser marcher sur les pieds. C'était pour lui une question d'honneur.

Mais si les Serbes avaient tiré, il y aurait eu vraisemblablement des morts, au minimum des blessés. Quid alors de la mission officieuse donnée par le général de Metz ? Le convoi du bataillon était passé, mais au prix de quels risques ? Quelle est la mission prioritaire entre l'officielle et l'officieuse ? P... a agi en soldat de façon simple et claire, et je pense qu'il a eu raison. J'en suis même sûr puisque nous nous sommes très vite aperçu que les convois qu'il escortait dans ce secteur n'avaient jamais de problèmes. En revanche, je ne suis absolument pas certain qu'il ait eu conscience de la problématique. Nous percevons ainsi la difficulté de la traduction dans les faits de la politique de gesticulation de l'époque. Le soldat a besoin d'un cadre simple et concret pour agir facile-

ment. P... avait agit quasiment par réflexe. À mon sens, à vouloir éviter à tout prix les morts, on perd tout.

Regard et cohérence

Mi-juin, alors que le bataillon songe au retour après six mois sur le théâtre, les Musulmans décident d'en découdre avec la brigade croate locale qui pourrait menacer l'axe logistique Visoko-Zenica. Les miliciens sont à leurs postes de combat, dans les tranchées. La tension est extrême et la situation menace de dégénérer. Pour ramener le calme, le bataillon envoie des patrouilles.

Le lieutenant P..., parti avec deux VAB en patrouille sur les collines qui dominent l'usine, est arrêté par un soldat croate. Celui-ci lui demande des cigarettes dont la pénurie se fait sentir depuis quinze jours. Le Croate est alors blessé aux chevilles par un tireur musulman pour lequel l'occasion était visiblement trop belle. Le lieutenant met sa mitrailleuse en direction des tirs, fait charger le blessé dans son VAB et l'évacue sur Haljinici, petite bourgade croate où il sait pouvoir trouver un poste de secours. Il revient sur les lieux et fonce directement sur la position d'où sont partis ces tirs qui ont laissé des traces sur son blindage. Protégé par la mitrailleuse de son deuxième véhicule laissé en arrière, il débarque avec son interprète, et va passer, dans la langue du pays, un « savon » aux miliciens musulmans présents parce qu'ils avaient tiré sur des véhicules de l'O.N.U. Ceux-ci, piteux et surpris, lui présentent leurs excuses...

Inconscience ou fermeté ? Dix ans après le lieutenant devenu commandant, explique qu'il ne pouvait pas tirer au hasard mais qu'il ne pouvait pas non plus rester sans rien faire sous peine de décrédibiliser non seulement le drapeau de l'O.N.U., mais surtout son statut d'officier français : on ne cède pas comme ça. Vient très rapidement une remarque complémentaire : « J'aurais eu l'air de quoi vis à vis de mes hommes ? »

Plus précisément qu'une question d'honneur, il s'agit d'un problème de regard sur soi-même, de l'image que les autres, adversaires ou subordonnés, peuvent avoir sur soi. Nous pouvons alors

percevoir l'importance de ce regard mais peut-être surtout celle de l'instant d'après. Après l'action, pourrai-je toujours agir en cohérence avec moi-même ? Si je faiblis ne suis-je pas en contradiction avec tout ce que j'ai exigé de mes hommes ? Si je faiblis, pourrai-je encore les commander ? Pour avoir plusieurs fois dans cette période senti le regard de mes subordonnés, interrogateur et simplement confiant (« Dites mon capitaine, on se charge du reste »), je comprends P.... Je crois que c'est là que naît concrètement l'esprit de corps.

Analyser vite, décider

La situation se détériore malgré tout.

À la lueur du jour naissant, des patrouilles de véhicules blindés partent dans la vallée pour connaître l'ambiance et rassurer. Dans l'après-midi, les premiers tirs de mortier partent des hauteurs croates. En même temps, nous apprenons que des Croates paniqués affluent vers le bataillon et traversent la rivière Bosna. Un tireur embusqué les prend à parti du haut de la montagne. Nous les protégeons de nos VAB et leur ouvrons avec l'aide du directeur de l'usine des locaux en dur pour les abriter des tirs. Des mitrailleuses tournées dans sa direction, des tireurs d'élite postés bien en vue dissuadent le tireur. Un tir de roquette endommage le tapis qui amène par-dessus la Bosna le charbon nécessaire au fonctionnement de la centrale électrique au pieds de laquelle nous logeons depuis bientôt six mois.

Le responsable politique croate m'appelle au téléphone, affolé. Il me demande de faire cesser l'agression du peuple croate par les Musulmans de Kakanj et Visoko. Si le bataillon n'intervient pas, s'il ne s'interpose pas, il menace de tirer sur l'usine... Le visage de Ziada, l'interprète, est livide. Elle est arrivée la veille de Sarajevo pour renforcer nos deux autres interprètes. Ses doigts se crispent sur le fil du téléphone. Dans ces cas-là, on respire un bon coup, on s'assoit. Calmement on parle et on répond tout de suite. Pas le temps d'aller courir après le commandant. D'ailleurs où est-il en ce moment avec ces réfugiés, les ordres à donner, les

contrôles de sécurité à faire effectuer ? Je ne pense pas que le responsable croate ait réellement les moyens de sa politique. Mais sait-on jamais ? Je lui fais répondre qu'il est libre de faire ce qu'il veut dans son pays, y compris de le détruire. Mais j'attirais son attention sur le fait qu'en tirant sur l'usine, il risquait de blesser des casques bleus, ce qui indéniablement ne pourrait avoir que de mauvaises répercussions sur l'image de marque de la milice croate (piètre argument, mais il faut faire feu de tout bois). De plus je lui apprenais que la mise à exécution de sa menace risquait de blesser les Croates que le bataillon était en train d'accueillir. Je me faisais fort de faire savoir à la presse internationale que les responsables croates qui étaient supposés défendre les civils de leur communauté ne faisaient que les tuer sous l'empire de la panique. Je me souviendrai toujours du regard de Ziada que je connaissais à peine. En traduisant, elle reprenait des couleurs. Son regard me montrait que j'avais eu la bonne réaction, la traduction des paroles du Croate me faisait comprendre que j'avais touché juste...

Connaissance de l'environnement, recul dans l'action, travail sans filet. Où est la mission initiale ? L'ouverture d'itinéraire est perdue de vue. J'ai peut-être risqué la vie des sapeurs. Je n'avais pas le choix, sous peine d'être pris par l'engrenage et d'obliger le chef de corps à prendre partie dans le conflit.

Esprit et lettre de la mission

Les jours qui suivent se passent en escarmouches, en réunions avortées, en afflux de réfugiés, en tentatives d'échange de prisonniers, en patrouilles. Dans la nuit du 10 au 11 juin, nous recevons un message du général Morillon nous donnant l'ordre d'accueillir les personnes qui fuient les combats. Pour nous, il ne s'agit pas d'une décision qui suit une mise devant le fait accompli, c'est plutôt le signe que notre chef est là et nous protège vis à vis de ses propres supérieurs à lui. Ce sont des choses qu'on attend toujours d'un chef, mais il arrive parfois que ce ne soit pas toujours réalisé. Cette nuit-là, l'état-major du B.G.B.H. s'est senti un peu

moins seul. On se souvient toujours du courage de son chef dans ces moments-là, de la confiance qu'il nous accorde. Le dernier jour de notre présence sur le territoire, il vient nous dire au revoir avec chaleur. J'assiste alors à une algarade entre lui et la représentante de l'U.N.H.C.R.

Entre temps le bataillon a accueilli presque 800 Croates, non pas dans ses locaux mais dans ceux de l'usine qu'il n'occupe pas. Femmes, hommes désarmés, enfants et nourrissons viennent des villages que nous allions visiter pendant l'hiver. Ils ne sont pas dans l'emprise du bataillon mais sont protégés de facto par la proximité du bataillon. Ils n'ont que leurs vêtements pour la plupart et quelques affaires de toilette pour les plus prévoyants. Le bataillon fait appel à ses relations au sein des organisations humanitaires. L'U.N.H.C.R., la Croix-Rouge, Solidarité, Pharmaciens sans frontières et Médecins du monde viennent nous aider.

Pour le B.G.B.H. qui prend la relève, il reste à gérer ses protégés qui n'étaient pas tout à fait des réfugiés ni tout à fait des sans-abris. Cela n'était pas prévu dans la mission au départ. Les Anglais, les Canadiens et parfois les instances new-yorkaises n'ont pas toujours compris pourquoi nous avons accepté cette charge qui pouvait faire boule de neige. Pourquoi avoir accueilli autant de Croates ? N'y avait-il pas risque d'accusation de partialité ? Mais pouvions nous laisser ces gens sous les tirs des snipers ? Devions-nous les repousser au risque de faire perdre toute crédibilité à notre action ? Devions-nous leur tirer dessus pour éviter d'être submergés ? Je n'aurai pas voulu être de ceux qu'on aurait pu accuser de manque d'humanité alors que ma mission était certes d'ouvrir la route, mais peut-être et surtout de venir aider des gens qui en avaient besoin. Là-bas, l'esprit ne pouvait pas toujours correspondre à la lettre. Mais jusqu'où a-t-on le droit d'aller dans ce type de conditions ? Nous avons — je dis bien nous parce que j'ai conforté mon chef dans ce sens et que je suis solidaire de ses décisions — eu raison. Nous avons improvisé face à l'événement. Mais nous n'avons pu le faire que parce que nous avons séparément réfléchi sur le sens de notre engagement militaire, parce que nous avons réagi aux paroles du général de Metz, parce que le général Morillon nous avait, lors d'une visite, conforté dans ce sens.

Quelques anecdotes, un essai d'analyse. J'ai donné plutôt à sentir. Encore une fois j'ai cédé à la tentation de parler de « mon B.G.B.H. » qui est rentré « sans morts ». Encore une fois, même si j'ai essayé de prendre du recul, j'ai parlé de mes camarades, de mes subordonnés, ces sapeurs en casque bleu, coincés « entre l'écorce et le bois », si souvent oubliés, parfois plaints, souvent critiqués pour ne pas dire dénigrés alors que les mêmes sont revenus, quelques années plus tard, auréolés de la force de l'OTAN. Ces dernières lignes traduisent peut-être elles-mêmes le sentimentalisme de leur auteur, mais surtout la volonté farouche de montrer que ces gars-là ont bien travaillé et surtout rempli leur mission au-delà de ce qui était faisable. Que chez eux on retrouve les caractéristiques de leurs aînés, mais aussi celles de leurs successeurs professionnels. Eux, comme leurs camarades des autres bataillons français de la FORPRONU, en Bosnie ou en Croatie, ne méritent pas, j'en suis sûr, le mépris de l'oubli.

À différents niveaux et selon la situation, l'exemple du B.G.B.H. montre bien que le sens de l'action militaire pour le militaire lui-même est bien difficile à déterminer sur le moment. Que ce soit au niveau intra personnel, ou niveau de l'unité, la difficulté est de ne pas déborder de la mission. Il est facile de critiquer après. Mais si les unités sont placées dans des situations délicates, c'est peut-être aussi parce que le système de décision ne permet pas au décideur de réfléchir assez avant. Les anecdotes décrites montrent bien les conséquences de ne pas avoir d'adversaire clairement défini. Le soldat qui a les deux pieds dans la boue, et pendant longtemps, est un être de chair et de sang. Il voit la souffrance et ne peut y être insensible. Il n'est pas possible de se contenter de lui donner des missions vagues, tout en ne lui donnant pas les moyens matériels de la politique que l'on veut suivre. Nous débouchons alors sur l'importance du travail de confiance entre les plus hauts niveaux de la hiérarchie militaire et le pouvoir politique.

Sous peine de dérive, la confiance, une fois de plus, la cohérence de l'action générale, des actions inter-personnelles, des actions personnelles, doivent donc être recherchées. Ce sont des conditions. Mais se pose alors la question du « pour quoi ». Tous les soldats ne peuvent répondre facilement à cette question. Les quelques

exemples que j'ai décrits, montrent que l'analyse peut s'opérer à différents niveaux. Mais une chose est certaine : les chefs, s'ils ne peuvent y donner une solution claire, doivent réfléchir. Les actions réflexes du sergent P... ou du lieutenant P... sont le fruit d'une formation. Cette formation des cadres, et plus particulièrement celle des officiers, doit reposer sur des interrogations de nature philosophique, pour savoir le moment venu jusqu'où aller, pour savoir s'adapter aux situations complexes de l'engagement terrestre. Mais il ne faut pas non plus oublier, le retour et la réflexion postérieure à l'action que certains, dans nos armées mais aussi à l'extérieur, limitent trop aux seuls problèmes techniques. Inciter le soldat à réfléchir, c'est le valoriser, c'est améliorer l'outil militaire, c'est crédibiliser la main qui le tient. La réflexion ne peut être solitaire, d'où l'importance, à mon sens de cette revue-ci.

Presque dix ans après la crise des otages, nous n'avons pas en France l'équivalent du film « Warriors » qui relate l'engagement du bataillon britannique de Vitez en 1993. Il ne s'agit pas de glorifier, mais de montrer que derrière toute appréciation macro stratégique, il y a des hommes qui œuvrent dans des conditions difficiles. Moi qui, en rentrant, ai eu beaucoup de mal à me réadapter à la vie quotidienne tant civile que militaire, je n'ai pourtant pas connu la montée au combat. La kalachnikov sur le ventre, oui, le doigt qui se crispe sur la détente du lance-roquette pointé sur mon VAB aussi, l'euphorie après l'action dangereuse oui, mais la peur avant l'assaut, non. Alors j'imagine mes anciens sortant des tranchées, ou ceux qui ont repris le pont de Verbanja en 1995... Pour faire ce métier, alors que la société est réputée chercher le confort, le moindre effort, il m'arrive de penser qu'il faut être un brin inconscient... ou complètement fou. Alors je ne sais pas si c'est une chance de savoir comment on se comporte en situation de combat. Je sais simplement que demain, comme hier, j'aurai peur avant l'action et que la seule façon de sortir de cette peur sera de m'occuper de mes subordonnés, de me concentrer sur l'action à venir et surtout d'agir, d'agir dans l'esprit de la mission, avec la culture de mon pays.

La réflexion, c'est pour après, c'était avant, c'est pour aujourd'hui. ■

FRANÇOIS SCHEER

L'ACTION MILITAIRE ENTRE GUERRE ET PAIX

DEMANDER AU DIPLOMATE SON SENTIMENT SUR LE SENS DE L'ACTION MILITAIRE PEUT AU PREMIER ABORD SURPRENDRE : LE CŒUR DU MÉTIER DIPLOMATIQUE N'EST-IL PAS LA NÉGOCIATION, C'EST-À-DIRE L'ACTE PAR LEQUEL, DANS LES SITUATIONS DE CRISES INTERNATIONALES, LE DIPLOMATE S'ATTACHE À CONJURER LE SPECTRE DE LA GUERRE, QUI POUR LE GRAND PUBLIC EST AU CŒUR DU MÉTIER MILITAIRE ? ET LE DÉCLENCHEMENT D'UN CONFLIT NE SIGNE-T-IL PAS L'ÉCHEC DU DIPLOMATE ?

L'actualité, autant que l'histoire, apporte à la question une tout autre réponse. Sans aller jusqu'à parler de complicité, il y a toujours eu et il y a plus que jamais entre les deux métiers une obligation de solidarité active. Je puis donc poursuivre mon propos sans craindre de (d) étonner.

Mais levons d'abord les ambiguïtés. Que puis-je entendre par « action militaire » ? Je m'en tiendrai à l'acception la plus simple : toute action menée par les forces armées d'un pays ou d'un groupe de pays. Ce ne serait là qu'une lapalissade si cette définition n'excluait pas, selon mon interprétation, les actions qui seraient le fait d'individus ou de bandes armées ne relevant d'aucune autorité publique, ainsi que toute intrusion du militaire dans la vie politique d'une nation : le pronunciamiento, toujours en honneur sur les cinq continents, n'appartient pas à la tradition de l'armée française, mais ni le 18 Brumaire an VIII, ni le 13 mai 1958 et à plus forte raison les événements dont Alger fut le théâtre en 1961, ne peuvent être pour autant couverts par le concept d'action militaire.

Mais laissons là ces banalités et interrogeons-nous sur le sens de l'expression « avoir du sens ». Je laisse aux linguistes, grammairiens, philosophes et autres compagnies savantes le soin de

traiter le sujet au fond. Là encore, j'irai au plus simple. Je ne reviens pas sur la « définition » de l'action militaire. Je ne m'ap- pesantirai pas non plus sur le caractère « sensé » ou « insensé » d'une action militaire. M'intéressent en revanche le « pourquoi » d'une telle action, son « objet », son « utilité », sa « finalité ». En quoi l'action des forces armées demeure-t-elle aujourd'hui un instrument essentiel de la politique extérieure des nations ? Quel rôle jouent-elles sur la scène internationale et à quelles fins ?

Pour le diplomate, il ne fait aucun doute que politique exté- rieure et défense sont plus que jamais comme les deux doigts de la main, et que si le concept de défense nationale déborde aujour- d'hui très largement le domaine proprement militaire, les forces armées en restent la pièce maîtresse.

Ceci posé, prenons le cas de la France. Au cœur d'une Europe qui, après des siècles de luttes intestines, a fait de la paix le ciment de son unité, elle possède encore l'une des premières armées du monde et appartient au club très fermé des cinq puissances nucléaires officiellement reconnues. Est-ce un anachronisme ? Comme cela lui fut jadis parfois reproché, la France serait-elle une fois encore en retard d'une guerre ?

Un coup d'œil sur la carte du monde apporte instantanément un début de réponse. Jamais les foyers de conflits n'ont paru aus- si nombreux à la surface du globe. Tensions annonciatrices d'orages, conflits larvés, guerres secrètes, guerres déclarées, guerres civiles abondent, comme si la fin de la guerre froide avait bruta- lement libéré des énergies et des violences longtemps contenues.

Mais ce monde violent n'explique pas tout. Pourquoi la France maintiendrait-elle un important appareil militaire en état de marche quand aucun conflit présent ou prévisible ne menace directement son territoire, ni celui de ses voisins et alliés ? L'humanité n'a jamais cessé depuis l'origine de retentir du bruit des armes. Mais il aura fallu attendre le XX^e siècle pour que deux

guerres jetant une fois encore les unes contre les autres les nations européennes mettent le feu à la planète. Et la guerre froide n'au- ra pas davantage épargné les cinq continents.

Sans doute, chauds ou froids, ces affrontements planétaires paraissent-ils aujourd'hui révolus. Mais le village planétaire est toujours là. Aucune tension, aucune crise, si localisée soit-elle, ne peut y passer inaperçue. Et quand bien même aucune d'entre elles ne ferait peser sur le monde la menace d'un embrasement général, la vitesse de propagation de l'information et les tensions qu'elle peut faire naître en d'autres points du globe font qu'aucun gouvernement ne peut en la circonstance feindre l'ignorance ou l'indifférence, comme si cela ne le concernait pas ; et nombreux sont les pays qui, dans ce contexte, ne peuvent s'offrir le luxe de baisser la garde.

Mais pour faire face à quels types de périls ? On retrouve dans l'univers globalisé du XXI^e siècle des facteurs de crises d'un grand classicisme. Ces crises ne touchent plus que très exceptionnel- lement le monde « occidental » (exception notoire : les Balkans). Mais la fin des empires coloniaux et la prolifération étatique qui en est résultée ont multiplié, particulièrement depuis la fin de la guerre froide, les occasions de conflits en Afrique, en Amérique latine, au Proche et Moyen Orient, en Asie. Luttés pour le pouvoir et guerres civiles qui restent rarement confinées au territoire national, soit que les camps en présence recher- chent le concours des pays limitrophes, soit que ceux-ci soient eux-mêmes impliqués dans le déclenchement du conflit inter- ne. L'actualité en offre malheureusement maints exemples. Conflits bilatéraux ou régionaux, aux multiples origines : remises en cause des frontières héritées de la colonisation, rivalités eth- niques remontant à la nuit des temps, guerres de religions, pres- sions démographiques, mainmise sur les ressources naturelles d'un voisin, expansionnisme de régimes dictatoriaux, etc. Un point commun entre ces affrontements géographiquement loca- lisés : les victimes civiles y sont généralement plus nombreuses que les pertes militaires.

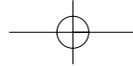
La multiplication de ces conflits locaux n'est préoccupante, vue de Sirius, que dans l'hypothèse où les puissances de demain trouveraient dans ces espaces de grande instabilité l'occasion d'y mesurer leurs forces, comme ce fut la permanente tentation des deux blocs durant les décennies de la guerre froide. Mais nous n'y sommes pas (encore...). Beaucoup plus immédiate est en revanche la menace que fait peser sur le monde globalisé l'internationale du crime organisé, adonnée à tous les trafics, de la drogue aux armes de guerre, souvent liée à des foyers de tensions politiques ou économiques, et dont le dernier avatar, et non des moindres, est le brutal surgissement d'un terrorisme à prétention planétaire, qui mêle aux ingrédients habituels de la grande criminalité des fureurs d'inspiration religieuse. Il n'est pas jusqu'aux armes de destruction massive qui ne deviennent un enjeu de pouvoir et une arme de chantage dans cet univers glauque où se mêlent mafias, intégristes de tout poil et États « voyous ».

Pour revenir à notre interrogation première, en quoi ce rapide survol de l'état du monde justifie-t-il la présence sur le sol français de forces armées prêtes à l'emploi ? Autrement dit, y a-t-il place, dans la boîte de Pandore d'un univers en proie à une mondialisation non maîtrisée, pour une action militaire raisonnée, c'est-à-dire en phase d'une part avec les missions normalement confiées dans nos démocraties à une armée en temps de guerre comme en temps de paix, d'autre part avec ses capacités et moyens en personnels et en armements ?

La réponse est à chercher d'abord du côté des Nations Unies, puisque ce sont elles qui ont reçu en partage, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la mission de préserver et de rétablir si nécessaire la paix dans le monde. Aucun conflit auquel sont parties des membres de l'ONU ne peut en droit échapper à la juridiction de celle-ci, ce qui signifie a fortiori que tout membre des Nations Unies (soit la quasi-totalité des pays de la planète) est par définition partie prenante au règlement de ces conflits et qualifié pour y concourir, surtout s'il dispose d'un siège au Conseil de Sécurité, et plus encore si ce siège est permanent.

Il est vrai que durant les 45 années de confrontation entre les deux blocs, le Conseil de Sécurité, paralysé par le droit de veto de ses membres permanents, a rarement eu l'occasion d'exercer ses talents de faiseur de paix. Les couloirs et les salles de conférences des Nations Unies n'en ont pas moins été tout au long de ce demi-siècle le lieu d'intenses débats et négociations qui, même s'ils ne pouvaient conduire à des décisions s'imposant aux parties à un conflit, ont maintes fois facilité la mise en œuvre de solutions de paix, généralement avec la complicité active de chacun des deux blocs, peu soucieux de voir des conflits secondaires fragiliser l'état de non-guerre imposé par l'« équilibre de la terreur ». La guerre de Corée fut l'exception qui confirma la règle, cette guerre classique conduite par les États-Unis et leurs alliés (dont la France) n'ayant été rendue possible sous l'égide des Nations Unies qu'en raison de la grande supériorité de l'arsenal nucléaire américain au début des années 50 et de la non-participation momentanée de l'URSS aux travaux du Conseil de Sécurité.

Ce bref rappel historique n'avait d'autre objet que de souligner un fait d'importance : dans le système international mis en place à la fin de la seconde guerre mondiale, et réactivé depuis la disparition des blocs, c'est par une intense activité diplomatique que la solution de toute situation conflictuelle dans le monde est en priorité recherchée. Je dirai même plus : ce sont surtout dans les enceintes internationales (institutions du système des Nations Unies, grandes conférences internationales, organisations régionales) que les diplomates ont aujourd'hui l'occasion d'exercer leur métier de négociateurs. Mais négocier et dire le droit, mettre en œuvre toutes les procédures de consultation, de médiation, d'arbitrage dont est riche le droit international suffisent-ils à garantir la paix ? Aucun diplomate n'ignore que depuis que le monde est monde, le rameau d'olivier n'est, en cas de crise grave, qu'un ornement dérisoire si les camps en présence ne perçoivent pas en arrière-plan des arguments plus frappants. « Il est vain d'opposer le droit à la force ; sans la force, le droit est impuissant. ». La sentence n'est pas de Napoléon, mais de Pascal, qui précisait ainsi le vieil adage : « Si vis pacem..... », traduit à



l'époque moderne de façon plus crue par « montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir ».

Or si les Nations Unies disent le droit, elles ne disposent, à l'instar du Pape, d'aucune division. Elles sont donc, pour mener à bien leur œuvre de paix, totalement dépendantes du bon vouloir des pays membres lorsque la mise en œuvre sur le terrain de mesures arrêtées par le Conseil de Sécurité impose le recours à des moyens autres que civils. Et voilà pourquoi toute crise, en quelque point du monde que ce soit, peut requérir le concours militaire des membres de l'ONU, quand bien même ne seraient-ils pas directement concernés par ladite crise.

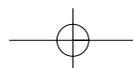
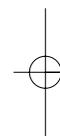
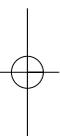
Les membres permanents du Conseil de Sécurité ont particulièrement vocation à ce type d'interventions : la France en est un bon exemple, qui prête régulièrement son concours, militaire autant que civil, aux opérations engagées par les Nations Unies pour installer ou préserver la paix en maints endroits du globe. Les missions confiées aux forces des Nations Unies, auxquelles les forces françaises ont participé, sont dans de rares cas des missions de combat, de type classique (1^{re} guerre du Golfe, Afghanistan, Bosnie). Le plus souvent, il s'agit d'opérations de paix, destinées à prévenir un conflit, à faire respecter un cessez-le-feu, à protéger ou évacuer des ressortissants étrangers, à aider au rétablissement de la concorde et/ou des institutions au sortir d'une guerre civile, à accompagner ou à effectuer des interventions humanitaires. Or il advient que dans certaines circonstances, les forces armées engagées dans ces missions se trouvent confrontées à des situations qui relèvent du maintien de l'ordre, tâche habituellement confiée dans nos démocraties aux services de police.

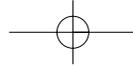
Naguère, dans la plupart des démocraties occidentales, l'emploi des forces armées pour rétablir l'ordre était de règle, lorsque celui-ci était menacé ou troublé par des événements que la police d'alors n'avait pas les moyens de contrôler (émeutes, barricades, révoltes paysannes, grèves insurrectionnelles,...). Ce fut

encore le cas en France dans l'immédiat après-guerre. Pour d'évidentes raisons, l'idée finit par s'imposer que l'armée n'était pas faite pour assumer de telles missions, d'abord parce que le maintien de l'ordre est un métier auquel la formation militaire ne prépare pas, ensuite parce que faire intervenir une armée de conscription contre des compatriotes ne va pas de soi. Il en est résulté un renforcement des moyens dont disposent désormais les forces de l'ordre.

Rien de tel au plan international. Qu'il s'agisse de faire la guerre, de maintenir la paix ou de rétablir l'ordre, l'ONU n'a pas aujourd'hui d'autre ressource que de faire appel aux forces armées des pays membres. Faire la guerre ne fait pas problème : cela reste le cœur du métier militaire. S'interposer entre des combattants, faire respecter un cessez-le-feu, protéger des populations civiles sans défense contre les exactions de bandes armées, appuyer l'action des institutions internationales et des ONG à vocation humanitaire, évacuer des ressortissants étrangers sont à la portée de militaires rompus au métier des armes. Mais dans chacune de ces situations, le risque demeure d'un affrontement avec des émeutiers ou des foules manipulées, contre lesquels une armée classique, aussi entraînée soit-elle aux différentes formes de combat ne saura se défendre qu'avec les armes qui sont les siennes, c'est-à-dire des armes de guerre, totalement inadaptées au maintien de l'ordre. Et c'est ainsi que l'on prend le risque de transformer des soldats de la paix en forces d'occupation et de répression.

Nul besoin d'insister sur l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui l'armée des Etats-Unis en Irak, tant elle illustre jusqu'à la caricature la situation d'une armée accueillie en libératrice par la population locale et qui, incapable de faire autre chose que la guerre, et de la façon la plus brutale en dépit d'un armement particulièrement sophistiqué, est devenue aux yeux du plus grand nombre, en dépit de l'élimination d'un odieux dictateur, une force d'oppression. Situation assurément sans commune mesure avec celle qu'affrontent depuis peu les forces françaises en Côte d'Ivoire : leur grande et longue expérience des opéra-





tions de paix leur avait permis de tenir bon durant des mois face à toutes les provocations du pouvoir local, jusqu'au jour où la tournure des événements les a contraintes à faire usage de leurs armes (de guerre) contre des manifestants en majorité (et sans doute à dessein) désarmés. Le piège s'est ainsi refermé sur une force militaire jusqu'alors exemplaire dans l'accomplissement de sa mission de paix.

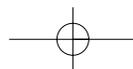
Une interrogation sur le sens de l'action militaire de nos jours impose de méditer sur l'exemple français. À rebours de l'armée de l'armée américaine, l'armée française compte parmi les armées au monde les plus expérimentées en matière d'opérations de paix. Elle en a (mal) vécu le versant le plus noir en Algérie, lorsque le gouvernement prit le risque de lui confier des tâches de police. Certaines de ses interventions en Afrique, en application d'accords de défense signés avec des gouvernements locaux, ont pu prêter à confusion. Elle a rempli avec succès, en maintes autres occasions, surtout en Afrique et au Moyen Orient, les missions qui lui avaient été confiées par les Nations Unies. Au fil de ces expériences, elle a appris, parfois à ses dépens, ce qu'elle pouvait et savait faire et ce pour quoi elle n'était ni formée ni équipée.

Or, si aucune situation de guerre ne peut jamais être écartée, il ne fait aucun doute, vu l'état du monde, que les opérations de paix continueront à requérir, notamment en Afrique, au Proche et Moyen Orient et aux confins de l'Asie Centrale l'emploi de forces armées mises à disposition des Nations Unies par leurs membres, en attendant la mise en place encore très hypothétique d'une véritable force internationale. L'Europe elle-même s'organise, et la France en est l'un des moteurs, pour assumer de telles missions, comme c'est déjà le cas dans les Balkans. Ces opérations comportent un volet que seules des forces militaires peuvent assumer. Il est en revanche indispensable que ce qui relèvera à coup sûr du maintien de l'ordre soit pris en charge par des unités constituées de personnels des polices et gendarmeries nationales. L'Union Européenne vient à juste raison de s'engager dans cette voie.

Quant aux autres périls qui menacent aujourd'hui la paix du monde, qu'il s'agisse de la grande criminalité ou du terrorisme, ils sont au premier chef l'affaire des services de renseignement et de police, sans exclure occasionnellement le concours de forces armées, lorsque se nouent dans une zone géographiquement délimitée d'étranges alliances entre défenseurs d'une cause nationale, propagateurs et agents du terrorisme international et trafiquants (Afghanistan, Irak).

Au terme de ce rapide parcours, que conclure, sinon que l'action militaire a encore, dans un monde aussi globalisé qu'instable, de beaux jours devant elle. Reste à lui donner un sens qui lui permette d'aller dans le bon sens. Diplomates et guerriers n'ont jamais eu d'autre but à atteindre que la paix, chacun avec ses moyens propres. Mais si jadis, la guerre apparaissait comme un mode de solution des conflits aussi naturel que la négociation, deux guerres mondiales et la paix surarmée du temps de la guerre froide ont fini par imposer l'idée que la paix, plutôt que d'être considérée comme un accident de l'histoire, a sa place parmi les valeurs qui fondent les démocraties modernes. C'est en tout cas le sentiment que partagent désormais les nations européennes en quête d'unité, n'en déplaise aux fondamentalistes d'outre-Atlantique.

On peut, comme les États-Unis, qui n'ont pas de la guerre sur le sol national une expérience aussi riche que l'Europe, estimer que le meilleur moyen de faire la paix est encore de faire la guerre, et formaient en conséquence leurs forces armées. On peut, comme les pays européens, tenir la paix comme une valeur fondatrice de la démocratie et souhaiter doter leurs armées d'une culture de la paix, qui ne les détourne d'aucune de leurs missions de combat, mais leur permette dans le même temps d'intervenir en gens de métier dans des opérations de rétablissement et de maintien de la paix. À condition de ne pas exposer inutilement ces forces au risque d'affronter des situations de crise qu'elles n'ont pas qualité pour traiter, cette action militaire aux missions élargies garde tout son sens. ■



FRANÇOIS LECOINTRE

L'ACTION MILITAIRE AUJOURD'HUI : UN SENS À PARTAGER

VOULOIR S'INTERROGER, MILITAIRES ET CIVILS ENSEMBLE, SUR LE SENS DE L'ACTION MILITAIRE C'EST SE HEURTER À UNE DIFFICULTÉ INITIALE : LES MILITAIRES, LA PLUPART DU TEMPS, SAVENT À PEU PRÈS CE QU'EST LEUR ACTIVITÉ PRINCIPALE, LES CIVILS QUANT À EUX N'EN ONT, LE PLUS SOUVENT, QU'UNE VISION PARCELLAIRE OU DÉFORMÉE.

Sans doute serait-il donc plus simple, pour créer les conditions d'un dialogue fécond entre soldats et « pékins », qu'ensemble ils se penchent sur le sens de l'action civile. Mais personne ne songe à simplement imaginer qu'il existe une action civile, tant il est vrai que toutes les activités réalisées par des citoyens au service de leur communauté constituent un ensemble d'une infinie variété qui ne peut être définie comme une action homogène et singulière. Les grands domaines de l'action civile, en outre, qu'il s'agisse de santé, d'éducation ou autre, font déjà l'objet de vastes et récurrents débats nationaux, comme il est normal et sain qu'il en aille en démocratie et on ne voit pas bien l'intérêt qu'il y aurait à en débattre avec les militaires en particulier.

À l'inverse, initier un débat, le plus profond et le plus ouvert qui soit, sur l'action militaire est indispensable et nécessaire.

Indispensable, tout d'abord parce qu'il s'agit de l'activité par excellence qui n'existe et ne peut et doit être conduite que par la grâce d'un mandat de toute la communauté nationale et qu'à ce titre, chaque citoyen, individuellement, doit se sentir responsable d'engagements dans lesquels chaque soldat est d'abord son délégué.

Nécessaire ensuite parce que, précisément, ce débat n'existe pas ou pas assez.

Les militaires doivent donc se résoudre à faire œuvre pédagogique, à expliquer ce qu'ils font et comment ils le font. Ce n'est qu'après cet effort qu'ils pourront ensuite demander, exiger des civils qu'avec eux ils travaillent à définir le « pourquoi » de leurs engagements.

Faire la guerre

Le métier du soldat pense-t-on communément, c'est de faire la guerre. Mais quand cela est dit, rien n'est dit puisqu'il faut encore savoir ce qu'est la guerre et comment le soldat la fait.

Dans son *Traité de polémologie* Gaston BOUTHOUl définit la guerre comme « une lutte armée et sanglante entre groupements organisés » et précise en particulier que, dans une guerre – qui doit être considérée comme limitée dans l'espace et dans le temps :

- ◁ l'homicide – violence ultime qui est bannie par les lois du temps de paix – devient non seulement autorisé, mais ordonné et encadré par des règles juridiques spécifiques,
- ◁ cette violence est mise en œuvre de façon méthodique et organisée.

La mise en œuvre méthodique et organisée de la force est la fonction des armées. Cette fonction impose que celles-ci possèdent un certain nombre de caractéristiques dont procède leur spécificité.

Tout d'abord, la guerre se déroule toujours dans des conditions de chaos et de désorganisation de l'environnement général, du moins sur le théâtre des opérations. Une armée dans la guerre ne peut donc pas compter sur les services qui sont offerts par une société en état de fonctionnement normal, qu'il s'agisse d'infrastructures ou de services de quelque nature que ce soit. Dès lors, pour conduire son action, pour mettre en œuvre la force, une armée doit être capable d'assurer, de façon autonome¹⁹, un grand nombre de fonctions qui n'ont rien de spécifiquement militaires.

Elle doit pouvoir soigner et nourrir, réparer les routes et les ponts, établir des communications, etc. Toutes ces fonctions sont remplies par des individus qui, dans leur grande majorité, seront donc principalement mécaniciens ou transmetteurs, transporteurs ou infirmiers, logisticiens ou administrateurs. En réalité, ces hommes sont tous des soldats puisqu'ils composent une armée dont **l'indispensable autonomie** dépend de la complémentarité de leurs compétences mais une petite partie d'entre eux seulement est spécifiquement dédiée au combat.

Néanmoins, l'action collective s'articulant autour de la participation au combat, c'est bien du combat, c'est-à-dire de la mise en œuvre délibérée de la force que découlent les particularités de l'état de tout soldat, quelle que soit sa fonction.

La guerre, en effet, est une action tellement extrême qu'on ne pourra s'y résoudre que pour des raisons extraordinaires ayant trait à la survie de la communauté et qu'il ne saura être question, dès lors qu'une telle obligation sera avérée, de tenter de s'y soustraire. Le soldat, par état, est donc **disponible**. Détenteur de la force et du pouvoir exorbitant d'infliger la mort et la destruction, il doit également être **discipliné** et parfaitement soumis au pouvoir politique dont il est l'instrument.

Contraint, par fonction, à donner la mort, le soldat, enfin, ressent profondément la nécessité d'encadrer ses actes par une **éthique** exigeante. Que, dans la guerre, l'homicide soit ordonné et encadré par des règles juridiques particulières, qu'au-delà de cette légalité, la légitimité même de l'acte de tuer soit garantie par le lien direct qui doit pouvoir être établi entre le combat et la vie même de la communauté, ne suffisent pas pour que des soldats surmontent le traumatisme moral que constitue le fait de donner la mort. C'est, en fait, le sacrifice consenti de sa propre vie qui rend moralement supportable l'obligation de tuer. La mort acceptée devient ainsi une sorte de caution expiatoire. Elle est intimement liée à l'éthique militaire et fonde la vertu d'héroïsme comme elle amène naturellement à considérer que la mort doit être donnée le moins possible dès lors qu'existe une sorte de symétrie déon-

tologique entre la vie d'un ennemi et celle d'un ami. De cette symétrie découle une vertu essentielle du soldat : la capacité de maîtriser sa propre violence. Encore faut-il, pour que cette vertu puisse être pratiquée, que l'ennemi soit toujours considéré comme un être humain, de dignité aussi sacrée que la sienne propre.

Ainsi les impératifs de la guerre conduisent-ils les États à se doter de soldats regroupés en armées lesquelles, si elles évoluent au gré des progrès technologiques et des mutations sociales et politiques, demeurent caractérisées par quelques traits pérennes bien spécifiques : autonomie, discipline, disponibilité, éthique.

Cependant, les nécessités de l'action militaire déterminant la nature de l'instrument qui la mène, on peut imaginer que l'instrument puisse devoir disparaître ou bien se réformer profondément dès lors que l'action à laquelle il est destiné devient caduque par perte de sens ou d'utilité.

Renoncer à la guerre

Codifiée au cours du temps jusqu'à aboutir, à l'aube du XX^e siècle, à une conception occidentale très morale qui, outre les conditions de sa justesse et de sa légitimité, lui fixait un cadre légal, la guerre a pu être considérée comme un recours acceptable à l'emploi de la force pour le règlement des conflits. L'avènement des guerres totales a cependant jeté le discrédit sur ce type de recours et mis en évidence qu'aucune règle ne pouvait garantir contre le déchaînement de violence et de sauvagerie qui submerge les hommes dans la guerre.

Pour les Européens, la guerre, désormais, ne peut plus être considérée comme un moyen, même exceptionnel, d'action politique. Elle est identifiée comme un phénomène *sui generis* qui s'impose aux hommes²⁰ et qu'il est vain de vouloir interdire ou réglementer par des mesures juridiques. Pour l'éviter, il faut la rendre à ce point destructrice qu'elle en deviendra insensée, absurde.

Si l'éradication de la guerre par la terreur est une idée ancienne²¹, c'est l'avènement de l'arme atomique qui, ouvrant la voie à la dissuasion nucléaire, va permettre de la traduire en concept stratégique. En apparence, la dissuasion nucléaire ne bouleverse pas la forme de l'action des forces terrestres qui continuent à devoir livrer bataille contre les divisions du Pacte de Varsovie dans un affrontement guerrier très classique. Elle modifie cependant profondément la finalité de cette action, même si les soldats de l'armée de terre (conscrits pour la plupart) n'en sont pas conscients²². Leur fonction première en effet, quoiqu'ils en pensent, n'est pas de retarder l'ennemi afin de gagner quelques jours de délais entre le déclenchement des hostilités et le recours à la frappe stratégique. Elle est principalement de se faire tuer en nombre suffisant afin que ce sacrifice hypothétiquement consenti renforce la crédibilité de la décision d'emploi de l'arme nucléaire en lui conférant une légitimité indiscutable. Étonnante inversion de finalité : d'instrument dédié à l'emploi délibéré de la force, l'armée de terre devient outil sacrificiel !

Il n'est pas question de discuter ici du bien-fondé de la dissuasion nucléaire dont on se bornera à constater qu'elle a offert à l'Europe la plus longue période de paix qu'elle ait jamais connue. On doit simplement constater que – dans l'esprit des Européens – elle a donné corps à l'idée qu'il était non seulement indispensable mais surtout possible de renoncer à la guerre. Elle a également conduit à faire des armées des instruments à n'employer sous aucun prétexte, ce qui complique singulièrement toute tentative de donner un sens à une action militaire... qui ne doit plus exister !

Cette conception très angélique ne peut cependant pas faire abstraction de la réalité. De plus en plus, l'évidence s'impose : une telle conviction est d'abord européenne et n'est évidemment pas partagée par tous les protagonistes des relations internationales. Il est même à craindre qu'elle puisse être considérée par beaucoup comme un moyen d'imposer une « dictature pacifique » de la prospérité. Les sociétés les plus pauvres et les moins aptes à

accéder à la qualité et au rang de partenaire du jeu économique mondial pourraient en effet refuser une vision moralisante des rapports entre groupes humains qui prétendrait leur dénier le recours collectif à une force et à une violence que leur propre histoire n'a pas érigé en interdit.

Or cette violence, ce recours possible, par d'autres, à la guerre, s'ils ne menacent pas directement l'Europe dans l'immédiat, créent les conditions d'une instabilité mondiale dont on peut d'autant moins se satisfaire que ses effets indirects fragilisent la prospérité des « vieilles nations » occidentales. S'il peut être possible de renoncer à recourir à la violence, il n'en demeure donc pas moins indispensable de la maîtriser.

Maîtriser la violence

La violence, pérenne et endémique, dont il faut bien admettre qu'il est utopique de prétendre l'éradiquer définitivement des sociétés humaines s'alimente aujourd'hui du désordre, de la pauvreté, du chaos de zones entières laissées pour compte du développement économique et politique. Elle s'exprime d'abord à l'intérieur de ces zones, au sein d'États que les spécialistes de géopolitique prennent l'habitude de désigner sous l'appellation éloquente « d'États faillis ». Elle prend la forme de guerres civiles atroces qu'accompagnent leur inévitable escorte de désastres humanitaires. Elle agresse enfin les sociétés européennes, dans leurs consciences tout d'abord (même s'il y a loin de l'émotion à la conscience), dans leur prospérité et dans leur sécurité ensuite, par le biais de réseaux de criminalité et par l'accentuation brutale de déséquilibres culturels et démographiques internes qu'aucune politique d'intégration – aussi ambitieuse soit-elle – ne parvient plus à amortir.

Pour maîtriser cette violence, il faut « stabiliser » ces zones, « gérer les crises » qui s'y développent. Et si l'on ne voit pas encore très bien comment il faut s'y prendre, on dispose cependant

d'un outil que ses caractéristiques semblent rendre, sinon adapté, du moins compatible avec les contraintes et nécessités de cette action de stabilisation. En effet les armées, on l'a vu, sont disponibles²³, ce qui permet de les employer sans délai, qu'il s'agisse de réagir dans l'urgence à une catastrophe que l'on n'a pas pu ou su anticiper ou de répondre aux sollicitations pressantes d'une opinion publique prisonnière de l'immédiateté médiatique. Elles sont également autonomes – qualité indispensable lorsqu'il est question d'intervenir dans des régions en crise – et « pluri-compétentes », ce qui est souvent fort commode lorsqu'on ne sait pas précisément ce que l'on devra faire. Enfin (même si cela peut ne paraître qu'accessoire) elles mettent en œuvre la force, aptitude qui peut toujours s'avérer utile dans des situations susceptibles de dégénérer dans les pires déchainements de sauvagerie. On utilise donc l'outil, l'engageant dans des opérations de « maîtrise de la violence » ou de « gestion de crise », dans lesquelles il faudra bien qu'il se définisse un nouveau mode d'emploi. Il faut préciser comment se passent ces engagements et ce qu'y font les soldats.

Une première caractéristique générale de ces opérations est la faiblesse des effectifs et des moyens qui y sont engagés. Que cette faiblesse tienne aux contraintes logistiques liées à l'éloignement de la métropole, à une sorte « d'effet-seuil » dépendant directement du niveau de signal politique décidé par le pouvoir ou, plus prosaïquement, au coût de ces engagements, elle est généralement flagrante pour tout soldat qui, par formation autant que par expérience, sait qu'il vaut toujours mieux être plus fort et plus nombreux que ses ennemis potentiels. Certes, le néophyte se laisse impressionner par les chiffres : 5 000 hommes pour la Force Licorne en Côte d'Ivoire ! Réfléchit-on seulement à ce que représentent 5 000 hommes dans un pays de plus de 10 millions d'habitants et dont la superficie dépasse la moitié du territoire français ? Essaie-t-on simplement de rapporter ce chiffre au ratio qui existe en France, pays prospère et en paix en vertu d'un pacte social fort, entre fonctionnaires de sécurité et population ? De cette faiblesse réelle des effectifs et des moyens, les soldats, sur le terrain,

retirent souvent l'impression d'une certaine précarité et d'une relative impuissance.

Sentiment d'impuissance que renforce la plupart du temps une deuxième caractéristique de ces opérations : la multiplicité des missions à remplir et leurs natures très différentes. Qu'ils soient en Côte d'Ivoire, en Somalie, en Afghanistan ou au Kosovo, les soldats doivent protéger, garder, patrouiller, escorter les convois, rechercher, ramasser et détruire armes et explosifs, contrôler, etc. À toutes ces tâches naturellement militaires, il faut ajouter des travaux de reconstruction, d'aide humanitaire, d'administration de secteur, dont on voit bien qu'ils ne relèvent pas, à priori, de leurs aptitudes particulières mais qui doivent cependant être menés à bien. Ces missions, en outre, sont généralement conduites simultanément, sans qu'à aucun moment ceux qui s'y consacrent puissent s'affranchir d'une obligation absolue : pouvoir, sans le moindre délai, livrer combat, jusqu'au plus haut degré d'intensité si nécessaire.

Troisième caractéristique essentielle de ces opérations : l'omniprésence des médias. Ce fait n'est pas propre aux engagements de gestion de crise. Il mérite cependant quelques développements. Au moment même où il conduit concrètement son action, le soldat en lit et en entend les commentaires faits par les médias. S'il mesure le décalage qui existe entre la réalité qu'il vit et sa représentation virtuelle, il mesure aussi très précisément la vision qu'en reçoivent sa famille et ses amis restés en France. Il peut être indigné ou reconforté par les jugements portés sur ses actes. Il ne peut en aucun cas y être indifférent. Aussi exacte que soit sa perception des événements dont il est un des acteurs, son jugement est inévitablement influencé par la dramatisation et la simplification qu'en font les journalistes, par les orientations que leur dictent leurs « lignes éditoriales ». Jusqu'à le faire douter, parfois, de sa propre appréhension des faits, jusqu'à lui faire subordonner son action, peut-être, aux appréciations qui en sont et en seront faites, plutôt qu'aux impératifs de sa mission. Pour un soldat en opération, il est difficile de ne pas céder aux représentations dont a

besoin l'opinion publique, difficile de s'extraire du pathos humanitaire, difficile de refuser la vision manichéenne des « bons » et des « méchants », difficile de ne pas céder à la tentation d'accepter qu'on désigne un ennemi et qu'on le diabolise. Cela demande, en fait, un travail constant qu'il faudra poursuivre dans la durée, parfois bien des années après l'engagement quand le désormais inévitable devoir d'introspection et de mémoire s'exercera sur la crise en question.

Le quatrième trait marquant des engagements de maîtrise de la violence est la mauvaise détermination (et, le plus souvent, la faible lisibilité) du but politique de l'engagement. Que la tentation de l'envoi de troupes comme palliatif à l'absence de plan politique ou comme alternative à une inaction que l'opinion publique jugerait insupportable soit récurrente est parfaitement compréhensible. Qu'en outre un engagement militaire ait, en soi, une valeur symbolique et que celle-ci puisse constituer un élément très concret dans l'élaboration et la conduite d'une politique extérieure est indiscutable. Mais l'engagement de soldats dans l'action, au sol²⁴, au contact des populations et des factions, ne peut être symbolique qu'au niveau politique. Sur le terrain, il est indispensable de disposer d'éléments clairs et concrets permettant de finaliser l'engagement, de le rendre compréhensible quand il ne s'agit pas simplement de lui assurer un minimum de cohérence.

À cette typologie sommaire de l'action militaire actuelle, il faut ajouter un élément essentiel qui la différencie de la guerre pour laquelle les armées ont été conçues : l'absence d'ennemi. Les pays en crise ne manquent pas, certes, de factions, de milices, de bandes, de morceaux d'armées plus ou moins divisés et répartis entre différents camps. Tous ces éléments sont susceptibles, chacun à leur tour ou ensemble, selon des combinaisons variant au fil du temps et des circonstances, d'agresser la force engagée²⁵ ; de même que la force est susceptible de devoir les agresser pour imposer l'atteinte d'un objectif de nature politique. Les soldats sont donc parfois amenés à engager localement des combats qui, s'ils impliquent des effectifs limités et se déroulent à des échelles

réduites, peuvent cependant être d'une intensité comparable aux affrontements extrêmes des grandes guerres du siècle écoulé. Mais ces combats ne s'inscrivent pas dans le déroulement général d'une campagne à l'issue de laquelle il y aura un vainqueur et un vaincu. L'adversaire qu'il faut tuer aujourd'hui est peut-être celui qui, hier encore, inspirait la plus grande compassion ou celui qu'il faudra, demain, protéger contre d'autres agresseurs. Peut-être aussi est-ce celui que l'on serait tenté de haïr, un massacreur ou un génocidaire envers lequel l'esprit de vengeance peut pousser à la pire des cruautés et ceci d'autant plus que chaque soldat deviendrait alors l'instrument vertueux d'une réparation qu'appelle l'indignation de l'opinion publique internationale. L'absence d'ennemi classique rend ainsi particulièrement actuelle et urgente l'exigence éthique qui a été évoquée plus haut. Elle la rend aussi infiniment plus complexe à respecter.

La maîtrise de la violence, enfin, est pour les armées une action qui n'a pas de terme. Autant la guerre pouvait être, à l'échelle d'une génération, un événement exceptionnel, limité dans le temps et dont on pouvait espérer qu'il serait définitif, autant les opérations de gestion de crise s'inscrivent dans la durée. Le soldat de métier, au cours de ses dix ou vingt ans de vie militaire, sera donc engagé à répétition²⁶ sur des théâtres d'opérations souvent différents ou plusieurs fois sur le même théâtre mais à des stades différents d'évolution de la crise. À la multiplicité des zones d'intervention, il faut ajouter l'absence de linéarité dans le déroulement d'opérations qui durent parfois plusieurs décennies. Une situation, sur un théâtre donné, peut lentement dégénérer après avoir donné l'apparence d'une amélioration progressive, elle peut aussi s'enliser jusqu'à une explosion brutale, prévisible ou non. Il existe donc un effet véritablement kaléidoscopique et déstructurant de l'action d'une armée d'emploi sur la cohérence de l'engagement psychologique et moral des soldats, sur les motivations profondes du choix qu'ils ont fait un jour de servir leur pays par les armes. Cette déstructuration est susceptible de provoquer l'indifférence et la passivité au cours de périodes d'engagements opérationnels dont la limitation à quatre mois peut laisser penser ou

espérer que rien de décisif ou de grave ne se produira jusqu'au retour en France. Elle fragilise en tout cas, ou du moins rend plus complexe à garantir la force d'âme, la lucidité et la passion, toutes qualités essentielles dont la conjugaison engendre la « force morale » indispensable à toute armée.

■ Pour conclure

Nombreux, vraisemblablement, sont ceux qui objecteront que les engagements de maîtrise de la violence ne sont pas particulièrement nouveaux et que ce que font aujourd'hui les soldats ne diffère que très peu de l'action militaire que conduisaient leurs ancêtres lors des expéditions de conquête de l'empire ou lors des guerres de décolonisation. On pourrait leur rétorquer que les conditions techniques et que le cadre géopolitique de l'action ont à ce point évolué qu'ils modifient la substance même de l'engagement militaire. On doit surtout leur faire observer que le sens général de cette action est totalement inédit.

La maîtrise de la violence ne peut pas être réduite à la réaction de faiblesse d'une vieille Europe qui, au nom du refus de la guerre, renoncerait à l'emploi de la force. Ce d'autant moins que, comme on l'a vu, c'est l'emploi maîtrisé (c'est-à-dire délibéré mais contrôlé) de cette force qui fonde le succès des opérations engagées dans un tel cadre et que c'est précisément au titre de la détention de cette capacité que les forces armées sont un des principaux instruments de résolution des crises.

Maîtriser la violence est une ambition nouvelle, politique et morale. Elle oriente l'action des forces armées dans une direction, inconnue jusque-là, qui impose d'inventer des principes et des procédés originaux. Les militaires se sont lancés dans l'aventure. Contraints et forcés peut-être, puisqu'ils sont confrontés quotidiennement et concrètement à ce défi, mais plus probablement parce qu'ils sont héritiers d'une longue tradition de quête de sens d'une action qui ne peut jamais être banale. Car sa

finalité extrême est, aujourd'hui encore, de donner la mort au combat.

Le **sens général** ainsi défini n'est guère contestable. Il devient aujourd'hui le socle de la vocation de soldats qui choisissent de servir la France pour le triomphe d'une ambition dont elle est la principale inspiratrice. Mais cela ne suffit évidemment pas.

Tout d'abord parce que cette ambition n'est souvent pas comprise ou simplement connue par la société civile. Or il est impératif que la société toute entière s'implique dans la définition d'un tel projet qui, parce qu'il est d'abord politique, ne peut être que global.

Ensuite et surtout parce que si le sens général de l'action militaire peut être considéré comme acquis, le **sens particulier** de chaque opération doit être mis en concordance avec lui, dans la durée des engagements. Cette mise en concordance relève de la responsabilité partagée des politiques et des militaires. Or si ces derniers, impliqués quotidiennement dans l'action concrète, n'ont d'autre choix que de s'efforcer à cette définition du sens particulier, les premiers, souvent, semblent ne pas mesurer à quel point celui-ci est essentiel.

Une telle indifférence ou désaffection est grave. Elle est parfois ressentie très douloureusement²⁷ par chaque soldat qui entretient toujours la conviction intime qu'il n'agit que comme délégué de ses concitoyens et nourrit l'espoir que ceux-ci mesurent en pleine conscience le degré auquel ils engagent leur responsabilité dès lors qu'ils mandatent leurs forces armées.

L'action militaire n'a jamais eu de sens qui ne procède pas de l'action politique globale. Sans doute est-ce cette évidence ancienne qui a conduit à considérer que « la guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée aux seuls militaires ». Mais ce mot de Clemenceau est trop souvent compris (et repris) comme une raillerie, sans que l'on mesure à quel point, aujourd'hui, les militaires se sentent souvent bien seuls pour orienter une action dont il leur semble parfois qu'on s'est débarrassé entre leurs mains.

Ils ne se contentent pas de le regretter, ils exhortent leurs concitoyens à une prise de conscience et à une implication collective au service d'une ambition nouvelle : apaiser le monde en maîtrisant la violence. Belle ambition nationale qui, bien plus que l'extension du libre-échange ou de la démocratie, pourra constituer demain le ferment principal de l'éveil d'une véritable conscience européenne. ■



VÉRONIQUE NAHOUM-GRAPPE
LE DÉPHASAGE

POURQUOI LA QUESTION DE L'ÉTHIQUE EST-ELLE SI DIFFICILE À RELIER À CELLE DES INSTITUTIONS MILITAIRES EN DEHORS DES PROFESSIONS DE FOI TOUJOURS BIEN INTENTIONNÉES OU DE L'EXPRESSION DES STÉRÉOTYPES — D'AUTANT PLUS CONFORTABLES QU'ILS AFFECTENT L'ÉLÉGANCE DU CYNISME QUAND « À LA GUERRE COMME À LA GUERRE », ON NE REGARDE PLUS LES MOYENS ?

texte en cours de correction ■



GÉRARD BEZACIER

LE SENS DE L'ACTION DES FORCES ARMÉES

IL Y A PEU, IL ÉTAIT DE BON TON DE CHERCHER DU SENS À TOUT. POUR LA « CHOSE MILITAIRE » AUSSI. CE D'AUTANT QU'UNE TRANSFORMATION RADICALE LA CARACTÉRISAIT : À L'INTÉRIEUR UNE PROFESSIONNALISATION DÉCIDÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CONSTITUTIONNELLEMENT CHEF DES ARMÉES ET À L'EXTÉRIEUR UNE MONTÉE IRRÉPRESSIBLE DES OCCASIONS D'ENGAGEMENT DES TROUPES.

Il y avait donc là matière à discuter. Pourtant « la chose » n'est pas si complexe. Elle peut faire l'économie des vocabulaires précieux ou ésotériques. Il suffit en effet de bien observer le cours du monde pour s'en assurer. Mais aussi pour, le cas échéant, retrouver ce sens de « la chose » longtemps disputé par les uns et les autres, rarement par les militaires eux-mêmes.

En réalité, le sens de l'action militaire réside tout entier dans le sens du politique, c'est-à-dire qu'il ne trouve sa source et son aboutissement qu'en déclinant sur un mode armé le besoin de régulation des relations entre les hommes.

De quoi s'agit-il simplement, sinon d'observer les causes et les conséquences des rapports humains et par là de bien voir le sens qui se rapporte au politique et donc à ses forces armées qui lui sont parfaitement consubstantielles.

De quoi s'agit-il simplement, sinon d'observer la violence du monde et les limites des actions de non-violence voire l'insuffisance malheureuse parfois de la juste force et par là de retrouver les meilleurs compromis comme ceux déjà bien vieux de saint Augustin !

De quoi s'agit-il simplement, sinon de réfléchir aux valeurs portées par notre République qui ne pourra jamais se délester de son fardeau universel qui la guide pour toutes ses actions et l'oblige à l'intervention armée moralement d'abord, mais aussi toujours de façon raisonnée dans le sens immédiat de ses intérêts. Et ce serait

un leurre que de penser qu'en devenant des Européens, cette tendance pourrait s'atténuer voire être modifiée. C'est bien tout le contraire et le concept de sécurité adopté en décembre 2003 d'une « Europe sûre dans un monde meilleur » le confirme absolument, tous partis politiques confondus.

De quoi s'agit-il enfin ? Tout simplement de bien observer les formes des conflits du siècle nouveau pour analyser puis connaître les adversaires qui nous sont opposés, dans quel environnement et avec quelles modalités ou méthodes ; éclairant ainsi les principes nécessaires pour guider notre doctrine d'emploi et donc les forces morales qui la sous-tendent. Car c'est bien à ce seul niveau que le sens de la « chose militaire » peut et doit être aménagé, sans rien transiger sur le fond politique, éthique et humain mais sans jamais, ainsi, tomber dans l'ornière des angélismes coupables, irresponsables et finalement plus destructeurs du genre humain.

La politique et l'action militaire

Puisque les armées sont par nature et constitution instrumentalisées par le politique, le sens même de leurs actions ne peut être que politique. Toute différence, divergence ou écart pourrait s'apparenter à la félonie, à tout le moins à une faute sinon une erreur.

Déjà dans le II^e livre de la République, Platon s'interrogeait sur la raison d'être de la politique, son essence comme ses finalités. Peut-on se passer des institutions politiques ?

Ce fût le rêve d'utopistes, socialistes ou libéraux qui croyaient, comme Saint-Simon, qu'un jour l'administration des choses (la « main invisible » de Smith ou la « société sans classes » de Marx) remplacerait le gouvernement des personnes. C'était oublier que l'homme, « animal social », est une confluence de relations entremêlées : relations du sang, relations avec son environnement naturel, relations avec les autres. C'est un être d'échanges, y compris violents, et donc un être politique.

Passons donc rapidement en revue ces trois relations. **D'abord celle du rapport familial.** Elle est fondée sur l'amour et la sexualité, le don mutuel de toute la personne. À cette relation se rat-

tache le rapport de parenté (très développé dans les sociétés traditionnelles), liant enfants et parents.

Cette relation a comme dominante le don, l'amour et, en ce qui concerne la relation de l'enfant aux parents, une certaine dépendance et une certaine sécurité. On voit bien au travers de ces quelques lignes la grande et étroite proximité avec les concepts de Patrie et de Nation (le « vouloir vivre ensemble » de Renan) et le sens de la mort militaire au profit de la vie collective. Comme tout s'éclaire encore mieux si l'on se penche sur la perspective historique qui mène des soldats du roi à ceux de la République. Au roi par la grâce de Dieu, père du peuple, pour qui l'on meurt avec bravoure, la Révolution qui réfutait Dieu et son clergé, tuait le roi et substituait la Nation. Et c'est aux cris de « vive la Nation » que les armées républicaines se sont distinguées à Valmy, Fleurus comme au Caire ! Puis, après la cruelle défaite de 1870, ce concept de Nation se voit renforcé de celui de Patrie, cher alors aux conservateurs, et c'est tout l'art consommé de GAMBETTA que de réaliser cette synthèse qui va permettre d'abord de se rallier un corps d'officiers désorientés par le passage de l'obéissance à un roi ou à un empereur à l'entité plus abstraite du peuple souverain. C'est à cette époque que se mettent en place les liturgies militaires : rites autour du drapeau, représentation de la communauté nationale, présenté aux recrues comme une relique. Toute cette symbolique familiale sera mise au point en moins de dix ans et s'intégrera dans l'imaginaire républicain, où son influence s'exerce encore. C'est la grande leçon de GAMBETTA que d'avoir, réaliste, su que pour instaurer la République, il fallait d'abord entreprendre une longue formation des esprits sans solution de continuité entre l'école et la caserne, seul moyen de contrebattre l'influence confessionnelle, censée peser sur les familles et souvent perçue comme forte et hostile au projet républicain.

Ce concept de Nation qui n'est en aucun cas antinomique des constructions politiques européennes supra étatiques, dès lors qu'un ensemble plus grand de citoyens volontaires veut vivre ensemble dans une combinaison « familiale » rénovée, présente cependant le risque avéré du nationalisme. Ce fut le cas notamment au début du XX^e siècle avec cette déviation crainte et non

souhaitée des Républicains, due surtout à ce modèle post-1870 dans lequel la lutte contre l'influence cléricale s'est accompagnée en parallèle d'une sacralisation et d'une « liturgisation » des pratiques de l'État. Cette exaltation des concepts imbriqués de Patrie et de Nation, leur sacralisation ostentatoire dans les propos des représentants élus ont rencontré l'adhésion affective de la population et ses conséquences prévisibles : illusion d'être un peuple élu, désir de compétition avec les autres nations, bonne conscience systématique, xénophobie frisant parfois la paranoïa, bref tout ce qui concourt « au narcissisme communautaire²⁹ ».

La relation de l'homme avec la nature a introduit la notion de travail, tout d'abord rapport économique primaire avec la nature pour en tirer les ressources de la subsistance, puis rapport économique secondaire avec les autres par le biais de l'échange. Cette relation, si nécessaire qu'elle constitue encore l'axe de la plupart des vies humaines, a forcément dû prendre un « sens ». Le travail est ainsi devenu pour les catholiques et certaines religions orientales un enchaînement douloureux à la matière (le mot travail est dérivé de l'instrument de torture *tripalium*) qui reporte la « vraie vie » dans l'au-delà. Il a pu apparaître, pour la morale protestante, non comme le contraire de la félicité mais comme son prélude. Il est devenu enfin, dans les philosophies matérialistes, marxistes ou utilitaristes libérales, doctrines absolues et donc fertiles en totalitarismes, comme le moteur de toutes choses. Les rapports économiques, en développement exponentiel depuis la Révolution industrielle, trouvent ainsi leurs frontières dans des aspirations humaines qui ne se limitent pas « au pain et aux jeux » mais aussi dans le caractère souvent fini des ressources naturelles. On assiste donc, dans quelques bulles de civilisation des loisirs, à des interrogations sur la fin du travail et partout ailleurs à des angoisses sur les conséquences des pénuries de ressources. Ces dernières seront très certainement causes prochaines des premiers conflits écologiques de notre planète.

La relation de l'homme aux ressources débouche donc sur des relations d'échange qui ne sauraient à elles-seules recouvrir **le champ de la relation de l'homme à l'homme qui est un rapport politique au sens premier.**

Pour la bien définir, nous reprendrons une explication de J.-Y. Calvez³⁰ : « [...] le rapport politique est donc le plus indéterminé. Il ne met pas en jeu l'intimité familiale, n'est pas marqué non plus par le caractère tangible des produits et services échangés, comme l'est la vie économique : il est une reconnaissance réciproque qui passe par-dessus ces intermédiaires. Il n'exclut aucunement ces médiations, propres à d'autres rapports, ni ces rapports eux-mêmes, mais il les dépasse et dans bien des cas existe sans eux. »

Par nature donc on sent confusément combien cette relation est étrange. Pour l'approcher mieux encore, Bertrand de Jouvenel suggère de prendre l'exemple de l'enfant arrivant pour la première fois dans un internat : arraché à la sécurité et à l'amour familial, il est confronté aux autres sans pouvoir encore échanger et commercer avec eux, car il les méconnaît. Voilà la situation la plus proche de la relation politique de base. L'étrangeté de cette situation n'est pas nécessairement lutte, cependant elle en porte les germes : conflit et violence sont latents. Méfiance, peur, violences latentes mais aussi paroles échangées, entente voire amitié, bref tout peut arriver ! Y compris l'ignorance et l'indifférence ! À partir de cette considération simple, l'intérêt du monopole de **l'usage de la force et de la punition** pour que la violence n'ait pas le dernier mot s'impose ; il n'est que d'observer l'évolution contemporaine du monde de l'éducation et les réactions actuelles des maîtres.

En effet pour consolider l'argumentation précédente et bien mesurer que contrairement à ce que croient les braves gens, la vie sociale et politique n'est pas d'abord le lieu de la charité universelle mais un véritable **champ de forces**, le lieu des affrontements, il convient de prendre en compte **l'importance du désir de reconnaissance** qui est en chacun de nous. On a vu précédemment que la définition de l'homme passe par l'écheveau de ses relations, concrétisation de son désir essentiel d'exister par les autres : sa solitude est d'ailleurs toujours sa fin, à travers la mort. Le dynamisme en fait « un animal étrange et social » dont la **vraie fin, le but, est la vie avec les autres** : et selon les philosophes cette fin prend des sens différents – transcendance chez Rousseau, reconnaissance avec Hegel, réciprocité des consciences chez Lavelle,

voire volonté de puissance chez Nietzsche et réconciliation de l'humanité avec elle-même pour les chrétiens et les croyants optimistes, comme René Girard ou Guillebaud !

Mais si ce sont les autres, par la confluence des liens, qui créent l'existence, celle-ci peut devenir, selon le mot de Sartre, un enfer. Selon le Bouddhisme mahayaniste, l'« impérialisme de l'ego » pervertit la relation politique pour en faire une relation de pouvoir et donc d'affrontement. Le désir d'exister devient désir d'être reconnu et cette reconnaissance est souvent conçue comme le résultat d'un rapport de forces. Les relations inter-groupes obéissent à des lois similaires de désir d'exister qui vont bien au-delà de la simple lutte pour les ressources. Le premier conflit mondial n'avait aucun autre fondement que la présence sur un même continent d'« ego collectifs » surdimensionnés. Les conflits de ce siècle naissant et en particulier ceux liés à l'Islam portent, de leur côté, la marque de la frustration. Les conflits israélo-arabes constituent à cet égard les exemples récents les plus édifiants de la reconnaissance comme objet de lutte.

L'enjeu noble et véritable de la politique apparaît ainsi comme la préservation de l'homme de la souffrance, face à la nature mais aussi, et surtout, face à lui-même. Pour ce faire, des institutions ont été créées ou transformées, **dont les forces armées.**

Les forces armées (et la police pour être exhaustif, mais aussi la justice...) mais avec quelles finalités ? Répétons-le : la politique se meut toujours sur fond de violence. C'est pourquoi le droit, les règles familiales, les institutions politiques, l'organisation de la justice, les forces de police et les forces armées constituent autant de moyens par lesquels les hommes se préservent ou se libèrent de la rapacité, de la folie ou de la volonté de puissance : il s'agit (et il s'agira toujours !...) de lutter contre la violence du plus fort ou du plus fou, ou du plus paresseux, ou du plus sadique. C'est à ce titre qu'on peut dire que dans la vie politique, la violence est domestiquée, institutionnalisée : elle est souvent transposée et comme mimée par des procédures d'arbitrages qui sont des substituts de la violence. Mais pourtant la violence reste latente. Il s'agit de passer de la violence arbitraire à la violence sensée, c'est-à-dire à la force.

C'est ainsi qu'avec les forces armées, certains esprits purs découvrent parfois avec stupeur que la société est répressive, voire préventivement agressive, et ils en concluent qu'elle est inhumaine. Ne faut-il pas plutôt dire qu'une société qui ne serait nullement répressive, qui laissant à chacun la possibilité de suivre anarchiquement ses désirs sans la reconnaissance d'autrui et des limites réciproques que cela implique, serait peut-être hostile, mais assurément pas humaine.

Ce serait la loi de la jungle, avec l'écrasement des faibles par les forts. Or selon le mot célèbre de Lacordaire : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit. » Voilà ce qui vaut pour les citoyens comme pour les États, et c'est le grand défi du politique, son titre de gloire, et c'est le sens de l'action des forces armées du politique : tenir en une certaine unité, une pluralité conflictuelle d'intérêts, de besoins et d'aspirations. Voilà au fond pourquoi les forces armées sont la violence institutionnalisée et légitime du politique. C'est en ce sens que le pouvoir du politique est celui qui dispose du monopole de la contrainte et du recours à la force matérielle : « La force est le moyen usuel de l'activité politique ordinaire quels que soient les objectifs d'un État, pour assurer la sécurité extérieure et la concorde intérieure³¹. » Reste cependant que le risque existe alors, même en démocratie, de tomber dans la perversion tyrannique. C'est pourquoi le pouvoir, dont celui des forces armées, doit veiller absolument parce qu'il s'agit de contrainte, de sanction, de décision et non plus de discussion, à agir avant tout comme une force morale qui prend appui sur la liberté et le sens des responsabilités. Nous reviendrons sur ce point essentiel à la légitimité des actions des forces armées.

■ La violence et la non-violence

Avant de poursuivre, il peut être intéressant de s'interroger sur la parenté évidente entre la force et la violence, source de trouble lorsque l'on prétend l'employer pour protéger l'homme de la souffrance. Plusieurs courants de pensée ont nié cette équivalence entre force et violence.

Le premier est purement pragmatique et découle d'un « rapport de forces » si déséquilibré que l'emploi de la violence par le camp le plus faible signifierait pour lui la défaite. Comme le répétait le militant américain Saul Alinsky, « il faut être politiquement insensé pour dire que tout le pouvoir est au bout du fusil quand c'est l'adversaire qui possède tous les fusils ». Il est préférable alors de changer de terrain pour préférer les « opérations de l'esprit » (propagande, désinformation, subversion). Il s'agit donc d'une non-violence de circonstance et souvent temporaire.

Le deuxième, d'inspiration religieuse, condamne par principe l'usage de la violence car contraire aux fondements de la foi. C'est « l'autre joue tendue » des Chrétiens ou l'A-himsa (« non-nuisance » en sanscrit) des Hindous et Bouddhistes. Les contradictions qui sont nées de cette attitude absolue (entre frapper le malfaisant et le laisser frapper le faible, quelle est l'attitude la plus conforme aux Écritures ?) ont fait évoluer l'intransigeance initiale vers une attitude plus proche de l'esprit que de la lettre des Évangiles. De Saint-Augustin qui introduit la notion de guerre juste jusqu'au concile de Vatican II qui déclare la non-violence « objet délicat » et estime que « Nous ne pouvons pas ne pas louer ceux qui, renonçant à l'action violente pour la sauvegarde des droits, recourent à des moyens de défense, qui par ailleurs, sont à la portée même des plus faibles, **pourvu que cela puisse se faire sans nuire aux droits et devoirs des autres ou de la communauté.** »

Une troisième approche souligne la contradiction éthique de l'emploi de la violence pour sauver l'homme de sa propre violence. La pureté de la fin se trouverait pervertie par l'emploi de moyens impurs tant, selon Gandhi, « la fin est dans les moyens comme l'arbre dans la semence. »

Au total force est de constater la difficulté pratique d'une telle démarche non violente, tant paraît grande l'efficacité de la violence pour traiter les problèmes politiques. L'idée de base reprend celle de La Boétie qui, en 1553 dans son *Discours de la servitude volontaire*, exprimait déjà qu'aucun pouvoir ne saurait se maintenir longtemps sans une certaine collaboration de ceux-là mêmes qu'il opprime. C'est cette coopération qui représentait aussi le véri-

table responsable de la sujétion indienne selon Gandhi, beaucoup plus que les fusils britanniques. En refusant cette coopération par toutes les formes possibles de désobéissance (grève, boycottage, etc.), on saperait ainsi les fondements du pouvoir oppresseur.

Pour que ces modes d'actions obtiennent des résultats, il faut cependant que soient au minimum les deux conditions suivantes, **sans lesquelles il n'y a plus d'efficacité sauf avec les forces armées.**

Il faut que la non violence s'oppose à un adversaire identifiable et responsable de la situation. Celui-ci (personne, institution, gouvernement) doit prendre **des décisions rationnelles et non passionnelles.** Il doit, dans les faits, être un « interlocuteur » au moins potentiel et donc être influençable : ce ne fut pas le cas des Nazis, où lors de la « purification ethnique », dans les Balkans, etc. Donc une « action non-violente » ne peut guère développer ses potentialités contre les violences « structurelles » dont il est difficile voire impossible d'attribuer la responsabilité à des acteurs identifiables. Elle ne peut pas non plus grand chose contre les violences diffuses ou erratiques, celles des acteurs irrationnels ou peu accessibles au calcul en termes de coûts – avantages (même si la gestion non violente de tels cas peut apporter aux forces armées des contributions efficaces à travers les méthodes de négociation et de médiation, voire d'autres).

Il faut aussi qu'un lien de dépendance existe entre l'adversaire et le groupe des « non-violents » qui veut exercer sur lui des pressions. Faute d'une telle « prise », on peut éventuellement dénoncer l'injustice d'une situation, mais rien d'autre : il suffit de constater l'influence des non-violents du monde entier sur le gouvernement de Pékin à propos du Tibet ! Compte tenu de ces conditions, rapidement exprimées, que peut-on dire de l'efficacité de l'action non-violente pour endiguer les diverses formes de violence de notre société ?

Elle ne peut pas tout. En ce sens, elle légitime parfaitement l'action complémentaire des forces armées : un homme comme Gandhi déclarait aussi « s'il n'y avait le choix qu'entre violence et lâcheté, il faudrait préférer la violence ». Pour mettre un terme au drame nazi comme à la récente « purification ethnique » des

Balkans, faute d'avoir soutenu assez tôt et suffisamment fort les forces non-nationalistes des divers camps, seules les forces armées ont été efficaces.

Il importe donc de bien distinguer entre d'une part « arrêter un bras criminel » ce qui ne peut se faire, le plus souvent, que par une **contre-violence préventive**, et d'autre part « construire la paix et la justice », objectif que **seule l'action non-violente en relais de la contre-violence peut atteindre**. Le plus souvent donc, seul le glaive pourra s'opposer au glaive mais comme celui-ci est impuissant à « construire la paix », il faudra à un moment donné ouvrir la main. L'action non-violente n'est plus alors le substitut à la violence mais son complément indispensable. Voilà un autre acquis du débat sur le sens des actions militaires, adossées aux actions et acquis de la non-violence qu'il faut souligner. Nous y reviendrons dans la dernière partie de cet essai, lorsque la maîtrise de la violence et la gradation nécessaire des effets militaires seront abordées.

La vocation universelle des valeurs

Après l'appréhension politique de notre monde et le survol des deux stratégies développées pour sa maîtrise (stratégie directe de la violence institutionnelle et stratégie de la non-violence), il importe maintenant de s'interroger sur la vocation universelle de notre République. Celle qui l'oppose toujours aux puissances trop dominatrices comme aux injustices d'où qu'elles viennent, toujours facteurs de désordres. Voilà qui ne devrait pas manquer de donner du sens à l'action de ses forces armées. À condition que l'État, qui en détient le monopole, soit soutenu par la confiance du peuple (à distinguer de l'opinion publique). Or celui-ci, empêtré entre les liens supranationaux (Europe, économie mondialisée) et infranationaux (régionalisme, communautarisme, groupes de pression), a perdu beaucoup de son crédit. Si « Rome n'est plus dans Rome³² », qui commande les Légions et qui assurera ce qui va bien au-delà du « pain » ?

C'est bien cette croyance profonde qui conduit à se tourner vers

le politique dont la raison d'être est d'éclairer les citoyens, de défendre, mais surtout de promouvoir les valeurs qui fondent la possibilité d'une vie commune contre toutes celles qui rejettent ou excluent. C'est ainsi que se confirme le sens du devoir et de la liberté politique, permettant à chaque citoyen et à chaque nation de parler et de contribuer avec d'autres à changer le cours des choses. C'est donc bien que parler des valeurs portées par la République signifie un renvoi à ce qui fonde l'existence de la cité. Cela signifie l'actualisation d'une tradition sans laquelle la mémoire risquerait de disparaître et finalement rappelle que la participation à la vie commune, à l'équilibre de la planète, donne sens tout simplement à l'existence. Voilà le raisonnement simple qui permet de discerner au travers d'un vague discours sur les valeurs le sens d'une action, claire dans et avec la République. De là au sens de l'action de ses forces armées, il n'y a que l'épaisseur de l'interligne. Les valeurs sont les mêmes. Nul besoin de les chercher très loin : elles sont depuis longtemps inscrites dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et la devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité ».

À cette trilogie mal connue, il convient, surtout aujourd'hui, d'ajouter la laïcité, sans prétendre d'ailleurs à l'exhaustivité. **Le patriotisme dont nous avons déjà parlé** dans une première partie ne s'inscrira ici que pour rappeler que ce qu'on appelait jadis l'amour de la Patrie n'est en aucun cas le nationalisme, ensemble de grossières antipathies manipulées par des gouvernements intéressés à désunir les peuples. C'est très simplement le sentiment d'appartenance à une nation, par extension progressive (comme du clan à la tribu, puis des vassaux au suzerain, des provinces à l'État, de l'État aux États-Unis comme en Amérique et peut être un jour en Europe...), à des groupes de nations alliées ou fédérées rapportés à quelque chose qui soit une valeur communément reconnue. Ces valeurs transcendantes autour desquelles s'est lentement construite la nation et qui sont inscrites en préambule de la constitution de la République forment le cadre dans lequel doit s'inscrire nécessairement l'exercice du pouvoir. Elles ne sauraient être transgressées même si une majorité du moment considère qu'une poignée de voix supplémentaire lui donne « juridique-

ment raison » contre l'Histoire ou alors nous ne sommes plus dans un État de droit.

La définition de la liberté est connue. « La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent³³. » Elle consiste « à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui³⁴ ». Cependant, à la simplicité de ces énoncés correspond aujourd'hui, à l'âge démocratique, une hétérogénéité voire une fragmentation parfois « antagoniste » : droits civils, droits politiques, droits économiques et sociaux, droits internationaux, etc. Et la régulation des tensions induites ne va pas de soi. **Le sens des actions des forces armées y perd en clarté et en visibilité.** Longtemps apanage de l'État, arbitre, il faut maintenant, de plus en plus tenir compte de l'action des tribunaux avec la crainte d'un hypothétique gouvernement des juges ou le rejet des cours internationales par nombre d'États et non des moindres. Pourtant, « ce n'est pas accorder un privilège particulier aux tribunaux que de leur permettre de punir les gens du pouvoir exécutif quand ils violent la loi. C'est leur enlever un droit naturel que de le leur défendre » rappelait Tocqueville, il y a déjà longtemps !...

L'égalité des droits, des conditions et des chances est une source permanente de tension car il s'agit d'un idéal éternellement insatisfait. Aux inégalités des talents naturels s'ajoutent en effet celles, relatives, issues des dynamiques économiques et celles héritées d'une culture féodale. La nation française est un entrelacs de frustrations économiques, sociales, statutaires et maintenant communautaires, dont l'ampleur s'accroît à la vitesse de la perte de l'autorité de l'État. À l'extérieur, alors que le rapport des niveaux moyens de richesse entre le pays le plus riche du monde et le plus pauvre était de 1 à 8 durant la Renaissance, il est désormais de 1 à 500. Or comme pour les champs électriques, des écarts de tension importants finissent par provoquer des décharges à haut voltage. La liberté des échanges qui préside est aussi une liberté des échanges violents et la distinction ancienne entre sécurité intérieure et extérieure perd de son sens avec comme « imminence ultime » la disparition de la distinction entre « civils » et « militaires ».

La fraternité, héritée du christianisme³⁵, tend comme lui à s'assoupir sous l'influence d'un consumérisme urbain qui frag-

mente les groupes en exacerbant les égoïsmes. La solidarité n'a pourtant jamais été aussi nécessaire pour compenser les frustrations croissantes.

La perméabilité des frontières a entraîné celle des cultures. Par des canaux d'échanges variés, de l'immigration à Internet, la notion de culture s'enrichit de la compréhension des autres mais court le risque d'une uniformisation sous l'influence d'un modèle culturel dominant qui phagocyte tous les autres.

Enfin, la laïcité, autre grande valeur de la République française, est un facteur de paix qu'il s'agit de défendre face aux conceptions théocratiques, en particulier celles des républiques islamiques. Gardienne de traditions philosophiques issues du christianisme, mais aussi de la Grèce antique, de la Renaissance humaniste, des Lumières, du libéralisme ou du socialisme, l'école ne saurait être stérilisée par une pensée unique, surtout si cette dernière est d'essence divine et donc intangible.

Plus globalement, le refus de tout dogmatisme peut imposer l'emploi de la force légale face à ceux dont le dessein est de hiérarchiser les hommes.

Bref et sans attendre (expérience des Balkans), il convient de marquer fermement son désaccord avec des prises de positions inspirées par la négation de l'autre, voilà autant d'exigences civiques ardentes pour tous les républicains, voilà autant de feuilles de route pour les forces armées lorsque leur emploi est légalement requis.

Très longtemps, le combat républicain s'est identifié à la défense de l'État laïc contre l'Église, à l'intégration de la classe ouvrière contre l'État bourgeois, à la défense de la Patrie contre l'impérialisme allemand, puis le totalitarisme russe.

Aujourd'hui les questions sont d'ordre planétaire, les quatre cinquièmes de la population mondiale sont exclus de la dynamique du progrès et se trouvent livrés à tous les totalitarismes, y compris d'ordre religieux.

Si l'intégration des « exclus de la planète » n'est pas perçue comme une exigence d'un nouvel ordre multilatéral, c'est l'hu-

manité toute entière qui sera gravement ébranlée. Éclairons pour ce défi majeur et immédiat le sens pratique lié aux rôles désormais complexes et difficiles qui revient aux forces armées de notre République.

▣ L'adaptation de la doctrine d'emploi des forces

Le sens de l'action militaire est certainement beaucoup plus identifiable pour la nation dans ce qu'il a de pratique et de spécifique, que ce soit dans les phases de conception ou de conduite des rôles nouveaux des armées.

La conception précédant l'action, il convient de l'analyser en premier. Parce que devant être étroitement corrélée aux intentions politiques d'une société, la conception de l'action est en effet le domaine par excellence où la spécificité du militaire, dans sa réflexion, sa vision du monde et finalement ses conseils, est la plus visible – ou devrait l'être. Il s'agit là d'une exigence fondamentale du peuple envers son armée, qu'elle soit exprimée ou pas. Le militaire seul demeure capable et responsable devant le pays de l'anticipation, garante de la survie et de la protection de tous. Pour cela, il conserve en permanence, quel que soit le régime politique, le devoir d'analyser correctement l'évolution des menaces, des adversaires présents ou potentiels, ainsi que l'évolution des conflits du monde.

Les menaces perturbant la France sont celles qui agissent contre le monde multipolaire, pour des raisons d'universalité soulignées ci-dessus. Cela ne signifie pas que nos armées aient la tentation d'intervenir dans tout conflit, chose que même nos alliés américains ne tentent pas puisqu'ils se concentrent sur les problèmes ou zones dignes d'intérêt à leurs yeux. Mais cela signifie en revanche pour le militaire français que tous les risques et toutes les menaces sont à considérer, au minimum pour connaître le sort de nos semblables du globe. Cela implique qu'après l'affrontement armé tant redouté avec le monde communiste, les menaces moins identifiées – et, avouons-le, moins visibles à nos concitoyens – soient considérées dans leur variété. Ce seul motif suf-

firait à expliquer la complexité nouvelle des multiples rôles possibles des forces armées : conflit régional majeur, avec éventuellement une puissance nucléaire, maintien ou imposition de la paix, trafics et mafias, terrorismes, disséminations des armes de destruction massives, voilà autant de menaces auxquelles nos armées doivent se préparer, tout en assurant la sauvegarde de nos propres populations, ressortissants à l'étranger comme ceux « de l'intérieur » régulièrement mis en danger lors des catastrophes naturelles.

Les armées sont donc désormais opposées à des forces conventionnelles de façon exceptionnelle, à ne surtout pas négliger pour autant, qui sont souvent plus faibles dans le cadre des conflits majeurs, car l'alliance occidentale joue alors son rôle. Cela est particulièrement vrai lorsque l'ennemi possède des capacités balistiques avérées ou un potentiel de nuisance nucléaire, biologique ou chimique. Nos adversaires « quotidiens » cherchent donc à contourner l'inconvénient de leur infériorité par une approche systématiquement indirecte, afin de compenser leur faiblesse. Ceci inclut un mélange d'actions classiques et d'actes de terreur, lié à l'emploi systématique de la subversion et de la désinformation, afin d'utiliser la durée, face à l'opinion publique supposée plus fragile des démocraties (ce qui n'est pas toujours vrai, en témoigne la maturité du peuple français face aux aléas des projections de son armée). Ces modes d'action sont moins nouveaux qu'ils n'y paraissent ; leur efficacité en revanche tire parti de l'évolution récente du monde.

En effet, les conflits du monde évoluent vers des formes de moins en moins classiques dépassant largement la seule dimension militaire, et surtout exploitant la véritable révolution des affaires militaires : l'implication mécanique des populations civiles au cœur des affrontements à travers la diffusion de l'information. Fait ponctuel lors des siècles passés, cette implication a pu être autrefois provoquée volontairement par l'un des belligérants : mobilisation des masses par l'idéologie, comme sous la Révolution française, ou contrainte plus ou moins marquée par la guérilla, de l'Espagne napoléonienne au Vietnam américain. Mais elle est désormais automatique, et s'accompagne d'une généralisation des

conflits dans les zones urbaines en extension permanente, lieux de vie de ces populations.

Ces différentes visions de l'évolution des menaces, des adversaires et des conflits, ne peuvent être que l'apanage du militaire, non pas en raison d'une quelconque supériorité de nature ou de réflexion liée à sa fonction, mais uniquement en raison de l'obsession que ces sujets doivent représenter pour tout soldat soucieux de protéger les hommes et d'apporter sa contribution à l'établissement d'une paix réelle. Cela est d'autant plus vrai que la place centrale des peuples au sein des conflits est d'une importance capitale pour la conduite des actions armées.

Plus encore dans cette phase de conduite, le sens de l'action militaire est lié au sens politique, tant il est impératif d'être en harmonie permanente avec le but politique de la Nation. Cette condition impose une façon de raisonner, de décider et d'agir pour d'abord définir le rôle exact des forces, puis déterminer les principes d'engagement qui doivent amener à préserver cette corrélation de sens entre politique et militaire.

Si les forces conservent leur fonction de bras armé, l'évolution des conflits évoquée oblige à adapter l'action : il ne s'agit plus obligatoirement de défaire une force armée adverse mais parfois simultanément (ou uniquement) de gagner les cœurs et les esprits. C'est pourquoi les notions récentes de coercition et de maîtrise de la violence ont supplanté la notion trop restrictive de guerre, comme si nous étions encore en guerre ou en paix : il y a longtemps que la crise est venue s'interposer entre ces deux extrêmes, la paix totale comme la guerre totale devenant des incongruités. Il s'agit donc pour les forces de gagner militairement des interventions armées dans un premier temps, mais aussi, et surtout, de stabiliser des situations dans un deuxième temps : d'où cette volonté de bien maîtriser la violence, donc de progresser doctrinalement dans l'emploi de la puissance, décuplée par ailleurs par la technologie. Après les batailles d'autrefois menées par des armées « en campagne » s'opposant entre elles, les « guerres » se déroulent aujourd'hui en zone urbaine, au milieu d'une population parfois bouclier, souvent otage ou adversaire, mais enjeu toujours et malheureusement aussi toujours victime. C'est pourquoi aux trois

principes de la guerre du maréchal Foch, s'ajoutent comme en miroir :

- ◀ la gradation des effets, correspondant à la concentration des efforts. Elle consiste à employer ses moyens (puissance de destruction, mais aussi de dissuasion, d'influence ou de contrainte non destructrice) de façon modulable et réversible doit à la fois comprendre qu'il peut toujours être anéanti, mais aussi entrevoir une issue honorable.
- ◀ la préservation, en regard de l'économie des moyens. Il ne s'agit pas uniquement de préserver telles vies militaires ou civiles, le plus possible (ce qui est primordial en soi), mais au-delà d'éviter toute destruction d'infrastructures physiques ou sociales, qui ne soit pas indispensable à la manœuvre, ou a minima de prévoir leur remplacement dès la conception.
- ◀ la légitimité, complément de la liberté d'action du chef. Souci constant du chef militaire comme de la Nation, la cohérence de l'action militaire – comme d'ailleurs celle de l'action politique – ne peut se passer de cette légitimité, qui se traduit dans les comportements des soldats, dans les choix tactiques comme dans les décisions stratégiques. Faire, mais aussi, encore une fois, savoir-faire et faire-savoir se trouvent dès lors intimement mêlés pour faire adhérer les populations du théâtre d'opération comme celle de la France et de l'opinion publique mondiale. La légitimité est à ce prix : faire adhérer les peuples.

Place centrale des populations, légitimité, maîtrise de la violence : les mots traduisent d'eux-mêmes le sens de l'action militaire nouveau et éternel, qui n'évoque la Patrie, le danger, la Nation en armes que lorsque le danger qui gronde est existentiel, c'est-à-dire met en cause l'existence même du pays. De nos jours, en raison de l'observation des rapports humains comme de la pérennité de nos valeurs républicaines, l'action des forces armées évolue, certes, mais il s'agit en réalité de « technique militaire », au sens élevé du terme : l'art change, mais le sens de l'action demeure celui qui provient naturellement du fond politique, éthique et humain de notre culture.

L'oublier ou le négliger reviendrait à trahir les hommes que le militaire sert : exploiter la science pour mieux défendre est un devoir mais le faire sans conscience, par indifférence ou par fidélité à tel fanatisme ou telle idéologie, serait une faute, qui a été commise au siècle dernier et qui coûte cher à l'humanité. ▀

POUR COMPLÉTER LA RÉFLEXION

LE 4 DÉCEMBRE 2003, A ÉTÉ ORGANISÉ PAR LA COMMISSION ARMÉE-JEUNESSE UN COLLOQUE DÉFENSE-ÉDUCATION NATIONALE SUR L'ÉDUCATION ET LA DÉFENSE.

LE GÉNÉRAL BACHELET ET LE COLONEL LECOINTRE SONT INTERVENUS À DEUX VOIX POUR TÉMOIGNER DE L'EXTRÊME COMPLEXITÉ DES SITUATIONS OPÉRATIONNELLES D'AUJOURD'HUI, DU QUESTIONNEMENT ÉTHIQUE QU'ELLES PROVOQUENT, ET DE LEUR INTÉRÊT POUR LA RÉFLEXION. EXTRAITS DE CE TÉMOIGNAGE.

Ce dont je voudrais parler aujourd'hui, ce n'est pas vraiment – ou seulement – du « pourquoi » du combat, mais surtout du « comment » de ce combat qui, sur le terrain, concrètement, constitue avant tout pour un officier, pour un soldat, une expérience traumatisante. Je voudrais vous faire comprendre, vous communiquer ce qu'est ce traumatisme, à quel point il est douloureux et à quel point s'impose à nous, pour le surmonter, l'établissement d'un lien fort entre le « pourquoi » et le « comment ».

Le général Bachelet m'a demandé de venir ici pour témoigner de la mission d'interposition dans laquelle j'ai été engagé à la tête de ma compagnie en 1995, à Sarajevo, mission d'interposition que vous gardez tous sûrement à l'esprit. Nous sommes arrivés au début du mois de mai à Sarajevo, au moment où la crise recommençait à dégénérer, après que l'on a pu espérer qu'un cessez-le-feu qui s'était éternisé parviendrait à résoudre les problèmes politiques, ce qui n'était évidemment pas le cas. La situation avait déjà recommencé à se tendre. Dès l'arrivée de ma compagnie, au début du mois de mai, nous avons commencé à subir des tirs nombreux et répétés sur les postes de combat et, immédiatement, nous avons eu un certain nombre de blessés graves.

Le rappel de cette première phase caractérisée par un fort décalage entre l'objectif officiel d'une mission de « maintien de la paix », d'interposition impliquant la neutralité et la réalité me paraît important.

Il permet de bien comprendre la façon dont les choses se passent. Un tel décalage, accentué par une approche médiatique qui fonde la légitimité de la présence militaire par un refus d'utilisation de la force érigé en dogme ONUien provoque le doute. Nos soldats et nous-même nous posons sans cesse des questions et débatsions entre nous. Nous exprimions ainsi notre incompréhension sur l'attitude des populations et des belligérants vis à vis de nous ; sur le fait, par exemple, que lorsque nos postes étaient pilonnés par les Serbes, dans 99 % des cas, les Bosniaques qu'objectivement nous étions en situation de protéger en profitaient également pour nous tirer dessus.

Incompréhension vis-à-vis de cette mission que nous étions venus remplir, mission de paix pour laquelle nous nous retrouvions exposés d'abord sans pouvoir agir et, surtout, sans comprendre la finalité et l'objectif militaire de cette présence qui faisait de nous, essentiellement, des cibles. Toutes ces interrogations nous étaient, de plus, renvoyées en permanence par le biais de la presse et des médias en général. Les gens écoutent la radio tous les jours en opération et regardent les journaux télévisés quand ils redescendent dans leur bunker. Nous partagions ces interrogations en permanence entre nous, sur les postes, entre officiers, sous-officiers et soldats. C'était l'occasion de discussions fréquentes, l'occasion de courriers aux familles pour expliquer, là aussi, les difficultés rencontrées et les interrogations.

La crise a continué à dégénérer de cette façon. Nous ne combattons alors pas beaucoup. Si nous étions là pour combattre pour la Démocratie et les droits de l'Homme, nous avons en tout cas le sentiment d'une véritable inutilité par l'absence d'action. Cela a duré, jusqu'au moment où s'est déclenchée ce que l'on a appelé la « crise des otages ». Le moment où les Serbes ont pris des otages sur les postes. À ce moment-là, j'ai eu, avec ma compagnie, à reprendre un des postes qui étaient aux mains des Serbes.

Je voudrais vous faire comprendre l'extrême difficulté d'avoir été dans une situation d'interposition impliquant une impartialité théorique entre des Serbes et des Bosniaques qui, objectivement, nous manifestaient une hostilité équivalente et d'être brutalement confronté au fait que l'ennemi s'est désigné lui-même. Le Serbe, certes, puisqu'il a conduit une action hostile contre nous, est un ennemi. Tentez d'imaginer nos sentiments : il est un ennemi, mais il reste un des « belligé-

rants ». Il va falloir que nous reprenions ce poste mais, en même temps, nous ne sommes pas là pour venger nos camarades pris en otage. Nous devons vaincre l'ennemi mais, dès l'instant où il aura été vaincu, il redeviendra une des « parties en présence » ayant droit à notre stricte impartialité puisque nous sommes là pour conduire le combat « pour la Démocratie et les droits de l'Homme ».

C'est une des difficultés du sens de l'action à laquelle on est confronté tout de suite et qui se traduit dans les règles d'engagement que l'on adopte. En effet, lorsque l'on conduit un assaut d'infanterie, on commence toujours par appliquer des feux et des tirs sur l'objectif que l'on est censé reprendre. Là, il n'en était pas question parce qu'il y avait éventuellement des otages dans le poste et parce que nous étions sous le mandat ONU nous interdisant d'ouvrir le feu autrement qu'en riposte.

Nous nous sommes donc préparés à monter à l'assaut dans notre tranchée, en sachant que, au moment où nous sortirions de la tranchée, nous serions fauchés par les tirs ennemis, les tirs des Serbes, et, en même temps, sous l'interdiction d'ouvrir le feu jusqu'à cet instant-là. Même dans les conditions d'ouverture de feu, il y avait déjà incohérence entre l'action que l'on nous demandait de conduire, une action de combat extrême, et la façon et les règles d'engagement qui étaient les nôtres, la façon dont nous allions initier l'action.

En outre, le sens général était brouillé : pourquoi faire cela et jusqu'ou conduire une action de combat de cette intensité face à quelqu'un qui ne doit pas être considéré comme un ennemi, mais, au pire, comme un adversaire ?

Voilà pour la préparation de l'action.

La première difficulté dans une action de combat comme celle-là, un assaut d'infanterie très classique, est en fait de vaincre sa peur. Pour vaincre sa peur, on effectue des gestes concrets, comme mettre la baïonnette au canon pour se donner confiance : on se dote de cette chose, simple et bien visible, qui est entre nos mains et va nous permettre de tuer la personne en face de nous.

Pour vaincre sa peur en réalité, on est obligé de faire appel à une espèce de violence et d'animalité que l'on a en soi. Je pense que c'est extrêmement traumatisant, en tout cas je l'ai vécu comme tel. Je me suis dégoûté moi-même en découvrant l'épouvantable bestialité qui

m'habite. Cette violence croît au fur et à mesure de l'assaut parce qu'un assaut est long. Celui-ci a duré dix-huit minutes. Un premier bond rapide et c'est ensuite un travail interminable et terrible, comme dans les tranchées de la Première Guerre mondiale : on déloge les gens mètre après mètre.

Ce sentiment de violence que l'on a réussi à déchaîner en soi, cette animalité, ce mal que l'on possède et qui nous possède, s'accroît du fait de nos blessés et de nos tués. Nous formions un élément d'assaut de trente soldats et nous avons eu deux tués et quatorze blessés graves.

Il est extrêmement difficile ensuite, une fois que cette violence s'est accumulée (on finit même par en éprouver une sorte de jouissance, une fois la peur passée), d'arrêter ce déchaînement et de savoir stopper son assaut, quand on considère que l'objectif militaire qu'on s'était fixé – et qui doit avoir un lien direct et étroit avec le sens profond de notre action, sinon cela ne fonctionne pas –, est atteint. C'est extrêmement difficile à faire et c'est une expérience assez pénible. On est ivre, on en a honte, on tente de s'arrêter, on veut jouir encore de cette ivresse...

Comment peut-on arrêter ? Comment cela fonctionne-t-il ? Comme le disait le général Bachelet, des liens très étonnants sont tissés tout au long d'une vie professionnelle commune en opérations : ces interrogations et ces doutes partagés sur le sens des missions ont engendré une incroyable confiance mutuelle, un partage, presque un abandon des uns aux autres. On s'en remet, collectivement, les uns aux autres et ce sentiment de dépendance mutuelle absolue fait de nous une sorte d'être unique et primaire qui ressent et réfléchit d'un bloc. Et pourtant, au sein de ce bloc, chacun continue à agir de façon individuelle, en fonction de sa place, de son rôle et de ses responsabilités. Cela se fait, donc, parce que le chef, à un moment, parvient à montrer qu'il faut arrêter le déchaînement de la violence et qu'il faut revenir sur cette espèce de jouissance qu'on sent naître en soi. Cela se fait aussi parce que le chef se sent obligé de le faire car, dans le regard de ses hommes, il voit qu'il y a cette exigence d'éthique qui est une éthique collective, une capacité à maîtriser collectivement sa propre violence et sa propre force. Parce que le sens de notre combat en dépend.

Certes, tout cela est bien loin de l'Éducation nationale. J'en retire

cependant quelques enseignements. Nous avons parlé ce matin d'encadrer l'usage de la force par le droit et je constate que c'est insuffisant. L'usage de la force ne peut pas être encadré par le droit uniquement. La force, dans son emploi au niveau tactique – qui est l'exemple pour lequel j'ai témoigné, celui de beaucoup d'officiers, de sous-officiers et de soldats aujourd'hui et demain dans les opérations – est encadrée par une espèce d'éthique collective qui a été développée par la réflexion et l'interrogation communes sur le sens de la mission, par une espèce de conscience aiguë de soi-même, de sa dignité, des exigences de sa dignité aussi, en tant que soldat représentant son pays et citoyen. Cela me paraît extrêmement important.

En réalité, nous conduisons un véritable travail d'éducation au combat envers nos hommes, pour nous et entre nous, au sein de l'institution militaire, au sein des unités. Sans cette éducation au combat, il n'y a pas de combat possible qui respecte notre dignité, qui fasse qu'après on puisse encore relancer une action et, simplement, continuer à vivre. [...]

Juste avant d'être engagée en ex-Yougoslavie, la compagnie l'avait été – et ce rythme d'engagements est la réalité de la vie de nos unités aujourd'hui – au Rwanda, dans le cadre de l'opération Turquoise. Je vous passe le détail de cette histoire complexe de Tutsis et de Hutus. Vous devez seulement retenir que les « méchants » étaient les Hutus.

Rapidement, nous nous sommes trouvés en situation de devoir établir une zone humanitaire sûre et de devoir protéger les Hutus, les « méchants » donc, qui étaient poussés à l'exode, vers Goma, où il y avait eu une épouvantable épidémie de choléra. Nous nous sommes donc retrouvés dans cette situation paradoxale qui consistait à être à la fois ceux qui cherchaient les méchants tueurs Hutus, qui protégeaient les quelques Tutsis qui restaient en essayant de les exfiltrer et qui devaient protéger les Hutus qui refluaient et venaient mourir du choléra chez nous. Tout cela se faisait, pour une part, en liaison avec les « humanitaires » à travers des relations assez compliquées et dans un cadre général dont la compréhension était d'autant moins facile que la situation évoluait avec des changements extrêmement rapides et radicaux. Là aussi les soldats s'interrogent.

Dans cette action, nous étions sur une zone de 300 ou 400 kilomètres carrés pour une compagnie d'infanterie, c'est-à-dire 120 hommes, ce qui est très peu.

Un jour, avec l'une de mes sections, j'ai essayé de remettre en état un dispensaire et nous avons découvert un charnier de bébés de six mois que nous avons enterrés de nouveau car une trentaine de corps ressortaient du sol. Le lendemain de cette affaire, après que nous ayons enterré ces corps, la population nous a livré un des participants au massacre de ces bébés. La population voulait lyncher cette personne. J'ai donné l'ordre à la section de s'interposer, d'aller protéger cet homme qu'on leur signalait comme un des massacreurs des enfants dont ils avaient enterré les corps la veille. Je suis arrivé une heure après sur zone et là, cet homme qui avait été extrait et protégé de la foule était attaché en plein soleil, d'une certaine façon. Chaque fois qu'un de mes soldats passait à côté, il lui donnait un grand coup de pied dans les côtes. Les soldats ne lui donnaient évidemment pas à boire et n'attendaient qu'une chose : qu'il tente de s'évader pour pouvoir l'abattre. Je ne sais pas s'il était coupable et personne ne le sait. Il avait, objectivement, droit à notre protection et nous avons l'obligation de respecter ses droits d'homme, qu'il soit coupable ou non.

Là aussi, j'ai découvert et compris à quel point, rapidement, à se laisser prendre à ces passions, à cette violence que comportent la guerre, la mort et les crises, nous risquons de perdre la maîtrise de nos propres actions, de perdre le sens de notre présence et la signification de notre action sur le terrain. En particulier à cet instant, s'il n'y avait pas eu cette possibilité de se raccrocher à une réflexion collective préalable et à un sens global de notre action, nous serions devenus des tortionnaires et des assassins. Mais vous voyez que ce sens est difficile à définir et que nos exigences sont fortes. Il ne suffit pas de nous dire : « *Vous vous battez pour les droits de l'Homme !* » En l'occurrence, pour mes soldats, se battre pour les droits de l'Homme, c'était réenterrer les bébés et essayer d'éviter que d'autres soient massacrés. Ce n'était pas protéger un type dont on leur disait qu'il était un des massacreurs.

On pourrait penser qu'il suffit d'être extrêmement précis dans les ordres et les consignes de comportement. Ce n'est pas suffisant. Je sais que cela nécessite une conscience profonde du sens de nos actions et beaucoup de travail.

↳ François LECOINTRE

POUR EN SAVOIR PLUS

Ouvrages

- ↳ CHOMSKY Noam, *Le Nouvel Humanisme militaire*, leçons du Kosovo, Cahiers libres Page, Deux, 2000.
- ↳ DANIEL Bensaïd, *Contes et légendes de la guerre éthique*, Textuel, 1999.
- ↳ DESPORTES Vincent, *L'Amérique en armes – Anatomie d'une puissance militaire*, Economica, 2002.
- ↳ FRAPPAT Hélène, *La Violence*, textes choisis et présentés par Hélène Frappat, Paris, Garnier-Flammarion, 2000.
- ↳ RICHOUFFTZ Emmanuel de, *Pourquoi meurt-on ? À compléter*.
- ↳ SOLOVIEV Vladimir, *Trois entretiens sur la guerre, la morale et la religion*, o.e.i.l., 1984.
- ↳ THIEBLEMONT André (dir.), *Cultures et logiques militaires*, Paris, P.U.F., collection « Sociologie d'aujourd'hui », 1999, 340 p.
- ↳ THUCYDIDE, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Garnier-Flammarion, 1966.
- ↳ WALZER Michael, *Guerres justes et injustes*, Belin, 1999.

Actes de colloques, articles et textes de références

- ↳ « *Morale et relations internationales* », sous la direction de Pascal Boniface, P.U.F.
- ↳ « *L'exercice du métier des armes dans l'armée de terre – Fondements et principes* », État-Major de l'Armée de Terre, 2000.

NOTES DE LECTURES

La littérature, et peut-être surtout les films, vantant la gloire des valeureux soldats des Etats-Unis peuvent indisposer. Voir sur la couverture d'un ouvrage grand-public une nuque rasée surmontée d'un toupet de cheveux, ressemblant une « tête de cruche », traduction de « jarhead », devant les torches de puits pétroliers enflammés, peut d'autant plus irriter que le sous-titre apparaît comme un reproche à tous les militaires français qui savent écrire (j'en connais) et qui ne publient rien.

On peut donc comprendre la réticence à l'approche d'un ouvrage qui d'emblée satisfait aux descriptions d'un recrutement racoleur digne du XVIII^e, d'un entraînement physique dans lequel le respect de la condition humaine est apparemment oublié. Visiblement « le marine » est dressé, au sens propre du terme, pour devenir une bête de combat. Les militaires français ne peuvent se reconnaître dans cette description avilissante de la formation et de l'aguerrissement.

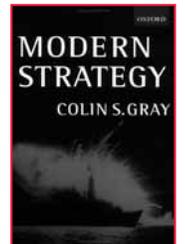
À l'occasion de la guerre en Irak de 2003, Anthony Swofford, un ancien « marine », redécouvre son paquetage abandonné au fond de la cave. Avec ces objets, il laisse remonter les souvenirs, les illusions, les problèmes de relations humaines et hiérarchiques, à la caserne et dans le désert, mais aussi la solitude, l'importance de la femme avec les rêves et les phantasmes qu'elle suscite... Et l'alcool. Et la camaraderie bien sûr. On se prend à lire ces pages avec attention et même plaisir. Sans prétention, elles racontent le souci de faire un métier avec professionnalisme, plus que machinalement, mais elles décrivent aussi les petites choses de l'arrière-cour de la gloire. Au moment du retour, elles montrent les frustrations, l'incompréhension de la société que le soldat redécouvre : l'amertume et le fatalisme ne sont jamais loin.

Dans une écriture sobre, Swofford décrit la vie des Marines en opérations de façon presque intemporelle. Il termine de façon poignante par une allégorie de l'avenir du soldat, peut-être de tous les soldats : un ancien du Viet-Nam, en pleine clochardisation, monte dans le car du retour et s'adresse à ses jeunes : « Merci, merci les jarheads de leur avoir montré qu'on est pas des bêtes sauvages. »

Jean-Luc COTARD ▀

« Jarhead.
Un écrivain
soldat dans
la guerre
du Golfe »

Swofford
Anthony
Calmann-Lévy, Paris,
2004, 279 p.



Morale et Politique des Droits de l'Homme

Monique Castillo

Hildesheim, 2003, 198 p. (in *Études et textes d'histoire des idées en Europe*).



Cet ouvrage a été conçu comme une production collective européenne. Son but n'est pas d'exposer un contenu doctrinal figé, mais de saisir, à un moment donné du temps, une pensée des droits de l'homme en voie d'élaboration. Le point de départ de la réflexion se trouve donc dans un certain nombre d'interrogations :

- < Sur le statut de droits de l'homme : à quel titre peuvent-ils être juridiquement des droits ?
- < Sur leur contenu : jusqu'à quelles revendications de liberté, de sécurité et de bonheur s'étend l'impératif de préservation des personnes ?
- < Sur leur cohérence : la multiplication des droits de l'homme permet-elle encore d'assurer la réciprocité entre droits et devoirs ? S'oriente-t-elle vers un pluralisme identitaire ?
- < Sur leur application : comment penser et évaluer les modalités d'un passage à une réalisation supranationale des droits de l'homme ?

Les personnalités qui ont accepté de participer à cette production ont apporté une diversité d'éclairages qui a valeur de témoignage : n'obéissant à aucune directive contraignante, le livre trouve son unité dans son intentionnalité culturelle, culturellement européenne.

Georg Olms Verlag AG — Europaea Memoria

La Chair et l'acier – L'Armée française et l'invention de la guerre moderne, 1914-1918

Michel Goya
Paris, éditions Tallandier, 2004, 479 pages.



Depuis maintenant plusieurs années, la Première Guerre mondiale est à la mode. Pour le meilleur et pour le pire. Il n'est pas jusqu'à la culture populaire qui ne se soit engouffrée dans la brèche : films, spectacles, bandes dessinées, romans et magazines ayant la Grande Guerre pour thème sont de véritables succès commerciaux. Considérons ce micro-phénomène de société comme la preuve que la mémoire collective cherche à se réapproprier un événement dont on perçoit aujourd'hui à quel point il a été constitutif de bien des traits majeurs – et même mineurs – de notre culture et de notre nation depuis plus de quatre-vingt ans...

Dans le domaine de l'histoire académique, ce conflit est, là encore, l'objet des recherches et des écrits de nombreux historiens, tant en France qu'à l'étranger. Si les questions stratégiques et diplomatiques n'ont pratiquement jamais cessé d'être explorées, le renouveau est surtout venu ces dernières années de l'histoire sociale, de l'histoire des mentalités ou de celle des représentations. Vie des troupes ou de l'arrière, représentation de l'ennemi, « brutalisation » de la guerre et des sociétés européennes à la suite de celle-ci, traumatismes psychiatriques dus aux combats, viols et atrocités, femmes ou enfants dans la guerre, racisme à l'encontre des troupes « de couleur », répression et exécutions, etc., sont des sujets faisant l'objet de publications nombreuses et variées, suscitant même parfois d'âpres polémiques entre spécialistes.

Or, aucun de ces ouvrages ne s'était encore penché sur les dimensions organisationnelles et techniques de la guerre, pourtant ô combien fondamentales ! Dans cette étude tirée d'un brillant mémoire universitaire de maîtrise déjà récompensé du Prix d'histoire militaire décerné chaque année par le Centre d'études d'histoire de la Défense (CEHD), Michel Goya s'attaque à ces questions à bras le corps et nous gratifie d'un livre d'ores et déjà destiné à devenir une référence, tant pour les militaires que pour les managers, d'ailleurs ; pour ne rien dire des historiens actuels, lesquels, pour la plupart, auraient tout intérêt à se replonger dans de telles problématiques et à nous offrir plus souvent des exemples aussi brillants d'authentique histoire matérialiste... Cela dit, l'étude de Michel Goya ne néglige aucun des apports de plusieurs décennies de « nouvelle histoire » et, s'il étudie le combat et la « bataille », le fait aussi à la lumière des questionnements introduits

dans la discipline historique durant la période récente. John Keegan est passé par là – on le constate à la lecture du passionnant chapitre consacré au fantassin « dans la zone de mort ». De même, les premiers chapitres, consacrés aux nombreux débats théoriques et doctrinaux qui agitent les cadres et les cercles dirigeants de l'armée française durant la période s'étendant du traumatisme de 1870-1871 à 1914, montrent que l'analyse de la sociologie de cette armée – ainsi que l'histoire des représentations et des mentalités – ont aidé l'auteur à construire son analyse.

Ayant bien planté le décor et méticuleusement analysé les structures, l'organisation, l'armement, l'entraînement et la doctrine de l'armée française dans ces mêmes chapitres de début d'ouvrage, Michel Goya s'emploie ensuite à nous montrer, à partir du chapitre V (« L'épreuve du feu ») et jusqu'à la fin de l'ouvrage quel fut le processus d'adaptation et d'évolution de cette armée tout au long de la Première Guerre mondiale. Car, lorsque le conflit éclate réellement, après des années de spéculations intellectuelles, la majeure partie de ces spéculations vont voler en éclats devant une réalité bien plus atroce et surtout bien plus chaotique que tout ce qui avait pu être imaginé. Pendant cinq années vont alors se succéder échecs, tâtonnements, fausses pistes, avancées, réajustement, adaptations, improvisations, innovations – tactiques ou techniques. Et c'est bien là que réside le cœur du travail de l'auteur : dans l'analyse d'un processus au départ presque exclusivement chaotique pour devenir progressivement complexe, au sens que ce mot possède en systémique et en cybernétique. Mais ce processus est aussi et même surtout éminemment dialectique, du fait de ce constant va-et-vient entre le front et les états-majors, entre les hommes confrontés à l'urgence implacable tout autant que triviale du réel, et ceux chargés de les soutenir (au sens militaire du mot, et il s'agit alors de la logistique et des approvisionnements en matériels) et de diriger les grandes opérations. Goya abordera ainsi, successivement, « La pression du front » (ou comment se met en place l'une des dynamiques du processus dialectique précité, en l'occurrence celle que les théoriciens du management appellent la dynamique bottom-up), « Le GQG et le changement tactique », « Face aux tranchées » (l'industrialisation de l'infanterie, les mutations de l'artillerie, etc.), « Dans la zone de mort » (de la survie dans un cauchemar, le courage, tenir), « Le

poing d'acier » (la douloureuse naissance des chars d'assaut), et enfin « La Grande Armée de 1918 », avant de conclure et de nous livrer en annexes des données statistiques et l'exemple de l'analyse des combats de la 13e DI, éléments d'une utilité inappréciables.

On l'aura compris : *La Chair et l'acier* est un ouvrage majeur, qui s'inscrit parfaitement dans un renouveau de « l'histoire bataille » déjà perceptible depuis plusieurs années. Mais il est peut-être aussi le premier ouvrage français à pouvoir dignement figurer aux côtés de ces nombreux ouvrages anglo-saxons et allemands qui, depuis environ quinze ans, revisitent les conditions de l'apparition puis du déploiement de la guerre industrialisée et mécanisée moderne, de la guerre de Sécession américaine à la Seconde Guerre mondiale. En portant sur une armée peu étudiée par cette tradition historiographique-là, ce livre apporte une pièce essentielle à ce puzzle aussi complexe que passionnant, mais aussi indispensable pour comprendre l'histoire globale d'un siècle que le fait guerrier a largement contribué à façonner. Reste la question que tous les lecteurs ne pourront manquer de se poser à l'issue de la lecture de ce livre : comment cette armée française, la meilleure et la plus moderne du monde en 1918, a-t-elle pu imperceptiblement décliner dans les années suivantes, au point de connaître le pathétique sort qui fut le sien en 1940 ? Peut-être Michel Goya nous prépare-t-il une réponse en forme de suite à ce premier essai très prometteur ?

Laurent Henninger

Chargé de mission au Centre d'études d'histoire de la Défense (CEHD/SGA) ■

BIOGRAPHIES

└ Gérard BEZACIER

Saint-Cyrien, promotion « Général de Gaulle », breveté de l'École supérieure de guerre, diplômé de l'École nationale des ponts et chaussées, Centre des hautes études militaires, Institut des hautes études de défense nationale, alternant postes en état-major et dans les forces, le général de division Gérard Bezacier a commandé le 13^e Régiment du génie à Treves (Allemagne), le Bataillon du génie de Bosnie Herzégovine et l'École supérieure et d'application du génie à Angers.

Il sert actuellement en qualité de commandant du centre de doctrine d'emploi des forces.

└ Monique CASTILLO

Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris, agrégée de philosophie et docteur d'État enseigne à l'Université de Paris-XII, les principaux travaux de Monique Castillo portent sur la philosophie moderne et sur les questions contemporaines d'éthique et de politique. Elle a notamment publié *La Paix* (Hatier, 1997), *L'Europe de Kant* (Privat, 2001), *La Citoyenneté en question* (Ellipses, 2002), *Morale et politique des droits de l'homme* (Olms, 2003). Elle a fait partie en 2001-2002 d'un groupe de recherche (Chear-DGA) sur la gestion des crises.

└ Jean-Luc COTARD

Saint-Cyrien et sapeur, Jean-Luc Cotard a choisi de se spécialiser dans la communication après avoir servi en unité opérationnelle et participé à la formation directe de saint-cyriens et d'officiers en général. Il est titulaire d'une maîtrise d'histoire contemporaine, d'un DESS de technique d'information et de journalisme et a réfléchi dans le cadre d'un diplôme universitaire à l'Institut français de presse, aux relations entre les hommes politiques et les militaires de 1989 à 1999. Il a publié des articles qui ont trait à son expérience, dans la revue *Histoire et Défense*, la revue *Vauban*, la revue *Agir*. Il a servi en Bosnie en 1992-1993 et au Kosovo en 2001. Il est chef de section au SIRPA Terre et auditeur au sein de la cinquième promotion de l'Institut des Hautes Études de l'Entreprise.

└ Michel GOYA

Issu du corps des sous-officiers, le chef de bataillon Goya est officier dans l'Infanterie de Marine depuis 1990. Après dix ans d'expérience opérationnelle, il intègre, en 2001, l'École Militaire Supérieure Scientifique et Technique puis, en 2003, le Collège Interarmées de Défense.

Titulaire d'un brevet technique d'Histoire, il est l'auteur, en 2004, de *La Chair et l'acier*, sur la transformation tactique de l'armée française de 1871 à 1918. Le chef de bataillon a été récompensé deux fois du prix de l'École Militaire Interarmes, du prix Sabatier de l'EMSST et du prix d'histoire militaire du Centre d'études d'histoire de la Défense. Officier au Centre de Doctrine d'Emploi des Forces Terrestres, il poursuit ses études doctorales à l'université Paris IV-Panthéon-Sorbonne sur le thème de l'innovation tactique.

└ François LECOINTRE

Né en 1962, François Lecointre est officier de carrière dans l'armée de terre. Saint-Cyrien, il appartient à l'arme des Troupes de Marines où il a servi comme lieutenant et capitaine au 3^e Régiment d'Infanterie de Marine et au 5^e Régiment Inter-Armes d'Outre-Mer. Il a été engagé en Irak lors de la première guerre du Golfe (1991), en Somalie (1992), en République de Djibouti dans le cadre de l'opération Iskoutir (1991-1993), au Rwanda dans le cadre de l'opération Turquoise (1994) ainsi qu'à Sarajevo (1995). Il sert aujourd'hui à l'État-Major de l'armée de Terre au sein du Bureau de Conception des Systèmes de Forces.

└ Jérôme MILLET

Après sa sortie de l'École Spéciale de Saint-Cyr dans l'Arme Blindée Cavalerie, Jérôme Millet alterne les postes en corps de troupe, en école et en état-major ; il commande le 2^e régiment de hussards à Provins, est auditeur au Centre des Hautes Études Militaires et à l'Institut des Hautes Études de la Défense nationale.

En 1997, il est adjoint « terre » au cabinet militaire du Premier Ministre. En 2000, il prend le commandement de la 2^e brigade blindée avec laquelle il part au Kosovo, dans le cadre de la KFOR, de septembre 2001 à janvier 2002. À partir du 1^{er} juillet 2002, il prend les fonctions de chef de cabinet du chef d'état major de l'armée de terre. Il est actuellement général de brigade.

└ Véronique NAHOUM-GRAPPE

Chercheur-anthropologue au CETSAN EHESS, Véronique Nahoum-Grappe travaille sur les formes contemporaines et sociales de la culture : le quotidien, les conduites d'excès, les rapports entre les sexes, la violence ; elle participe aux comités de rédaction de plusieurs revues parmi lesquelles *Esprit*, *Terrains*, *Communication*.

Dernier ouvrage paru : *Du rêve de vengeance à la haine politique*, Buchet Chastel, 2004.

└ François SCHEER, Ambassadeur de France

Né en 1934 à Strasbourg, François Scheer est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, licencié en droit, titulaire de trois DESS (droit public, économie politique et science politique), et élève à l'ENA (1960-1962).

1962 : Secrétaire des Affaires Étrangères

1976-1977 : Ambassadeur de France au Mozambique

1977-1979 : Représentant Permanent Adjoint de la France auprès des Communautés Européennes

1979-1981 : Directeur de Cabinet du Président du Parlement Européen

1981-1984 : Directeur de Cabinet du Ministre des Relations Extérieures

1984-1986 : Ambassadeur de France en Algérie

1986-1988 : Ambassadeur Représentant Permanent de la France auprès des Communautés Européennes

1988-1992 : Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères

1992-1993 : Ambassadeur Représentant Permanent de la France auprès des Communautés Européennes

1993 : Ambassadeur de France

1993-1999 : Ambassadeur de France en Allemagne

1999 — : Conseiller international du Président du Directoire d'AREVA

■ Line SOURBIER-PINTER

Titulaire d'une maîtrise en droit public, Line Sourbier-Pinter quitte l'Éducation nationale en 1972 pour intégrer l'équipe qui allait concevoir le Centre Georges Pompidou. En 1978, quelques mois après l'ouverture, elle part diriger les établissements culturels français de Belgrade, de Bonn et d'Innsbruck après avoir fait un passage à l'Université technique de Vienne. Elle découvre le milieu militaire à son retour dans l'hexagone en 1997. Line Sourbier-Pinter est chargée de mission auprès du chef d'État-major de l'armée de terre depuis septembre 1999, chercheur associé au Laboratoire de Recherche en Sciences Humaines et Sociales de l'Université Rennes II. Publications : *Au-delà des armes – Le sens des traditions militaires*, Imprimerie nationale, 2001. *Les Militaires*, collection « idées reçues », éditions Le Cavalier Bleu, 2003.

Abonnez-vous à INFLEXIONS 2 numéros par an

Nom :
Prénom :
Profession :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :
Email :

Souscrit un abonnement à partir du mois de :

Abonnement	1 an	2 ans
France	30 euros _	
Étudiants ou chômeurs	x _	x _
Étranger	x	x _
Étudiants ou chômeurs	x _	x _

Chèque Virement bancaire
Date :
Signature :

14, rue Saint-Dominique, 00453 Armées
tel. 01 42 19 53 76 fax. 01 42 19 73 50
line.sourbier-pinter@emat.terre.defense.gouv.fr

La revue **INFLEXIONS**,
plate-forme d'échanges entre civils et militaires, est éditée par l'Armée de Terre.
14, rue Saint-Dominique, 00453 Armées
Rédaction : 01 42 19 36 71 – email : inflexions.emat-cab@defense.gouv.fr
Télécopie : 01 42 19 73 50

Directeur de la rédaction :

M. le général de division Jérôme Millet

Rédacteurs en chef :

M. le lieutenant-colonel Cotard ■ Mme Line Sourbier-Pinter.

Comité de rédaction :

MM. le général d'armée (2 S) Jean-René Bachelet ■ le général de division Gérard
Bezacier ■ Mme Monique Castillo ■ MM. le chef de bataillon Michel Goya ■ le
colonel François Lecointre ■ Mme Véronique Nahoum-Grappe. ■ M. l'ambassa-
deur de France François Scheer. ■ M. Jacques Semelin.

Les manuscrits qui nous sont envoyés ne sont pas retournés.